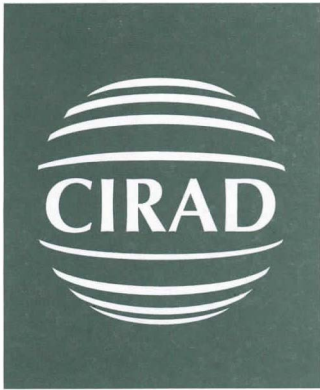


---

Département des systèmes  
agroalimentaires et ruraux  
CIRAD-SAR



**GESTION DÉMOCRATIQUE  
ET DÉCENTRALISÉE  
DES RESSOURCES NATURELLES  
AU SAHEL**

Yves CLOUET  
Décembre 1996  
CIRAD/SAR n° 163/96





# **GESTION DÉMOCRATIQUE ET DÉCENTRALISÉE DES RESSOURCES NATURELLES AU SAHEL**

**Y. Clouet  
Octobre 1996**

## Résumé

Trois thèmes : nature, pouvoir et développement structurent cette étude sur la gestion des ressources naturelles au Sahel. Cette gestion est difficile comme le montre l'étude du Yatenga au Burkina Faso. On y observe une dégradation des ressources naturelles, des conflits de pouvoirs et un développement incertain. Replacés dans un cadre historique, ces événements apparaissent comme le résultat d'une longue évolution qui commence bien avant la période coloniale. Ils se traduisent actuellement par une crise qui n'est pas prête de se terminer. Cette crise permet-elle pour autant l'émergence de plus de démocratie et de décentralisation des pouvoirs ? L'étude de terrain nuance la réponse car les perspectives sont très différentes entre les zones rurales saturées et leurs périphéries peu peuplées et soumises à de fortes migrations de population.

A la lumière des faits observés, des témoignages des villageois eux-mêmes et d'une analyse des grandes tendances du développement rural au Sahel, plusieurs recommandations se dégagent. Ces dernières, autant méthodologiques qu'opérationnelles, insistent sur l'importance des "ententes" ou "unions" entre villageois, (démocratie à la base) comme creuset d'une nouvelle culture de développement. Ces "ententes" donnent aux villageois une capacité de négocier des actions à réaliser avec les ONG, les projets de développement rural, les services techniques de l'Etat... Leur fragilité montre l'importance de régulations externes fortes capables de les favoriser. Certaines "unions" ayant fait preuve d'une aptitude à gérer efficacement les ressources dont elles disposent et à réaliser les équipements qui leur sont nécessaires pourraient devenir de futures "communes rurales" dans le cadre des décentralisations en cours dans plusieurs Etats. Cette perspective exige cependant une réflexion plus importante sur l'espace, son évolution, sa construction, son aménagement. Dans ce domaine, une meilleure intégration des approches territoriales aux démarches institutionnelles, qui ont prévalu jusqu'à maintenant, s'impose.

**Mots clés :** Sahel, Yatenga, ressources naturelles, pouvoir, décentralisation, démocratie, développement rural, géographie, région.



**SOMMAIRE**

**INTRODUCTION** ..... 1

**LE CADRE DE LA RECHERCHE**

- LES POUVOIRS AU SAHEL ..... 8
- EVOLUTION DES IDEES EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES ..... 34
- HYPOTHÈSES DE TRAVAIL ET CONSÉQUENCES MÉTHODOLOGIQUES ..... 52

**DYNAMIQUE DES POUVOIRS LOCAUX ET GESTION DES RESSOURCES**

- INTRODUCTION ..... 60
- LE TERRITOIRE MOSSI ..... 63
- LE TERRITOIRE PEUL ..... 73
- LE CONTACT PEUL-MOSSI ..... 84
- LA ZONE URBAINE ET PERIURBAINE DE OUAHIGOUYA ..... 94
- LE YATENGA : DIVERSITES LOCALES, UNITE REGIONALE ..... 98

**ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS**

- LES ENSEIGNEMENTS ..... 106
- DES PRINCIPES POUR L'ACTION ..... 108
- ORIENTATIONS METHODOLOGIQUES ..... 113
- ORIENTATIONS INSTITUTIONNELLES ..... 116

**CONCLUSION** ..... 119

**ANNEXE 1 : Table des figures et encadrés** ..... 122

**ANNEXE 2 : Bibliographie** ..... 123



# INTRODUCTION

Le Sahel se transforme. Quel sera son avenir ? De nombreux ruraux s'interrogent sur leur place dans la société de demain, remettent en cause leur mode d'existence et prennent conscience de leur diversité. Certains annoncent la fin du monde rural devant la montée du désert et l'escalade urbaine... d'autres au contraire croient en son renouveau... Menaces et promesses, inquiétudes et rêves se succèdent, s'entremêlent. Qui croire ? Que faire ?

## **L'OBJECTIF DE L'ÉTUDE**

Les sujets de recherche retenus dans cette étude, répondent à un appel d'offre du ministère français de la Recherche et de la Technologie, et ont pour objectifs :

- de fournir des éléments de réflexion sur les conditions d'émergence d'une gestion démocratique et décentralisée des ressources naturelles au Sahel ;
- d'identifier les facteurs favorisant cette émergence ;
- d'élaborer des outils pour évaluer l'importance et la nature des processus en cours ;
- de proposer des recommandations favorisant l'efficacité des interventions réalisées.

## **DÉROULEMENT DE L'ÉTUDE**

L'étude s'est déroulée en trois temps : une étude bibliographique à partir d'une centaine d'ouvrages sur le sujet et autant de rapports techniques, (dont seulement les plus significatifs sont mentionnés dans la bibliographie) ; un retour sur le terrain, après 15 ans d'études, pour estimer les évolutions les plus récentes en compagnie de chercheurs nationaux et une phase rédactionnelle.

## **L'APPROCHE PROPOSEE**

Trois mots clefs (nature, pouvoir et développement) structurent la recherche entreprise.

**La nature** concerne l'ensemble des éléments (air, sol, plantes et animaux) qui caractérisent un milieu. Cette nature est diverse mais fonctionne suivant des processus physiques et écologiques répétitifs. Avec l'homme, tout change. Ses choix sont libres. Il invente, imagine, il crée. Il réalise des constructions qu'ignore la nature. Modeste début : quelques outils, un champ, un campement... Ses constructions transforment peu à peu, puis rapidement (à l'échelle géologique) la planète en villages, bourgs et mégapoles. Des objets de plus en plus complexes sont élaborés et consommés. La nature est mise en valeur, utilisée, transformée. Elle devient une ressource que l'homme utilise pour satisfaire ses besoins (alimentaires, domestiques, monétaires...). On parle dans ce cas d'exploitation, d'utilisation et de mise en valeur des ressources naturelles. Sous la pression du nombre, ces ressources deviennent rares. Il faut les gérer, c'est à dire prendre des décisions pour qu'elles ne s'épuisent pas, ne se polluent pas et se renouvellent (fertilité d'un sol, importance et qualité d'une eau, maintien d'une espèce...). Au Sahel, les ressources sont limitées. La question se pose avec acuité. Ce sera un thème récurrent de notre recherche.

## **Le pouvoir**

Tant qu'une société ne comporte que de petits groupes individualisés, elle est fragile, invente, crée et communique peu. Elle contrôle difficilement le territoire qu'elle occupe. Son efficacité augmente par le renforcement des liens entre les individus, la formalisation de règles de décision entre acteurs et l'organisation du pouvoir.

Ainsi, en succédant aux sociétés itinérantes, organisées en cellules familiales segmentaires peu nombreuses, contrôlant difficilement leur territoire, les communautés paysannes, sédentaires et hiérarchisées, font preuve de plus d'efficacité. Elles innover, se développent et occupent de façon continue l'ensemble du territoire.

Une mutation structurelle importante est nécessaire pour asseoir de manière durable un système politique et social de grande dimension. Elle a donné naissance aux organisations modernes : États, entreprises... Ces organisations combinent des relations fortes entre un pouvoir central et des unités socio-territoriales locales. Quand cet équilibre est réalisé, il est alors possible d'exercer de manière uniforme des interactions fortes entre les unités de base. C'est là l'originalité des États modernes quand ils fonctionnent. Or en Afrique sahélienne, ce système ne fonctionne pas ou fonctionne mal pour deux raisons essentielles. D'une part, les États sont trop centralisés et les relations entre et au sein des unités de bases sont autoritaires. D'autre part les interactions entre les unités de base laissent peu de place à la confiance et au respect des différences. En un mot les décisions sont centralisées et peu démocratiques. Dans ces conditions, on parle de décentralisation et de démocratisation. Précisons ces concepts.

*La décentralisation* des décisions consiste à transférer à des unités socio-territoriales locales le pouvoir de gérer directement les affaires qui les concernent, (notamment les ressources naturelles). Pour être efficace et stimuler les initiatives locales, ce transfert décisionnel et politique doit s'accompagner de ressources financières et humaines. De plus, il exige de définir les limites du territoire dans lequel va s'exercer ce pouvoir local, qui va l'exercer et avec quelles compétences. Les élus et les responsables doivent être alors formés à la gestion administrative, à la programmation, à la planification concertée, à la conception et la réalisation de projets. On saisit l'importance de ne pas plaquer des structures toutes faites mais de les adapter à la grande diversité des situations rencontrées (par exemple, dans le champ qui nous préoccupe, aux situations agricoles, pastorales, périurbaines...).

Cette décentralisation est un défi difficile à relever en Afrique et tout spécialement au Sahel où les États sont fragiles, souvent créés de façon artificielle au moment des indépendances. L'éclatement y est toujours possible. Prendre la décision de raviver le pouvoir local, c'est donner prise à l'affirmation de la différence locale, à l'opposition face au pouvoir central. On comprend la prudence des États face au pouvoir tribal plus ou moins latent quelles que soient les techniques de découpage du territoire en "provinces, départements ou autres communes plus ou moins autonomes".



La démocratisation a trait à la mise en place d'instances de régulation et de contrôle des décisions prises au niveau central, bien sûr, mais surtout, en ce qui nous concerne au niveau local. L'objectif est que toute la population, depuis les élus jusqu'aux groupes faibles (peu nombreux et marginalisés), puissent exprimer leur point de vue et participer aux décisions face aux pouvoirs établis. Cela suppose une égalité de droits pour que tous puissent travailler dans un esprit de confiance respectueux des points de vue différents.

L'organisation de cette démocratie se traduit notamment par la recherche de représentants qui reflètent la diversité des intérêts et des composantes géographiques, socio-ethniques... des unités socio-territoriales concernées. Elle implique la transparence des prises de décisions et la capacité de les appliquer. Finalement elle ne se réalise que si l'information sur les pouvoirs détenus et les enjeux des débats qui ont lieu, sont connus de tous. Il apparaît donc que la démocratie n'est pas seulement une question de techniques, mais aussi de culture faite de liberté individuelle et de solidarité.

Sans tomber dans la formalisation poussée des systèmes démocratiques occidentaux, le principe de la démocratie contient l'idée forte d'électeurs-citoyens libres et égaux en droits, capables de prendre des décisions et de gérer leur vie et leurs ressources, comme ils l'entendent sur le territoire qu'ils occupent. Au Sahel, on saisit ce que cela a de contradictoire avec un pouvoir gérontocratique où les vieux, et uniquement les hommes, concentrent le pouvoir local au détriment des jeunes et des femmes...

### **Le développement**

La gestion des ressources naturelles, en elle-même, ne mobilise pas les villageois. Les ressources naturelles n'ont de sens que dans la mesure où elles permettent de satisfaire des besoins (alimentaires, économiques...). Ainsi, un cordon pierreux préconisé par le développement n'est intéressant que s'il permet d'améliorer les rendements. Un traitement de ravine, n'a de sens que parce qu'il récupère des terres inaptées à la culture, tandis qu'une haie vive sert à marquer une propriété foncière et/ou une piste à bétail. Pris sous l'angle d'un lien affirmé entre gestion des ressources et développement, les actions prennent alors un sens aux yeux des paysans.

Si les trois axes de travail (nature, pouvoir et développement) structurent bien l'étude qui suit, nous en avons ajouté deux autres dont l'intérêt est plus méthodologique : l'espace et le temps.

Au point de vue "spatial", l'étude aborde des situations locales, articulées sur plusieurs niveaux d'analyse géographique. Cette approche spatiale permet d'une part de donner un sens aux analyses de détail et d'autre part de généraliser à des territoires plus vastes les faits observés, compte tenu des préalables méthodologiques pris pour changer d'échelle.

Au niveau "temporel", il importe de placer l'étude dans un cadre dynamique, celui d'une société sahélienne en profonde transformation. Mettre en évidence les transformations survenues dans les systèmes de pouvoirs politiques locaux demande d'adopter un point de vue historique, mais également prospectif. En d'autres termes, cette étude doit présenter une comparaison des systèmes de pouvoir d'autrefois, avec ceux qui existent aujourd'hui, tout en dégagant des scénarios d'évolution possible.

## **LES ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE**

Cette recherche est globale, prospective et opérationnelle.

### **Globale et pluridisciplinaire**

Dans le Sahel en mouvement, quels sont les défis, les enjeux et les atouts que rencontrent les sociétés sahéliennes dans les champs économiques, administratifs, politiques et environnementaux ? Quels sont les solidarités, les inégalités, les rapports de force entre les acteurs, tant au niveau des individus que des collectivités, et ce, dans des domaines essentiels à la vie aux marges du désert : l'eau et la terre ?

### **Prospective**

Il s'agit de mettre l'accent sur les changements et les évolutions qui structurent le présent et d'explorer des futurs et des avenir possibles. Avenirs, conçus comme des réalités, ici conscients et volontaires, là spontanés et intuitifs, voire portés par les structures en place, mais ne résultant en aucun cas de déterminismes.

"L'avenir" est ouvert et multiforme. Il est ce qu'en feront les acteurs, avec deux nuances toutefois spécifiques aux régions sahéliennes. Le Sahel sera essentiellement ce que les sahéliens en feront, en relation avec les hommes du Nord et du Sud. Cela ne signifie pas que d'autres facteurs, le climat, l'eau et le sol notamment, ne jouent pas un rôle, mais les réactions des hommes seront déterminantes. Tous les avenir ne sont pas possibles. Le Sahel de la fin du XX<sup>e</sup> siècle est ce qu'il est, avec un certain capital foncier, matériel et surtout humain. Les acteurs de demain sont déjà nés. Ils sont formés et les éducateurs de ceux qui ne sont pas encore éduqués existent déjà. Les germes du futur sont en place.

### **Opérationnelle**

L'objectif est de traduire les conclusions de cette recherche en propositions et recommandations apportant des éléments de réponses aux questions suivantes :

- quel espace de liberté (échelle, représentativité, structure, contrôle) créer au niveau local sans induire de contradictions avec les autres niveaux (régionaux, nationaux) ;
- quelle échelle territoriale retenir pour envisager une décentralisation et une gestion opérationnelle des ressources naturelles : village, ensemble de villages, commune rurale ; quelles modalités organisationnelles, juridiques administratives créer ; quels moyens et responsabilités financières, économiques, politiques envisager ;
- quelle est la perception de la décentralisation et de la gestion démocratique des ressources naturelles par les acteurs locaux ; les villageois sont-ils intéressés par l'autonomie, la décentralisation et la démocratie en matière de gestion ; que signifie pour eux cette gestion et enfin quelle formation leur donner dans ce domaine ;
- quels sont les pôles de changement au niveau local ; comment les étudier ?

## PRÉSENTATION DE L'ETUDE

L'approche proposée et les orientations précédentes conduit à une étude en trois parties.

Le cadre de l'étude abordera successivement :

- les pouvoirs en présence, leur genèse et la difficile articulation entre États et ethnies, entre central et local qui aboutit à un déficit identitaire des populations et handicape l'apparition d'une gestion décentralisée et démocratique des ressources ;
- les types d'intervention en milieu rural et l'évolution des conceptions en matière de développement ; si cette évolution a été très lente après les indépendances, elle s'est accélérée ensuite après vingt ans de résultats discutables, pour battre son plein actuellement ; les acteurs locaux prennent de plus en plus d'importance, ce qui explique l'intérêt accordé à la décentralisation et à la démocratisation des décisions ;
- les hypothèses qui structurent l'étude de terrain ; ces hypothèses formalisent et approfondissent les diagnostics qui se dégagent ; elles précisent les choix qui ont permis de localiser l'étude : une zone de contact inter-ethnique située dans la bande des fortes densités sahéliennes, où les relations entre hommes et ressources sont les plus fragiles, la gestion des ressources la plus délicate et la mise en oeuvre d'un développement local la plus difficile.

L'étude de terrain focalise l'attention sur les questions que pose une gestion démocratique et décentralisée des ressources. Tout en apportant faits et témoignages, elle dépasse leur simple description pour "problématiser" les situations. Elle vise à comprendre les interventions qui s'y déroulent depuis 20 ans et à estimer la capacité des populations locales à gérer leur vie avec plus d'autonomie et de respect de leur différence.

Dans la région retenue, l'étude porte sur des situations rurales contrastées (100 km de long). En partant d'une zone périurbaine où se développe une agriculture d'entreprise, elle cherche à comprendre comment s'articulent les zones de très forte densité rurale (50 à 100 hab./km<sup>2</sup>) aux zones d'élevage de faible densité (5 à 10 hab./km<sup>2</sup>).

Le but recherché est bien de porter un jugement sur la situation de chacune de ces zones et d'identifier s'il existe une gestion décentralisée et démocratique des ressources naturelles. Quels sont les défis rencontrés ? Quelles sont les dynamiques en cours ? Quel développement y est initié ?

La prospective : à la lumière des faits observés sur le terrain et des grandes tendances, quelles sont les orientations qui se dégagent pour l'avenir ? Quelles recommandations peut-on en déduire, tant sur le plan des méthodes que sur celui des actions à conduire en matière de décentralisation et de démocratisation des ressources naturelles ? L'exercice se veut modeste, porteur simplement de pistes de travail et de réflexion.



# LE CADRE DE LA RECHERCHE

(Chapitre 1)

# LES POUVOIRS AU SAHEL

## DYNAMIQUE HISTORIQUE ET SPATIALE

Actuellement, le Sahel évolue fortement tant au niveau humain qu'écologique. Pour saisir ces mutations, imaginons deux situations extrêmes bornant les dynamiques en cours. A une extrémité, un territoire restreint (100 km<sup>2</sup>), la nature y est vierge et le paysage s'étend à perte de vue. Une tribu minuscule et solidaire (100 habitants) y campe. A l'autre, ce même territoire est saturé de machines et de constructions. Il est habité par une super-tribu d'un million d'êtres humains. Tout y est plus complexe et artificiel, mais un problème demeure, amplifié par le nombre. Suite à la disparition des relations interpersonnelles qui existaient au sein du petit groupe tribal, il s'agit de savoir comment gérer les ressources et contrôler les oscillations croissantes entre coopération et rivalités. Il faut éviter qu'un chef accapare les richesses du territoire et exerce, si rien ne l'en empêche, un pouvoir qui peut se révéler tyrannique. Ces deux situations extrêmes se sont développées au Sahel. Pour comprendre les mutations qu'elles supposent, examinons comment se sont structurés les pouvoirs. Quelle est leur dynamique historique et spatiale ?

Allons loin dans le passé des sociétés sahéliennes. Divisons le temps en grandes périodes historiques qui correspondent à un équilibre dynamique entre société et environnement. Le passage d'une période à une autre se réalise sous l'effet de tensions et de chocs qui provoquent un changement d'équilibre. Gardons également en mémoire la spécificité du Sahel : vaste espace peu peuplé situé aux confins du plus grand désert de la planète, du monde arabe et des pays du golfe du Bénin, sans oublier l'Europe, plus lointaine mais présente depuis plusieurs siècles. Nous compléterons donc l'approche temporelle par sa composante spatiale.

Quatre périodes, assez classiques, sont retenues : l'époque précoloniale (ou la constitution des pouvoirs locaux), la période coloniale (ou la logique d'un pouvoir central fort et exogène), les indépendances (ou la constitution des États) et la situation actuelle prolongée par un scénario prospectif (conclusion). Chacune d'elles prend en compte les relations entre :

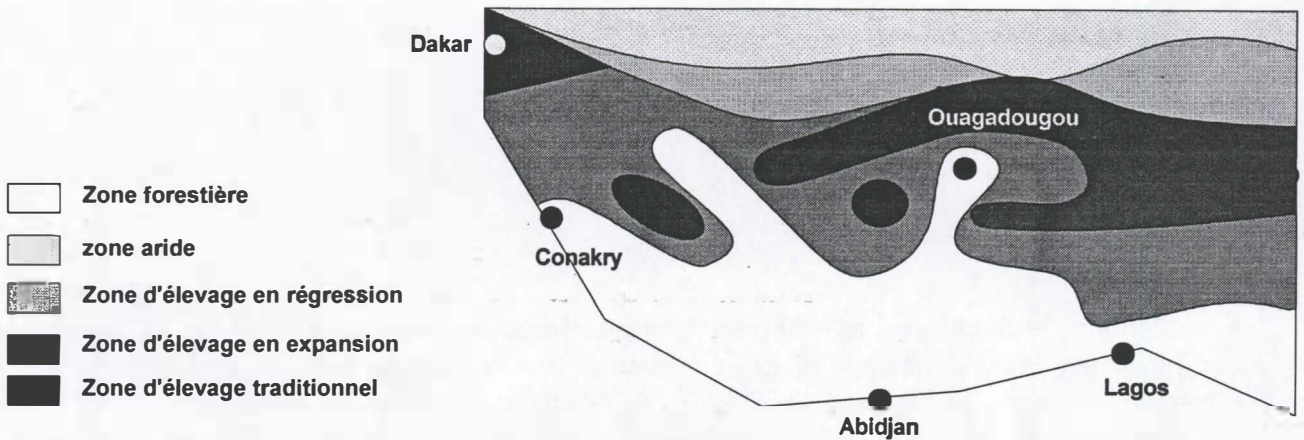
- les systèmes sociaux en place, c'est-à-dire les équilibres entre le pouvoir central et les unités socio-territoriales locales, leur autonomie éventuelle et le respect des différences ;
- les systèmes de production, c'est-à-dire la valorisation, la gestion et le renouvellement des ressources naturelles, face à une pression humaine de plus en plus forte ;
- les chocs et les ruptures qui provoquent les évolutions, d'une période à une autre.

Un tableau comparatif donnera à cette succession d'états transitoires une dynamique d'ensemble appelée "trajectoire d'évolution".

# LES SYSTEMES DE PRODUCTION

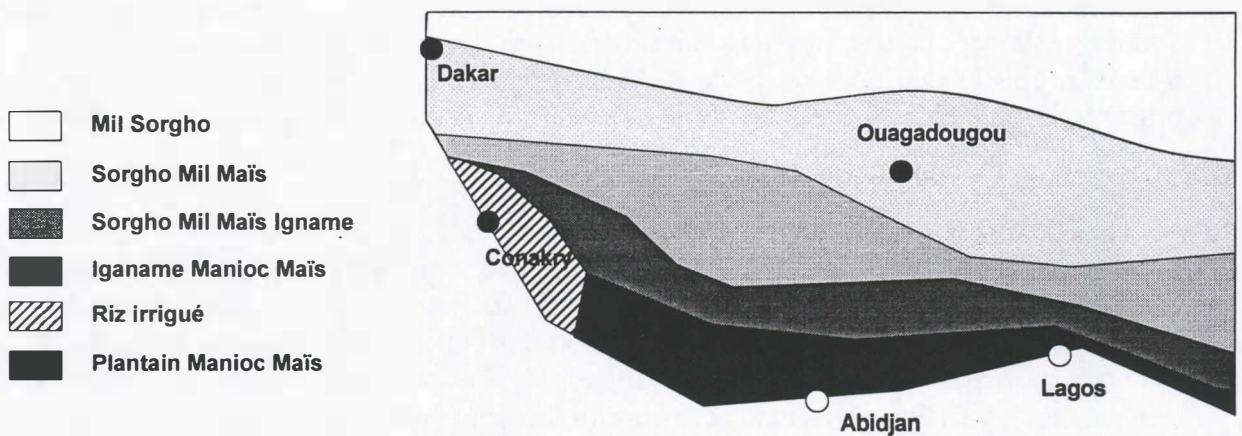
Figure 1

## Espaces pastoraux



La distinction entre pasteurs nomades et paysans sédentaires est tranchée. Le nomadisme est l'apanage des Touaregs, des Maures et des Arabes, dont les troupeaux constitués d'ovins, de caprins et de camélins se déplacent entre les pâturages sahariens pendant l'hivernage et les confins sahéliens en saison sèche. La compétition pour l'accès à l'eau et aux herbages crée des tensions entre pasteurs et paysans. Les crises climatiques perturbent l'élevage sur ces marges arides. Ce sont les régions sud-sahéliennes qui constituent l'axe fort de l'élevage, et sont le domaine par excellence du pastoralisme peul. Dispersés entre Sénégal et Cameroun, les Peul tiennent une place essentielle dans l'élevage qu'ils aient conservé des pratiques de nomadisme ou qu'ils se soient sédentarisés.

## Cultures dominantes



Echelonnés du désert à la forêt dense équatoriale, les systèmes de production sont divers et dépendants des conditions bioclimatiques. Les céréales mil et sorgho caractérisent les domaines sahélo-soudaniens marqués par une longue saison sèche. Leur aire s'étend vers le nord jusqu'aux limites des cultures pluviales, soit environ 400 mm de pluies. L'association banane plantain-manioc correspond aux milieux forestiers des zones côtières du golfe du Bénin. Entre ces deux extrêmes, la répartition des cultures révèle l'importance des facteurs culturels.



## L'HÉRITAGE PRÉCOLONIAL

### **Des ensembles socio-territoriaux s'organisent**

Le Sahel, à la différence de la grande forêt inhospitalière du sud et du désert du nord est propice à l'épanouissement de nombreuses entités socio-territoriales.

Les systèmes de production sont conçus pour un espace illimité et une faible démographie. Ils sont extensifs, fonctionnent avec peu de capital et font preuve d'une permanence remarquable. Certains traits de ces systèmes se retrouvent, aujourd'hui encore, tels qu'ils ont été décrits il y a dix siècles.

Les systèmes sociaux sont fondés sur une société civile s'enracinant profondément dans la ruralité et les terroirs. Son organisation a pour fondement des groupes familiaux et villageois, très structurés, hiérarchisés, contrôlant un territoire local bien identifié. Cette organisation est souvent contraignante et inégalitaire (importance de l'esclavage), mais solidaire, elle garantit aussi la sécurité morale et matérielle de ses membres.

Les organisations politiques plus centralisées autour de familles princières, composées de guerriers, "razzieurs" d'esclaves et commerçants contrôlent le départ des produits qui transitent sur les routes transsahariennes et les marchés locaux qui les ponctuent. Le pouvoir central est insuffisamment structuré pour gérer de grands espaces (et organiser des systèmes hydrauliques malgré les possibilités écologiques). Dans ces sociétés s'exerce une division du travail social cloisonnée *"Le pouvoir royal a droit de vie et de mort sur le reste de la population. Il y a un roi et des sujets. Le paysan, appelé encore "Badolo", celui qui vit de la sueur de son front, est exploité mais il a la liberté d'organiser son exploitation liée à des activités de subsistance et à la satisfaction des besoins les plus immédiats."* <sup>2</sup>

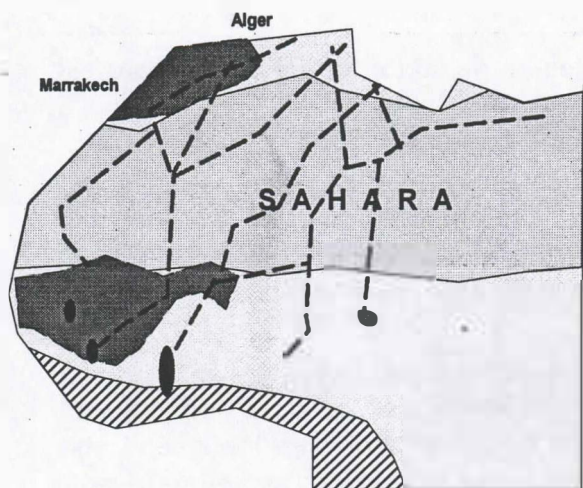
Ces organisations politiques sont donc assez faibles, même si elles revêtent les apparences de la splendeur, de la force et de l'autorité qui impressionnent les voyageurs arabes. Elles fédèrent peu les unités socio-territoriales locales. Cette fragilité centrale est compensée par l'existence de sociétés locales très structurées socialement et territorialement. Ces sociétés sont fondées sur l'esclavage, une agriculture et un élevage séparés, extensifs et consommateurs de ressources naturelles, mais reproductibles car disposant d'un espace quasi "illimité". Le disponible en ressources naturelles est important.

Ces ensembles socio-territoriaux et les modalités de gestion des ressources naturelles qui les accompagnent perdurent dans de nombreux États. Ils font preuve pendant plusieurs siècles d'une étonnante capacité d'adaptation aux chocs qu'ils subissent.

# LA TRAITE ET LE DEPECAGE

Figure 2

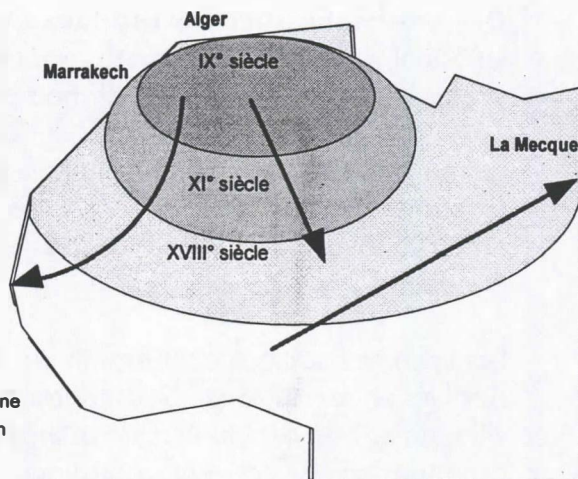
## Du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle.



1000 km

- Désert
- ▨ Forêt
- Savane
- Royaume
- Route transsaharienne
- Pôle sahélien
- Or

## Pénétration de l'islam

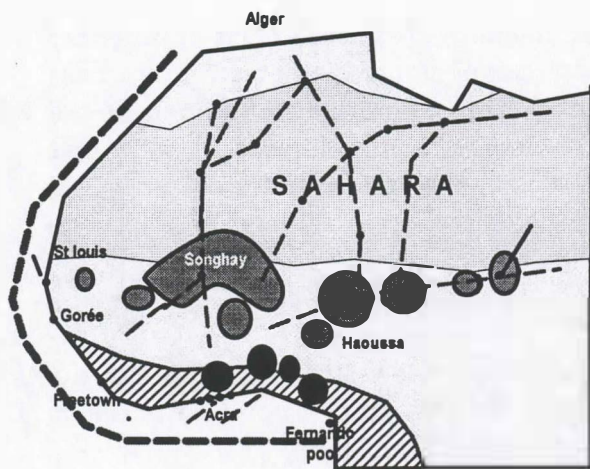


## Pôles et commerce en Afrique de l'Ouest

Avant le XVI<sup>e</sup> siècle, les grands ensembles politiques sont au Sahel, au débouché des routes transsahariennes, entre or du Sud et sel du Nord. Une grande route ouest-est jalonne le chemin de La Mecque. Du Ghana au Songhay, les empires glissent peu à peu vers l'est. L'arrivée des Européens sur les côtes ouvre des issues maritimes. Elle contribue à l'émergence de pôles étatiques méridionaux. (D'après l'atlas historique de l'Afrique, 1988.)

(Les Afriques au Sud du Sahara, Géographie Universelle, 1994) <sup>10</sup>

## De 1500 à 1800



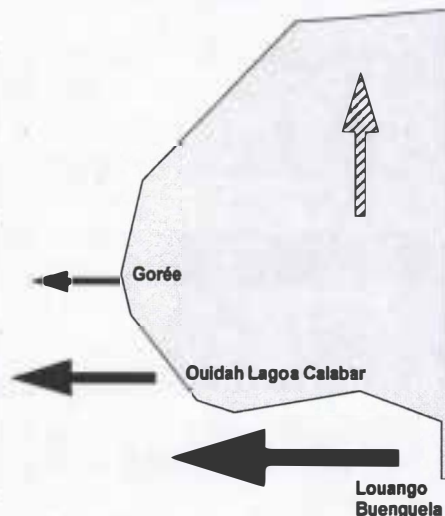
1000 km

Nombre d'esclaves exportés par an

- ← 1000
- ← 5000
- ← 10000

- Désert
- ▨ Forêt
- Savane
- Pôle sahélien
- Pôle maritime
- Comptoir
- Route

## La traite atlantique de 1500 à 1800



L'influence européenne recompose les espaces ouest africains et bouleverse les organisations territoriales existantes. Les dynamiques sahéniennes s'effacent au profit d'une polarisation littorale. Les solidarités continentales (routes de la kola, de l'or et du sel qui donnent au "Soudan" une ouverture vers le Maghreb) s'affaiblissent, sans disparaître, en s'appuyant sur des groupes marchands, Malinké Dioula, Maure, ou bien Haoussa, Yoruba etc. Du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> des organisations politiques côtières apparaissent ou se fortifient. Leur montée en puissance correspond à la traite des noirs qu'elles organisent.

(Les Afriques au Sud du Sahara, Géographie Universelle, 1994) <sup>10</sup>

## Des influences externes

Ces ensembles socio- territoriaux, au contact d'interfaces territoriales fortes (le désert d'abord et la mer ensuite), subissent des chocs culturels et économiques importants.

Les Arabes s'implantent et diffusent leur culture islamique. S'ils ne créent pas de systèmes hydrauliques identiques à ceux qu'ils maîtrisent en Afrique du Nord, ils modifient la culture sahélienne. *Ainsi les Almoravides du XI<sup>e</sup> siècle islamisent les Sahéliens, mais l'islam, religion des nomades blancs ennemis héréditaires des sédentaires noirs, ne s'impose qu'aux princes et aux commerçants, séduits plus par les vêtements et les chevaux des marchands musulmans que par le dogme du Dieu unique. Cette religion a des conséquences importantes pour les Sahéliens : ouverture sur la Méditerranée, contrôle des routes transsahariennes, introduction de la langue et de l'écriture arabe, sentiment de devenir l'égal du blanc grâce à l'islam.*" <sup>7</sup>

En perdant leur complexe vis-à-vis du blanc, les familles princières acquièrent un esprit de conquête vis-à-vis de leurs frères noirs. Sous le prétexte religieux, il devient licite de razzier troupeaux, récoltes et jolies filles chez les voisins païens pour agrandir son royaume et fournir en esclaves les marchés méditerranéens. Avec la traite des esclaves, de l'or, de la kola et du sel se développent un réseau d'oasis et de routes transsahariennes.

Des clivages apparaissent entre sahéliens islamisés (Toucouleur, Malinké, Haoussa etc.) et royaumes animistes. Clivages sur lesquels s'établit une modification des échanges. Des transsahariens, ils deviennent atlantiques et basculent vers les comptoirs européens. Les dynamiques sahéliennes s'effacent au profit d'une polarisation littorale amplifiée par la traite atlantique et la pénétration coloniale côtière de la fin du XIX<sup>e</sup> qui profite des conflits territoriaux du Sahel de cette époque. Dans l'actuel Nigéria, les Peul implantés à Sokoto y commandent un vaste espace. Les cités Haoussa constituent des bastions avec lesquels les Britanniques composent. Le Toucouleur El Hadj Omar et le Malinké Samori au Niger, comme Rabah au Tchad, font revivre la tradition des royaumes sahéliens. Leur résistance alimente encore la mémoire collective.

Ces chocs ont des conséquences importantes. Les zones côtières s'imposent aux États de l'intérieur dont les capitales (Bamako, Ouagadougou, Niamey...) sont situées sur une bande de forte densité correspondant à l'emplacement des anciens royaumes sahéliens. Les systèmes de production restent stables, extensifs, fondés sur un disponible important en ressources naturelles, gérés par une société rurale structurée et hiérarchique, valorisant peu la ressource en eau et n'intégrant pas agriculture et élevage. Les systèmes sociaux sont centralisés, autoritaires. Ils sont déjà suffisamment organisés pour structurer les populations actuelles en réseaux qui vont rester indifférents aux frontières des États. (Ils scindent parfois une même ethnie en plusieurs entités politico-territoriales). Les solidarités sont indéniables, mais les tensions ethniques sont fortes et les pouvoirs centralisés aux mains des hommes et des chefs traditionnels.

Le substrat social sahélien prépare donc peu les populations à des décisions autonomes et respectueuses de la diversité des intérêts en présence. **La décentralisation et la démocratie ne sont pas des idées ancrées dans la culture sahélienne d'origine.**

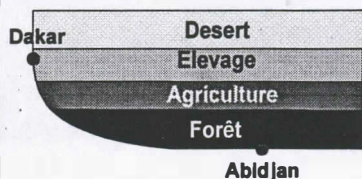


# RÉSUMÉ CONCERNANT L'HÉRITAGE PRÉCOLONIAL

Encadré 1

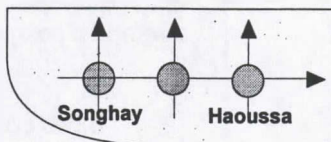
## Organisation territoriale de l'Afrique de l'Ouest

Des grandes zones agro-écologiques

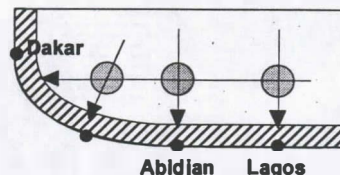


Etagement des productions et des ressources naturelles

Un basculement du Sahel soumis à une influence saharienne vers la côte



Routes sahariennes et influence de l'islam



Echanges côtiers et enclavement du sahel

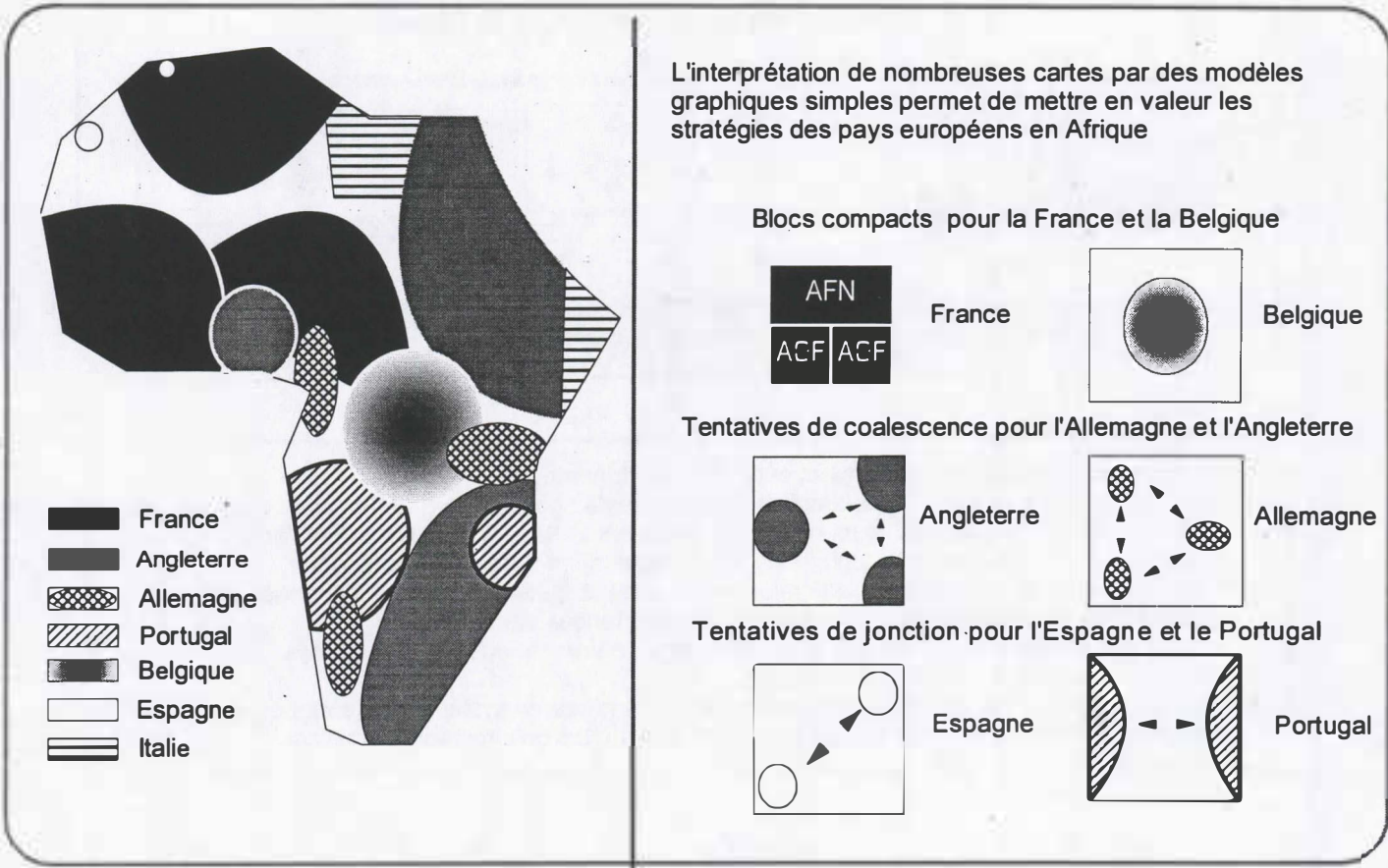
Trois éléments principaux caractérisent cette époque "fondatrice" :

- 1 L'émergence de formations politico-ethniques nées au contact de grandes aires d'influences commerciales et religieuses : le monde Arabe à travers le Sahara et l'Europe par l'océan Atlantique. Ce contact est très ambigu. Il pille l'Afrique noire autant qu'il la féconde.
- 2 Des systèmes de production particulièrement stables, puisqu'ils restent inchangés pendant plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires. Ils sont fondés sur :
  - une séparation forte entre agriculture et élevage, entre nomades et sédentaires ;
  - une perception de l'espace comme infini.
- 3 Les sociétés rurales sont très cohérentes et organisées en systèmes autarciques, soucieux d'assurer leur couverture alimentaire et peu ouverts sur les cultures commerciales.

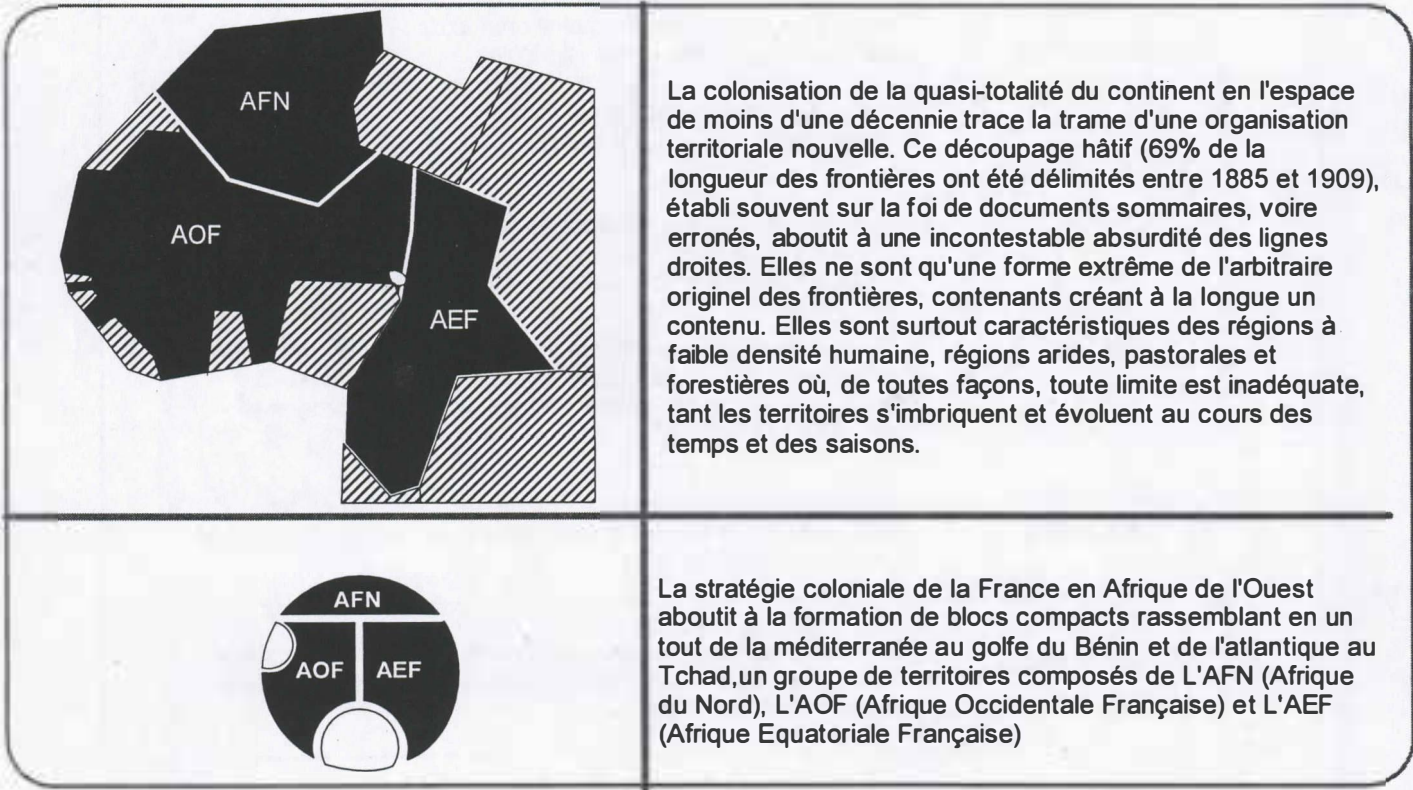
<b>Systèmes de production</b>		Stables, extensifs et conçus pour des espaces illimités à faible démographie. Accumulation du capital sous forme de bijoux, bétail et esclaves - pas de capital productif, pas d'aménagements hydro - agricoles
<b>Systèmes sociaux</b>		Une société civile hiérarchisée ancrée dans le terroir présentant une forte stabilité
		Pouvoir central fragile, organisé en royaumes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- structurés par des routes sahariennes puis atlantiques</li> <li>- contrôlés par une élite guerrière et/ou marchande</li> </ul>
<b>CHOCSEXTERNES</b>	<b>Islam</b>	Refus et/ou adoption de l'islam vécu le plus souvent comme un puissant transformateur culturel et territorial (apparition des routes de pèlerinage vers la Mecque et glissement progressif des Etats vers l'Est)
	<b>Traite des esclaves</b>	Saignée démographique profonde surtout quand apparaît (XVI <sup>e</sup> ) puis se développe la traite Atlantique se surimposant à la traite saharienne (XI <sup>e</sup> )
	<b>Modification des échanges</b>	Les Européens ouvrent des issues maritimes, ce qui contribue à l'émergence de pôles étatiques occidentaux puis méridionaux enclavant les Etats sahéniens

PARTAGE DU MONDE : LES EUROPEENS EN AFRIQUE

Figure 3



(Source : Géographie universelle - tome 1)<sup>4</sup>





## **L'HÉRITAGE COLONIAL**

### **Un État étranger qui s'impose par la force**

Des conquêtes coloniales dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle aux indépendances des années 1960, émerge, s'organise puis disparaît un ensemble territorial disparate et dilaté sur plusieurs milliers de kilomètres : l'AOF (Afrique occidentale française). Son centre, relayé par des capitales régionales, est établi, conformément à l'ancienneté de la présence française au Sénégal, à Saint-Louis, puis Gorée et enfin Dakar. Son fonctionnement autoritaire et centralisé est défini par l'arrêté de 1904.

L'AOF, colonisation oblige, malgré l'expérience démocratique et républicaine de l'État qui la contrôle, se maintient grâce à une présence militaire constante. Ce paradoxe difficile à gérer se traduit par des contradictions perpétuelles.

Au niveau politique et social, l'aristocratie locale est dépossédée de son pouvoir par le colonisateur. Ce dernier met en place une gestion territoriale autoritaire et étrangère à la société sahélienne. Il s'impose en utilisant la complexité des situations ethniques et divise pour régner. La démocratie n'est pas à l'ordre du jour. Pourtant, l'esclavage est supprimé, ce qui modifie profondément l'équilibre de certaines sociétés rurales où il était une composante essentielle. Chez les Peul, par exemple, la libération des esclaves désorganise la production. Pour l'Empire, une élite locale est formée, côtoyant le pouvoir dont elle est écartée et dont elle examine à loisir les contradictions. C'est dans ce contexte que se construit une nouvelle société urbaine. Elle est marquée par la consommation, l'individualisme et des conflits naissants entre colonisateurs et élites locales.

Au niveau économique et écologique, la gestion des ressources naturelles et des cultures vivrières n'est pas envisagée, malgré de sérieuses famines. Les cultures d'exportation comme le tabac, le coton, l'arachide ou les fruits tropicaux s'implantent. Les économies locales s'ouvrent aux marchés métropolitains et mondiaux. L'influence des modèles de consommation occidentaux se font sentir. Ces modèles sont davantage perçus comme un don du colonisateur que comme résultant d'actions personnelles capables de changer l'existence.

Au niveau culturel, les valeurs occidentales comme l'instruction, l'argent, l'individualisme, mais non la démocratie s'opposent parfois violemment aux valeurs locales. Par exemple, l'animisme, la polygamie... sont confrontés à la nouvelle religion du colonisateur. Cette dernière fait souvent peu d'adeptes, surtout à ses débuts. Trop de décalages existent entre ce qu'elle prône et les pratiques de certains colons peu respectueux du bien et du droit d'autrui.

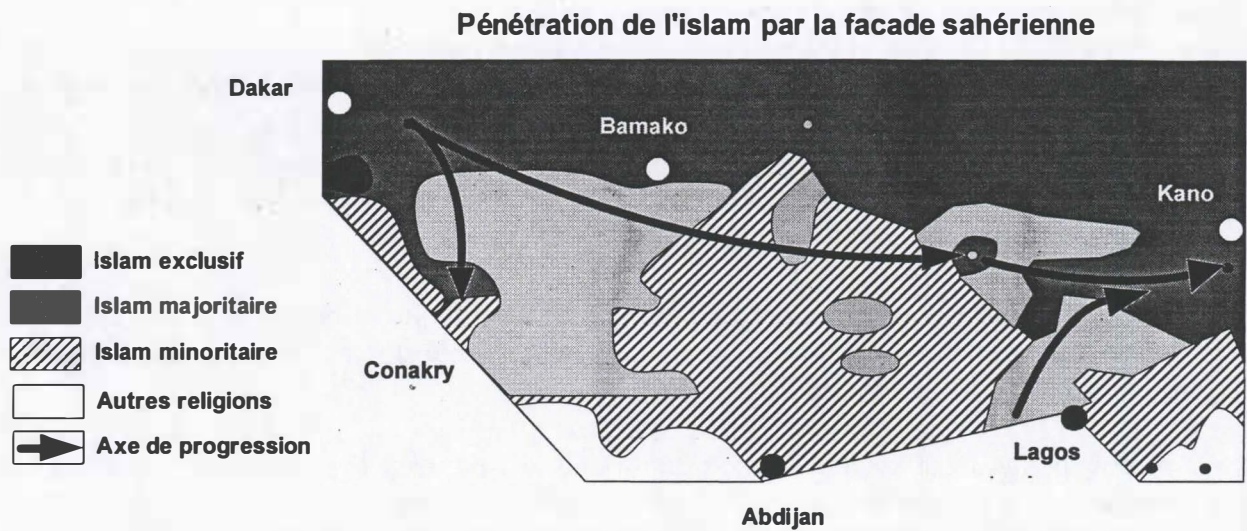
Malgré ces contradictions, les fondements de la civilisation sahélienne demeurent et restent stables. La société traditionnelle semble très résistante au changement.

### **Les systèmes de production évoluent peu malgré les cultures d'exportation**

Ils restent extensifs, peu productifs et fonctionnent toujours à investissement minimum. Les seuls facteurs de déstabilisation sont liés à des poussées démographiques qui se soldent par des famines importantes. Elles atteignent 50.000 morts au Centre Burkina en 1908, 30.000 au Nord en 1913, 30.000 encore au Niger en 1930.

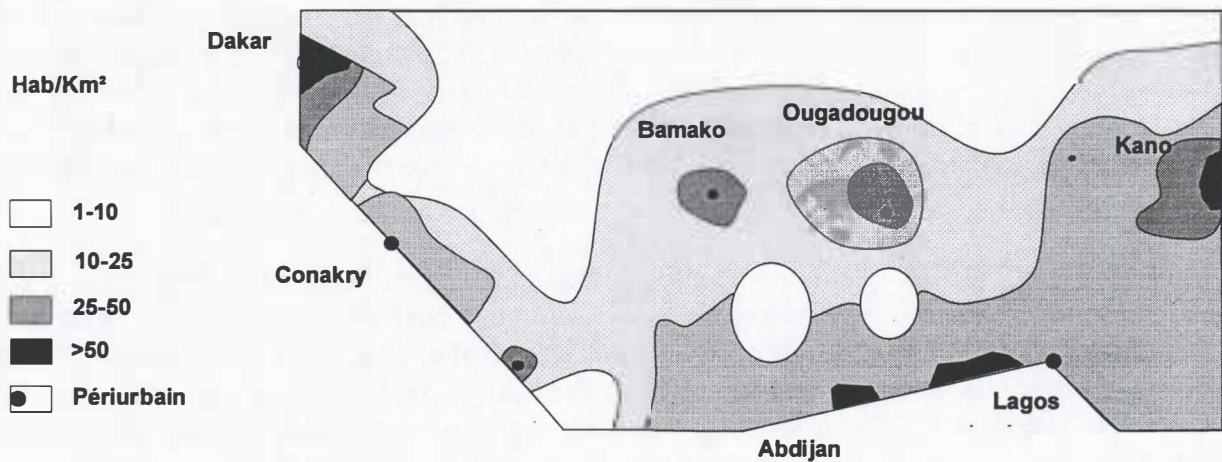
# URBANISATION ET ISLAMISATION

Figure 4



Une partition majeure en Afrique tropicale : Sahel et Soudan sont des pays musulmans tout comme la corne de l'Afrique. L'islam progresse vers le golfe de Guinée, contournant les môles des côtes créoles de la Sierra Leone et du Libéria. Par poches, les animismes résistent et les religions chrétiennes se font sentir à partir de l'Océan. (Source : *Les Afriques au Sud du Sahara*)<sup>10</sup>

## Concentration de la population dans les villes et émergence de la façade sahélienne



### La ville partout

Un effet majeur de la colonisation a été la généralisation du fait urbain à l'ensemble du continent. Des villes autochtones existaient, ourlant le contact sahélo-soudanien, parsemant les pays yarouba et ashanti, notamment. Mais la ville fut surtout l'outil essentiel du commerce de traite et du commandement colonial, et le réseau des cités se calqua sur la hiérarchie administrative, avec comme seules exceptions les ports quand ils n'étaient pas capitales. Pendant toute la période coloniale, et à fortiori avant la seconde guerre mondiale, la croissance urbaine reste toutefois limitée

(Source : *Atlas de la zone franc*)<sup>23</sup>

### **Les systèmes culturels s'adaptent, dans la recherche d'identité anti-coloniale**

L'islam est un refuge moral et culturel. Il connaît une expansion sans précédent dans l'opposition au pouvoir colonial, tant au niveau géographique, y compris dans les régions, comme les royaumes Mossi, restées réfractaires jusqu'alors, que social. Il touche alors toutes les couches de la société : les ruraux comme les urbains, les hommes comme les femmes, voire les militaires. Après la Première Guerre mondiale, il va jouer le rôle d'écran et d'interlocuteur face aux autorités coloniales (cf les Mourides, au Sénégal).

Le christianisme, initialement peu pratiqué, connaît lui aussi une expansion importante. Il est plus un enjeu politique qu'un message social égalitaire et respectueux d'autrui. Il se répand, en effet, surtout dans les provinces qui ont résisté à l'islam aux époques précoloniales ou qui ont eu à souffrir des incursions des guerriers musulmans : nord du Burkina Faso, sud du Tchad, quelques provinces du Sénégal.

### **Les systèmes sociaux évoluent sans remettre en cause la tutelle coloniale**

L'État colonial fort, succède aux royaumes pré-coloniaux faibles. Il demeure souvent impuissant face à une société civile qui lui est étrangère. Les bouleversements de la structure sociale ne permettent pas l'apparition de nouveaux acteurs capables de faire évoluer les modes de production et de réduire les tensions. Les acteurs qui pourraient jouer ce rôle sont traumatisés, déresponsabilisés par le nouveau pouvoir, qui s'avère incapable de promouvoir par incitation ou contrainte le changement des systèmes de production.

Ce décalage engendre des tensions qui vont s'exaspérer après la Seconde Guerre. La vie syndicale se développe avec la croissance urbaine. Elle se traduit notamment par cinq mois de grève des cheminots sénégalais en 1947. Le syndicalisme est une force avec laquelle le pouvoir colonial doit compter, tout comme le militantisme pour l'indépendance. Ils obtiennent l'instauration d'un collège électoral au suffrage universel en 1956.

*"La nouvelle classe politique issue de la fonction publique perçoit le profit qu'elle peut tirer du remodelage de l'ordre social. Mais elle se préoccupe peu de la production et du développement."* <sup>15</sup> Cette contradiction ira en s'amplifiant. De plus, peu initiée à la gestion des affaires, elle se prépare une vie politique difficile.

En conclusion, l'État français, malgré son expérience démocratique et républicaine, se comporte au Sahel comme un État colonial. Sa stratégie est de "décapiter" les pouvoirs locaux, de diviser pour régner et de concentrer le pouvoir à Dakar. Une fois bien en main, sous la pression anticoloniale, le pouvoir est parcimonieusement redistribué à l'élite locale choisie. Centralisation et autoritarisme caractérisent donc cette période.

Faute d'intensification, suite à l'échec des cultures d'exportation et face à la montée démographique, l'espace se ferme progressivement. Mais les alertes (famines de 1908, 1913, 1930 et grève de 1947) ne remettent pas en cause les systèmes en place. **La gestion des ressources naturelles et le développement rural ne sont pas les préoccupations importantes de l'époque. Ces concepts n'existent d'ailleurs pas.**

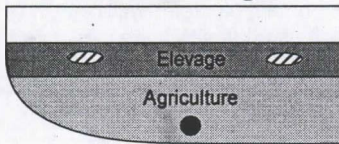


# RÉSUMÉ CONCERNANT L'HÉRITAGE COLONIAL

## Encadré 2

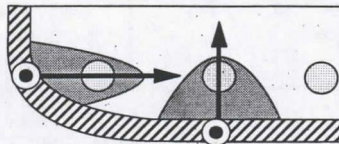
### Organisation territoriale de l'Afrique de l'Ouest




#### Diversification agricole



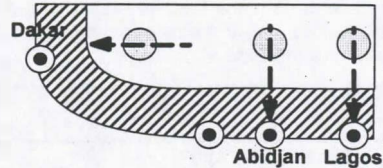
-  Cultures commerciales
-  Périmètres irrigués

#### Conquête coloniale



-  Pénétration coloniale
-  Axe de pénétration
-  Ville côtière

#### Enclavement du Sahel



-  Influence de la côte
-  Flux migratoires

**Cette période correspond à une déstabilisation profonde du système d'encadrement par :**

- 1 - la mise en place d'un pouvoir central républicain qui s'impose aux pouvoirs locaux
- 2 - de nouveaux réseaux d'échanges liés aux intérêts de la puissance coloniale
- 3 - L'introduction de cultures commerciales liée à la consommation urbaine et à l'exportation
- 4 - une école coloniale formatrice des valeurs

**Les sociétés rurales et les pouvoirs traditionnels restent peu concernés**

- 1 - les systèmes de production restent stables
- 2 - les nouveautés pénètrent difficilement une société qui se déstructure lentement
- 3 - l'école, la ville et l'attrait de la société de consommation commencent à s'imposer

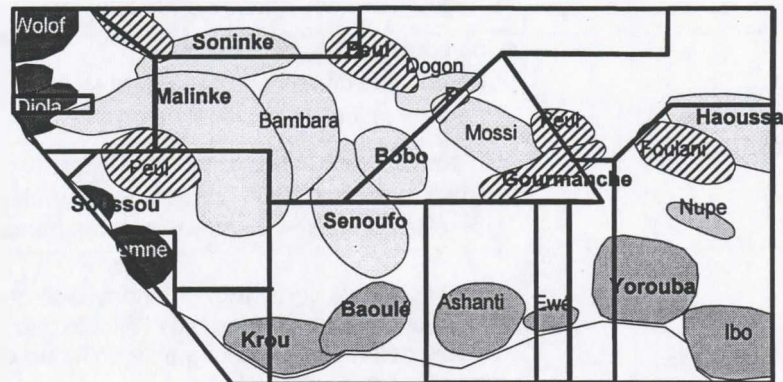
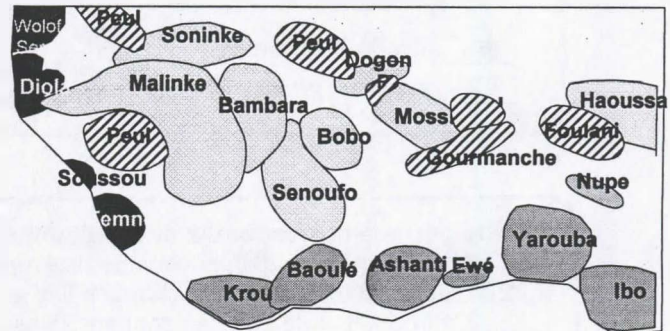
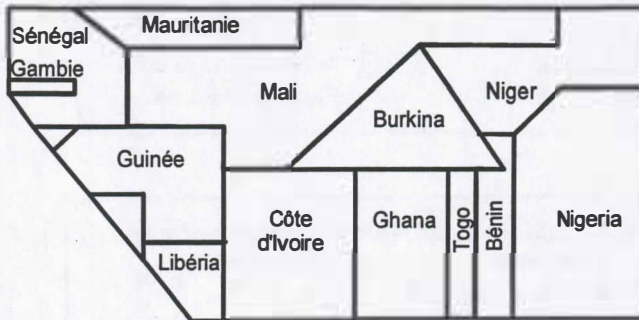
		<b>Systèmes de production</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Très stables, malgré les cultures commerciales.</li> <li>- Restent extensifs et conçus pour des espaces illimités.</li> <li>- Début de déstabilisation importante à la suite de la croissance démographique.</li> <li>- Faible accumulation du capital productif.</li> <li>- Début difficile des aménagements hydro-agricoles.</li> </ul>
		<b>Systèmes sociaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une société civile très résistante .</li> <li>- Une faible évolution en milieu rural.</li> <li>- Une forte influence occidentale en ville.</li> <li>- Un pouvoir central républicain confisque le pouvoir des élites mais reste fragile et s'intègre peu .</li> <li>- Une élite composée de guerriers, marchands et militaires .</li> </ul>
<b>C H O C S  E X T E R N E S</b>		<b>Valeurs occidentales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une société de consommation, privilège des occidentaux, mais qui attire de plus en plus l'élite locale.</li> <li>- L'école coloniale forme une élite politique et sociale de plus en plus occidentalisée.</li> <li>- L'islam s'affirme comme valeur de résistance à la colonisation.</li> <li>- Une faible pénétration catholique, religion du colonisateur.</li> </ul>
		<b>Urbanisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Naissance de petits bourgs marchands et de villes de plus en plus importantes.</li> <li>- Développement des services et de l'industrie.</li> <li>- Développement des infrastructures routières et ferroviaires pour les exportations.</li> </ul>
		<b>Modification des échanges</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les échanges s'orientent vers la côte atlantique, points de pénétration des influences coloniales.</li> <li>- L'enclavement des états sahéliens s'accroît.</li> </ul>

# ETHNIES ET FRONTIÈRES D'ETAT

Figure 5

Les frontières des Etats de l'Afrique sahélienne ont une origine exogène. Leur formation n'est pas l'aboutissement d'une histoire mais d'une création "ex nihilo", qui les oblige à exister avec leur tracé : le contenant a précédé le contenu.

Il est difficile de représenter les centaines de formations ethno-territoriales de l'Afrique de l'ouest. Certaines rassemblent plusieurs millions de personnes, d'autres quelques centaines. Les territoires ethniques, mal définis, se chevauchent fréquemment.



Le tracé des frontières a peu tenu compte du dispositif territorial des groupes ethniques, sauf quand ils présentaient des masses identifiables (le Burkina Faso autour des Mossi, le Ghana des Ashanti et le Nigeria sur le tripode Haoussa, Yorouba, Ibo). La question ethnique (et sa manifestation politique qu'est le tribalisme) est complexe car, d'une part, tous les Etats sont pluri-ethniques et, d'autre part, nombre de groupes ethniques se répartissent sur plusieurs états. Les antagonismes politiques finissent la plupart du temps par s'exprimer en termes d'appartenance ethnique, ce qui peut conduire à des revendications violentes. Cette crainte du "tribalisme" a servi d'alibi au mono-partisme.

## DE LA DÉCOLONISATION A LA PERIODE ACTUELLE

### **Des États-nations créés de toutes pièces**

La dissolution de l'AOF et de l'AEF aboutit à des États indépendants créés "ex-nihilo", sans rupture importante, à la suite de décisions administratives exogènes formulées dans le cadre de "l'ex-empire colonial".

*"Les dirigeants, fonctionnaires ou professeurs, mais peu de décideurs, formés par l'école coloniale, imprégnés de culture occidentale, gèrent la décolonisation sans expérience du pouvoir."<sup>15</sup> Ces dirigeants, à la différence de l'administration coloniale, ne sont pas isolés. Intégrés à la population, ils nouent des relations de clientélisme avec les nombreux détenteurs de pouvoirs au sein d'une société encore peu déstructurée. Cependant l'État, en principe impartial et incorruptible, allié à une société civile faite d'intérêts particuliers, devient progressivement une coquille vide. De plus, ne pouvant satisfaire tous les intérêts, des frustrations se créent, des groupes s'estiment lésés. Certains se résignent, d'autres (les militaires) contredisent, s'opposent, voire, renversent les dirigeants en place.*

Les frontières des nations sont arbitraires et artificielles. Elles ne tiennent pas compte de l'histoire et de la géographie. La préoccupation des États est de les valider pour en faire une nation. Cette construction est loin d'être achevée. Par ailleurs, cette émergence "d'États patrimoniaux" accentue les ruptures créées par la colonisation.

Le pouvoir centralisé des États sahéliens planifie, contrôle et "encadre" les sociétés essentiellement rurales. Ces orientations sont fréquemment confortées par les pays occidentaux dont la prospérité (les "Trente Glorieuses") et les idéologies servent de cautions matérielles et morales. D'une façon générale, les responsables en place tolèrent mal tout autre pouvoir, en particulier celui des commerçants. Ils en réduisent le rôle en créant des offices de commercialisation. La bourgeoisie commerçante, jamais puissante au Sahel, est exclue.

L'absence de démocratie et l'autoritarisme des États qui fonctionnent avec un parti unique occultent tout contre-pouvoir. Les États sahéliens considèrent la démocratie à l'occidentale, comme un danger pour l'unité territoriale en difficile gestation : l'État. Ce faisant, ce dernier se coupe des populations, tout en se diluant dans le clientélisme.

Les ruraux s'aperçoivent vite qu'ils comptent peu. Ils ont le sentiment de faire les frais de la construction nationale. Ils sont néanmoins dans des positions ambiguës face au pouvoir. Ils souhaitent un chef protecteur mais déçus par leur niveau d'organisation, ils sont incapables de faire entendre leur voix et évitent la confrontation.

Comme il n'existe aucune presse en dehors de la presse gouvernementale, ni aucune association suffisamment puissante pour faire entendre une voix différente de la voix officielle, aucun véritable contre-pouvoir n'apparaît, faute d'organisation.

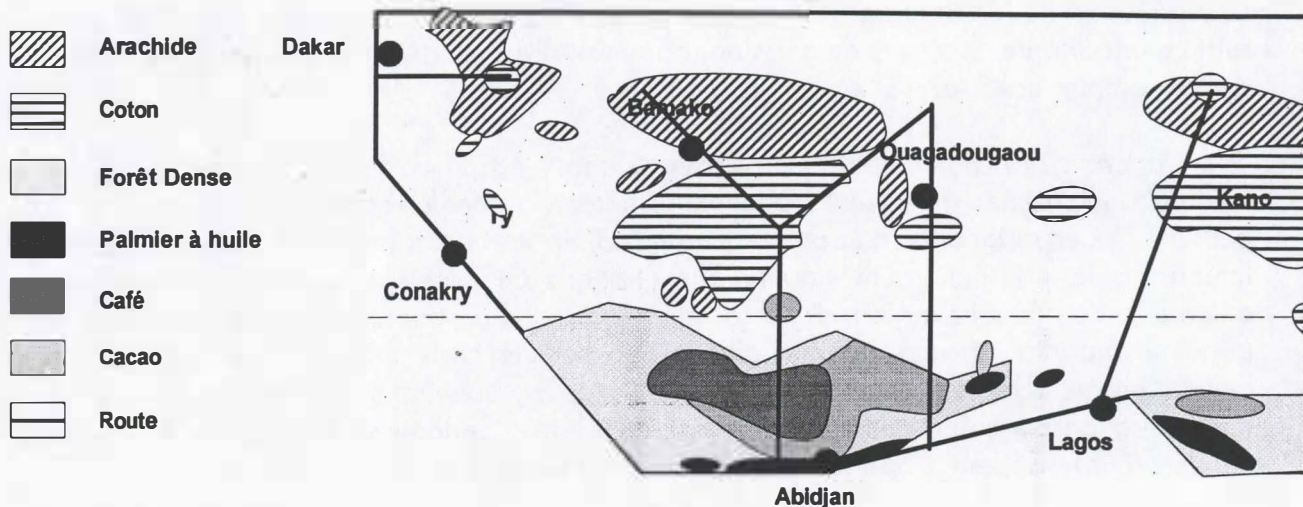
Les sociétés rurales commencent à se déstructurer, sous l'influence de nouveaux modes de pensée (individualisme, urbanisation, société de consommation). Les pouvoirs traditionnels autoritaires et hiérarchisés restent puissants.



# FILIERES AGRICOLES ET ZONES DE PRODUCTION

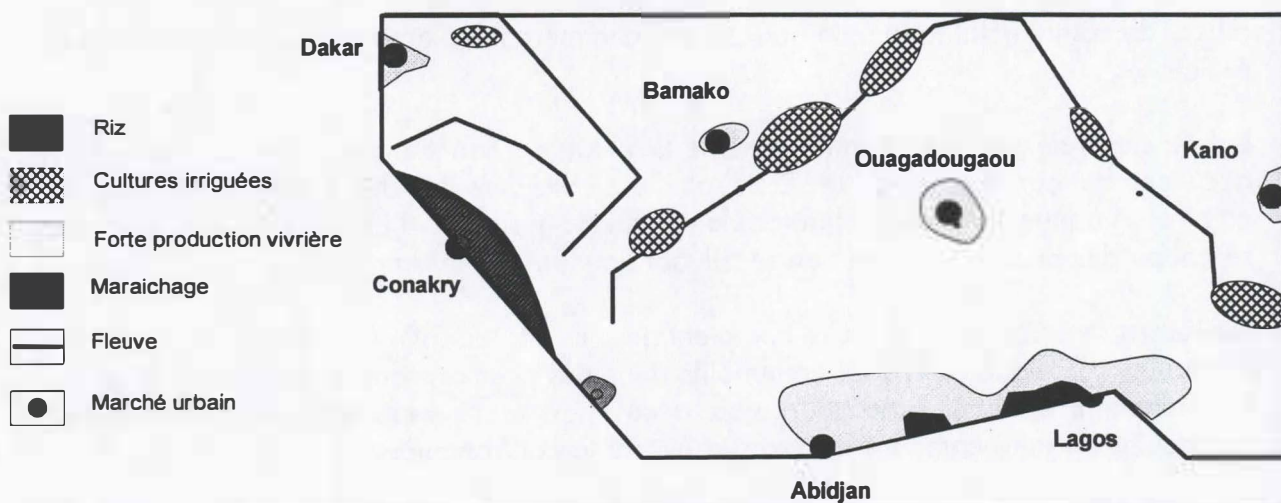
Figure 6

## Cultures commerciales



Les aires de cultures correspondent aux grands domaines écologiques. La zone forestière cumule tous les avantages : conditions climatiques, proximité du littoral et des infrastructures portuaires réduisant les coûts de transport. Les zones sahélo-soudaniennes, moins favorisées, se consacrent à l'arachide et au coton.

## Cultures vivrières d'exportation



Les campagnes produisent des surplus de plus en plus abondants pour répondre à la demande urbaine. C'est dans les espaces de forte urbanisation de la façade maritime de la zone sahélienne, du nord Nigéria et du littoral du Golfe de Guinée que l'agriculture vivrière est la plus dynamique. Ces situations montrent l'importance déterminante de la route et du fleuve Niger. Là où il n'y a pas de contraintes pédo-climatiques majeures, les progrès de l'agriculture sont en effet conditionnés autant par l'aménagement de l'espace permettant l'ouverture des campagnes sur le marché, que par l'innovation agronomique.

### **Des États incapables d'impulser un véritable développement économique et social**

Dans le cadre des orientations politiques précédentes, tous les dirigeants (civils et militaires), ont le sentiment d'être investis de la même mission, construire la nation et moderniser le pays. Mais les options retenues sont contestées. La modernisation reste difficile.

L'économie du Sahel, peu transformée après les indépendances, est sous-développée. Les services comme l'école et la santé servent seulement une fraction de la population. D'une façon générale les revenus sont bas. Quatre secteurs reçoivent une attention particulière : l'industrie qui a cependant du mal à se développer faute de chefs d'entreprise ; les infrastructures de transport devant susciter la croissance de l'économie ; l'agriculture où l'effort porte sur les cultures coloniales comme l'arachide, le coton ou l'agriculture irriguée, seules capables de procurer des devises ; l'éducation, calquée sur les modèles occidentaux qui ne sont pas remis en cause. Comment pourraient-ils l'être car l'élite leur doit son accession ? Ils sont pourtant inadaptés aux réalités locales.

*"Les acteurs se sentent inhibés. Les valeurs changent. Les modèles de consommation occidentale, omniprésents par les médias, pénètrent les sociétés sahéliennes."* <sup>15</sup> Les changements culturels s'accroissent et atteignent la ville comme la campagne. Les sociétés se figent. Le pouvoir veille à ce que n'apparaissent pas d'acteurs porteurs de "contre-pouvoirs". Ruraux et urbains sont dans un contexte défavorable aux initiatives. Les changements sont prudents. Une classe d'acteurs, hardis et en nombre suffisant pour prendre en main le changement, manque.

Le patrimoine écologique, les conditions de production et les ressources naturelles se dégradent. Les systèmes de productions évoluent peu. Les espaces se ferment. Plusieurs sécheresses font prendre conscience de ce "mal développement".

### **Des états qui restent à la merci de l'aide extérieure**

L'aide extérieure devient structurelle. Elle permet d'atteindre un niveau de consommation que les systèmes de production ne permettent pas. Elle résout les situations les plus critiques (aide d'urgence), tout en essayant de contenir les tensions internes. Elle permet surtout aux États de fonctionner. Mais le coût qui en résulte conduit les bailleurs de fonds à réviser le fonctionnement de son appareil au travers des ajustements structurels. Ouverture, décentralisation, démocratie et développement local sont alors imposés comme contrepartie de l'assistance.

La relance du secteur privé, la dévaluation du franc CFA pour mieux exporter et stimuler la consommation interne, la décentralisation du pouvoir pour redynamiser le corps social, la responsabilisation des acteurs locaux sont autant de mesures prises alors.

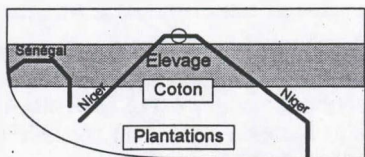
La décentralisation et les initiatives locales s'affirment comme la voie à explorer. Reste le problème des inégalités sociales entre groupes. La démocratie doit y pourvoir. Tel est le langage de l'aide internationale.



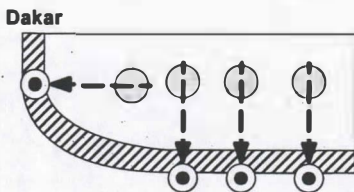
# RÉSUMÉ DES EVOLUTIONS ALLANT DES INDEPENDANCES A LA PERIODE ACTUELLE

Encadré 3

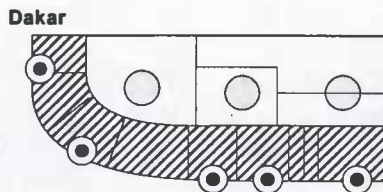
## Organisation territoriale de l'Afrique de l'Ouest



Espace de plus en plus cultivé et crises cycliques des cultures commerciales



Convergence des flux vers les villes côtières



Enclavement du sahel et dépendance des pays côtiers

Cette période correspond à une série de crises et de ruptures

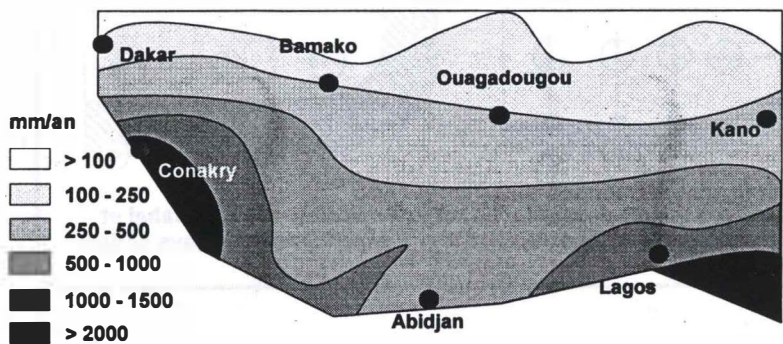
- 1 - Ruptures écologiques : Dégradation des ressources
- 2 - Ruptures sociales : Dilution du pouvoir central - déstructuration des pouvoir locaux

Systèmes de production		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation du milieu naturel et sécheresses (1974-84).</li> <li>- Option productiviste peu soucieuse des ressources.</li> <li>- Modernisation limitée aux cultures commerciales.</li> <li>- Prédominance des cultures pluviales extensives.</li> <li>- Fermeture de l'espace et surexploitation des terres.</li> <li>- Elevage bloqué, déforestation intensive.</li> </ul>
Systèmes sociaux		<ul style="list-style-type: none"> <li>- La société civile se paupérise et se déstructure.</li> <li>- La société rurale se déstabilise (exode, chômage, repli)</li> <li>- Les exploitations agricoles décapitalisent.</li> <li>- Une société urbaine sans emploi .</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- La ville attire, le modèle urbain s'impose.</li> <li>- Individualisme et rejets des valeurs traditionnelles.</li> <li>- Apparition de l'intégrisme.</li> <li>- Ecole inadaptée qui n'est pas remise en cause.</li> <li>- Apparition de classes sociales</li> </ul>
CHOCSEXTERNES	Etat nation autoritaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concentration du pouvoir et clientélisme.</li> <li>- Un état centralisé qui laisse peu d'initiatives.</li> <li>- Un état peu démocratique qui supprime toute opposition.</li> <li>- Une aide étrangère finance les déficits structurels de l'Etat.</li> </ul>
	Modernisation difficile	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explosion urbaine - Exode rural.</li> <li>- Exode rural exacerbé par la stagnation économique.</li> <li>- La pression sur le milieu naturel augmente.</li> </ul>
	Domination économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un monde rural économiquement exclu.</li> <li>- Une montée des dépendances alimentaires avec notamment l'importation du riz et du blé pour nourrir les villes.</li> <li>- L'agriculture touche peu les marchés urbains .</li> <li>- L'enclavement des états sahéliens s'accroît .</li> <li>- L'aide internationale finance le déficit des états.</li> </ul>

# FRAGILITE DES MILIEUX NATURELS

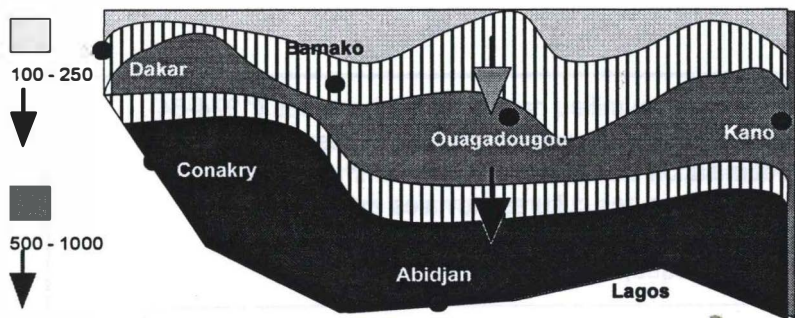
Figure 7

## Précipitations



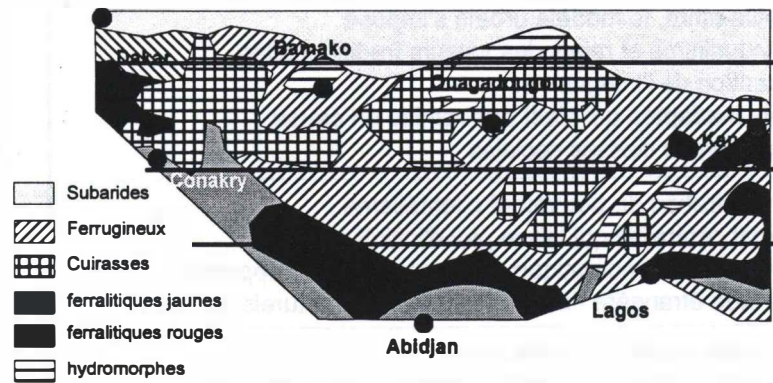
Les milieux naturels présentent un remarquable dispositif zonal. Les grandes unités écologiques dessinent des bandes est ouest, calquées sur les parallèles faute de relief. Du tropique du Cancer à l'équateur on passe du SAHARA, le plus vaste des déserts du monde, au SAHEL, d'un mot arabe signifiant rivage, transition entre les zones arides et humides. L'agriculture sans irrigation y est possible bien qu'elle y soit précaire.

## Déplacement des isohyètes



Il n'y a pas un, mais des Sahel, aux visages constamment changeants. La répartition des pluies utiles montre une très grande variabilité d'une année à l'autre, d'un lieu à l'autre. La lutte contre la sécheresse implique en chaque espace une approche globale du milieu. Il n'y a pas de fatalité, le Sahel peut se gérer. Mais il doit l'être comme un milieu fragile interdisant de trop fortes sollicitations humaines.

## Types de sols



Les sols se présentent en bandes parallèles à l'équateur puisque le climat induit la pédogenèse. Le Sahel est constitué de sols sableux peu profonds. Ils sont soumis à l'érosion éolienne. Les sols sableux sont favorables au mil et à l'arachide mais les rendements sont très variables. L'avantage comparatif de ces zones reste l'élevage transhumant si la possibilité d'aller dans le sud reste ouverte en saison sèche.



## SITUATION ACTUELLE ET SCENARIO PROSPECTIF

Les sociétés sahéliennes sont en transition. Ces transitions humaines et écologiques correspondent à des saturations. L'espace se ferme, les démographies explosent, l'exode se généralise... Le temps n'est plus à la conquête de l'espace mais à la préoccupation d'éviter sa dégradation.

### La montée des risques et des ruptures

Encore faut-il nuancer ces propos : la pression démographique, le niveau de dégradation du couvert végétal, l'ouverture économique... sont autant de facteurs qui interviennent. Mais ces derniers ne se cumulent pas (comme le montrera l'étude terrain). Il faut donc être prudent.

#### *La pression démographique et la détérioration des écosystèmes*

La multiplication des hommes pose problème. Une population croissante voit en effet se modifier ses rapports avec l'espace qu'elle occupe. Elle franchit des "seuils critiques". A chaque fois, sa structure entière est remise en cause. Le jeu n'est jamais simple. Une surcharge d'hommes finit par saturer l'espace et dépasse les possibilités nourricières locales. Si les seuils sont très variables, les mécanismes mis en jeu sont par contre assez constants. Confrontés à des besoins vivriers croissants, les producteurs "surexploitent" les ressources. Ils augmentent les surfaces cultivées, exploitent et commercialisent les produits forestiers (charbon), réduisent les zones réservées à l'élevage, se privent ainsi de la fumure organique, etc. La rigidité acquise des systèmes de production fondés sur la flexibilité augmente au point d'induire une dégradation des ressources. Le cercle vicieux s'installe et s'amplifie.

#### *Des écosystèmes fragiles et facilement dégradés*

"Les milieux sahéliens ont une faible inertie. Les saisons sont contrastées. La plus sèche, d'une durée de 8 mois, affaiblit la protection biologique du sol, alors que de violents orages lessivent et érodent les horizons superficiels sableux durant l'hivernage." <sup>24</sup> Il en résulte une règle du tout ou rien. Trop de prélèvements en période sèche, et le déséquilibre s'installe, conduisant à la disparition de la végétation et à un encroûtement localisé du sol. Or, un sol encroûté sèche et durcit. La faune le quitte peu à peu, sa cohésion renforce son imperméabilité et accentue le ruissellement. Un travail de réhabilitation devient nécessaire mais est rarement à même de restaurer durablement les propriétés du milieu. Le climat sahélien est capricieux et fluctuant. Trois sécheresses ont marqué ce siècle. Les deux dernières (1970 et 1980) coïncident avec un maximum de pression anthropique et, un accroissement des surfaces impropres à la culture et au pâturage.

#### *Des mises en valeur héritées de la tradition ou diffusées par des interventions souvent inadaptées aux nouvelles conditions économiques et sociales*

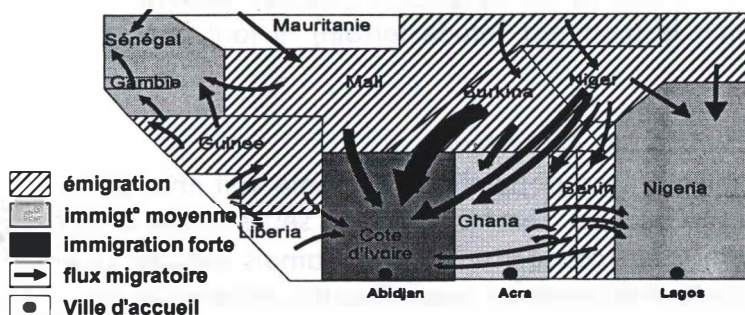
Du point de vue technique, des pratiques comme la jachère longue deviennent inapplicables. Les « paquets technologiques » diffusés par les « projets » accroissent l'érosion (le dessouchage pour la mécanisation, par exemple). Du point de vue social, l'affaiblissement des règles traditionnelles de gestion des ressources (sans qu'elles soient remplacées par des règles nouvelles et respectées) conduisent à une occupation de l'espace peu concertée générant des concurrences et des tensions (entre paysans autochtones et migrants, entre agriculteurs et éleveurs). Les modes d'exploitation échappent au contrôle social interne ou externe.

# DEPENDANCE ET ENCLAVEMENT DU SAHEL PAR RAPPORT AUX PAYS COTIERS

Figure 8

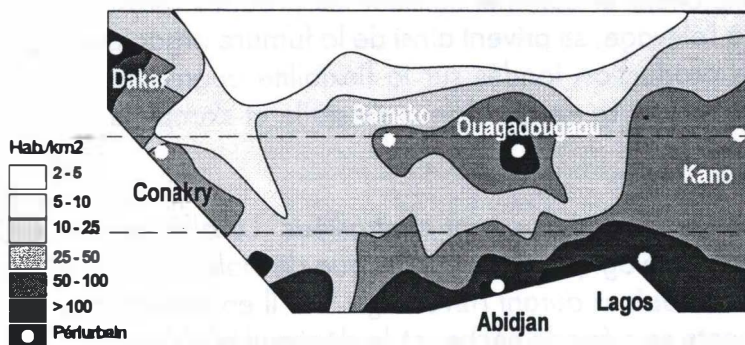
## Espace migratoire

(Source : Atlas de la zone franc)<sup>23</sup>



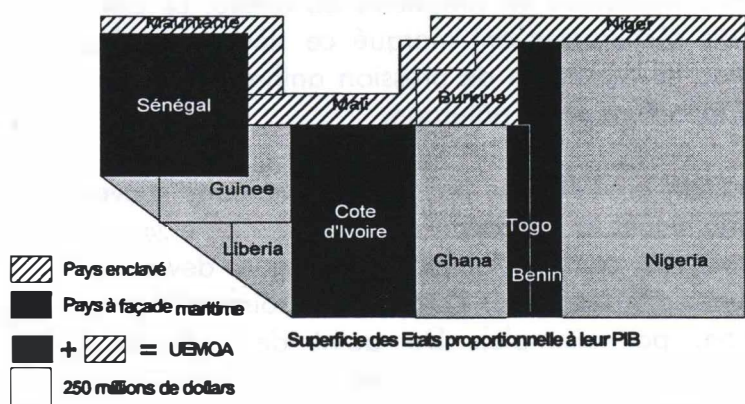
La forte mobilité des populations participe des recompositions permanentes de la géographie du peuplement ouest africain. Indépendamment de l'exode rural, on observe d'importants flux migratoires transfrontaliers, à motivation économique ou politique. Les difficultés économiques des pays d'accueil se traduisent par des réactions xénophobes.

## Densité de population rurale



La carte souligne l'existence de deux bandes est-ouest de densité élevée séparées par des espaces de moindre peuplement. La zone sud-sahélienne correspond à d'anciennes formations étatiques (Wolof, Mossi, Houssa) qui ont favorisé la croissance démographique. Les régions méridionales constituent le deuxième ensemble de peuplement dense.

## Produit Intérieur Brut



Bien qu'il ne soit qu'une mesure imparfaite de la richesse nationale, le Produit Intérieur Brut souligne la très forte disparité entre les pays enclavés du Sahel et les pays côtiers. Ces contrastes constituent un des grands défis pour une intégration régionale. De trop grandes différences de structure économique et de niveaux de revenus risquent de l'empêcher.

## **la fermeture de l'espace et la recomposition des territoires**

Pour répondre à l'insécurité alimentaire les migrations se sont accélérées, surtout vers le sud. L'espace de vie des sahéliens se dédouble. Les villes deviennent des destinations privilégiées. Grands travaux d'irrigation et multiples interventions des ONG se conjuguent pour combattre le "mal développement". L'aide internationale est devenue l'une des principales ressources qui ne garantit nullement l'avenir.

### *Les villes d'abord*

Hormis le Sénégal et le Mali, aucun pays du Sahel ne comptait de centres urbains de plus de 10 000 habitants en 1920. Cinquante ans plus tard, les populations urbaines ont décuplé par l'apport migratoire et par leur dynamique démographique propre. Toutefois, il convient de différencier les anciens centres régionaux, ou capitales, des bourgades récemment parvenues au rang de petites villes grâce à une immigration importante dans les années 1970 - 1980. Lorsque les campagnards deviennent citadins, ils découvrent une législation instable, dont ils s'accommodent, ou qu'ils accommodent. Les nouveaux citadins gèrent leur espace, construisent une société et savent adapter à la ville l'appareil d'encadrement des communes dont ils sont originaires.

### *Fuir l'insécurité et partir pour l'argent du Sud*

La mobilité des populations sahéliennes induit des recompositions permanentes de la géographie du peuplement ouest-africain. Indépendamment du phénomène général de l'exode rural, d'importants flux migratoires transfrontaliers sont liés à des motivations économiques ou politiques (guerres, insécurité). Les solidarités lignagères facilitent le passage de frontières, par ailleurs très perméables.

Les migrations les plus importantes sont économiques. Des flux considérables de population se dirigent des régions sahéliennes enclavées vers les pays côtiers. La migration pouvait être saisonnière (période de gros travaux de la culture) ou de longue durée. Elle s'accélère suite aux sécheresses qui ont touché le Sahel, à la fermeture de l'espace et aux longs mois de soudure, de plus en plus difficiles au village.

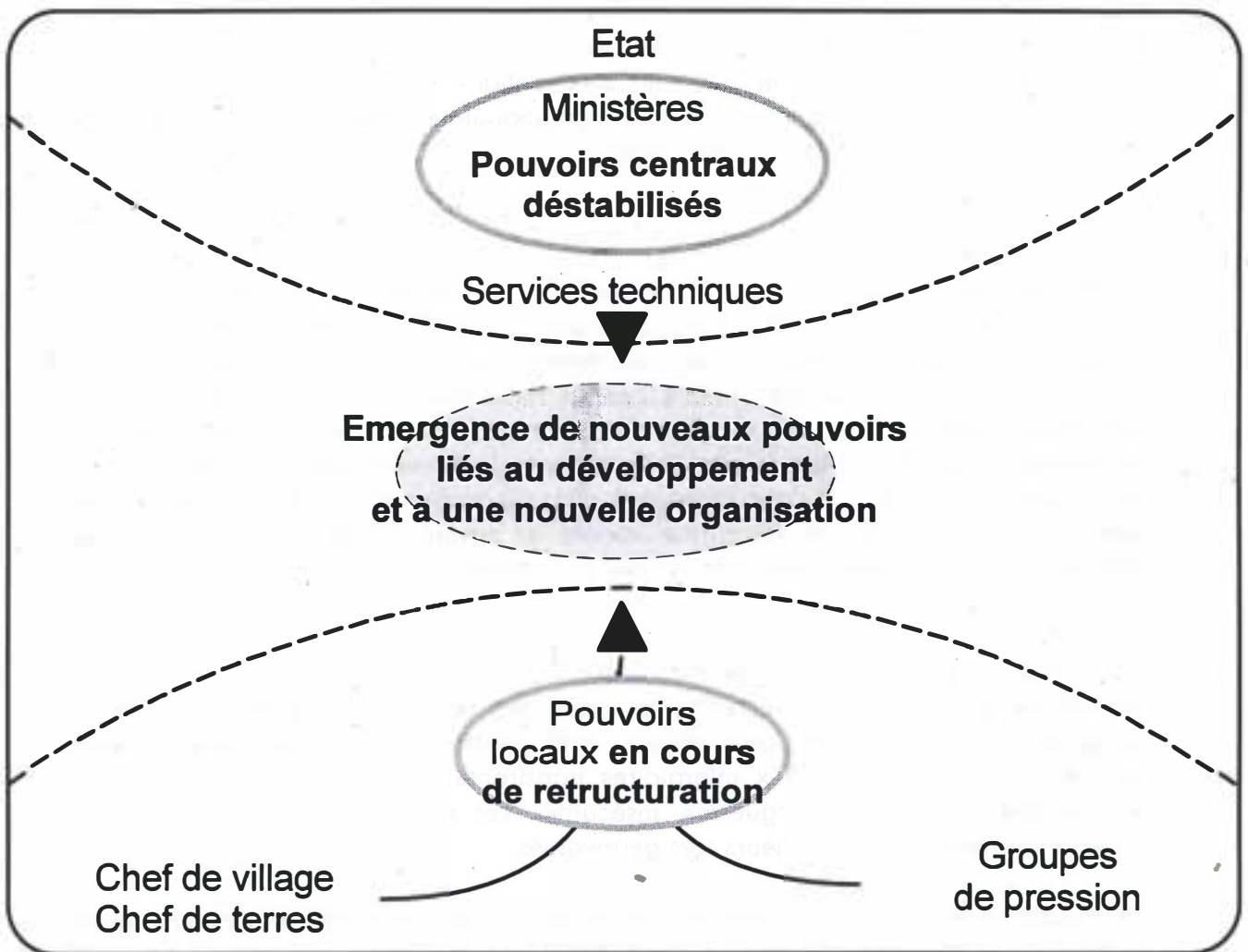
### *La complémentarité nord-sud*

Le véritable pôle de développement de l'Afrique de l'ouest sera-t-il celui de la côte - comme l'est actuellement le Nigéria ? Le PIB souligne la disparité entre les pays du sahel et ceux de la côte. Ce contraste sera-t-il un facteur d'intégration régionale ? De trop grandes différences de structures et de niveaux de revenus risquent d'handicaper cette intégration. De plus, les difficultés économiques des pays d'accueil se traduisent par des réactions xénophobes comme la vague d'expulsions qui a eu lieu au Nigéria.



# NOUVEAUX POUVOIRS ET GESTION DES RESSOURCES

Figure 9



La gestion de l'espace par les populations locales ne constitue pas un phénomène récent. De toute évidence, la gestion des ressources par les populations rurales existe depuis l'origine des villages. Actuellement les villageois sont confrontés à des changements dans leurs modes de vie (croissance démographique, aridité, transformation des pouvoirs traditionnels, réduction des interventions de l'Etat).

Les populations locales se montrent capables, dans certains cas, de changer leurs pratiques afin d'élaborer, en réponse aux défis actuels, une nouvelle gestion de l'espace. De nouveaux groupes se forment indépendamment des pouvoirs traditionnels et sans intervention de l'Etat. Ces groupes définissent en concertation avec les villageois de nouvelles règles que doivent respecter les personnes qui vivent au village.

Dans certains cas, des comités de gestion sont négociés entre plusieurs villages. Le problème reste l'application des sanctions. Pour être efficaces, elles ne doivent pas être appliquées par un originaire de la zone qui bénéficie de trop de complicités locales, mais par une personne venant de l'extérieur, éventuellement par une institution de régulation située à une autre échelle.

## **la restructuration des pouvoirs et des modes de gestion**

Plusieurs mécanismes, en relation avec les phénomènes précédents (montée des risques et recomposition territoriale), vont jouer sur les relations entre les acteurs locaux et le pouvoir central et, se faisant, influencer la gestion des ressources naturelles.

### *Le dysfonctionnement et un affaiblissement des pouvoirs de l'État*

La dilution des États dans le clientélisme, la concentration du pouvoir, l'incapacité à définir des politiques de développement efficaces, le gouffre financier dû à une mauvaise gestion montre la difficulté qu'ont les États sahéliens à maîtriser un système politique et social de grande dimension, suite aux restructurations imposées par l'aide internationale et au désengagement de l'État au niveau local en ce qui concerne notamment la santé, l'éducation ou le développement technique. La situation est perçue par les ruraux comme une vacance du pouvoir central qui traduit l'incapacité à prendre en compte leurs difficultés.

### *La déstructuration des pouvoirs traditionnels*

La vacance du pouvoir central est amplifiée par une perte de crédibilité des pouvoirs traditionnels. Au niveau des villages, cette faiblesse du pouvoir local aboutit à la création d'ententes, base de nouveaux pouvoirs portés par de nouveaux acteurs. Face aux transformations coutumières et aux perturbations créées par les États, les populations inventent des nouvelles règles pour résoudre leurs problèmes quotidiens comme le contrôle collectif des pâturages, la mise en commun des crédits d'embouche, l'appui à la scolarisation des enfants. L'émergence de ces nouveaux pouvoirs locaux témoigne de l'existence de principes identitaires vivaces qui s'organisent librement et de façon autonome.

### *La création "d'entente"*

Elle correspond à une solidarité de base entre plusieurs individus. Elle apparaît assez facilement au niveau d'un quartier où se rassemblent les membres d'une même ethnie. Elle ne se crée pas aussi facilement entre différents quartiers, c'est-à-dire différentes ethnies. L'identité villageoise, et à plus forte raison une identité supra-villageoise, n'existe pas *a priori*.

### *La venue du "développement"*

Les interventions extérieures au village suscitent la création d'entente et l'organisation de nouveaux pouvoirs. En effet, il est important d'être organisé pour profiter des aides et gérer les moyens mis à dispositions par "le développement". La nouvelle organisation met en œuvre deux notions nouvelles : la liberté et l'entente. Elle semble un pré-requis pour l'avènement du développement local. Elle peut aussi être la source de conflits et de luttes entre les tenants des pouvoirs traditionnels et les nouveaux prétendants au pouvoir local, ceux "qui font venir le développement au village".

Les acteurs du développement sont porteurs d'une nouvelle identité villageoise. Les chefs de village ne peuvent devenir des promoteurs du développement. Toutefois, ils doivent faire un choix parfois difficile face à cette perturbation. Les membres actifs d'un groupement villageois ont une perception très différente du développement. Pour eux, il correspond à une nouvelle manière de vivre au village. La réalisation d'une "entente" est matérialisée par le groupement. Il représente l'invention d'un nouveau lien social au village, basé sur l'individu et sur la garantie de sa liberté d'action.

# SCENARIO TENDANCIEL

Encadré 4

## Un système d'encadrement qui se cherche



## Une sphère de négociation et d'incertitude



## Un monde rural en crise





## **UN SCÉNARIO DE LA DÉPENDANCE**

A partir de ce qui précède se dessine un scénario tendanciel de transitions difficiles. Le Sahel, en effet, vit un contraste saisissant entre pluriel et singulier. Son pluriel, c'est la multiplicité des situations locales avec des petits groupes humains et des milieux d'autant plus spécifiques que l'immensité de l'espace individualise bien chacun d'eux : campement, village, et autre petit monde "en soi". Son singulier, c'est son histoire, ses valeurs, ses paysages immenses aux confins du désert, ses structures nationales et macro-régionales qui fonctionnent tant bien que mal

Le défi, pour gérer des ressources d'une façon plus décentralisée et démocratique, c'est de réduire cet écart entre ces deux pôles, de trouver une cohésion et des transitions entre ces extrêmes.

### **La transition vers une gestion économique et environnementale cohérente**

Le peuplement des villages et des bourgs constitue la base vivante de l'édifice. A distance du bourg, qui est leur marché, des villages se groupent en cercle. Ces ensembles "bourg-villages", à leur tour, se groupent autour d'une ville plus ou moins active. Ce sont d'étroites surfaces économiques et territoriales, des « pays ». Et ces pays, pour autant qu'il y ait une ville dynamique pour les lier, entrent dans le cadre d'une région, d'une province. L'architecture se complète avec la construction, plus ou moins parfaite, d'un marché national, d'une nation. Encore faut-il que ce marché national dispose d'une grande ville puissante, dotée de moyens. Le moteur dans cette hypothèse est économique. Il s'appuie sur des échanges, des flux, des infrastructures. Cela suppose une nature maîtrisée, une gestion reproductible des ressources, des systèmes de production exportateurs, un système commercial efficace, des filières et des marchés actifs. On en est loin au Sahel et les transitions dans ce domaine sont lentes :

- le milieu se dégrade même si cette dégradation semble maîtrisée dans certains terroirs;
- le monde rural est replié sur lui-même avec des revenus monétaires très faibles ;
- l'élevage nomade dépérit, un nouvel élevage trouve difficilement sa place ;
- des céréales importées et bradées approvisionnent les marchés et les seuls créneaux disponibles (légumes, petit élevage) sont accaparés par les paysans riches et périurbains;
- les importations accroissent le déficit commercial, la production restant insuffisante.

### **La transition vers une décentralisation sociale et politique efficace**

L'approche est plus institutionnelle et politique que la précédente. Elle articule les groupes leurs relations et l'organisation du pouvoir. Les flux ne sont plus matériels mais décisionnels et concernent les liens entre des unités de base et de vastes ensembles politico-territoriaux. La transition est difficile entre les familles qui cimentent les cellules locales et les systèmes politiques de grande dimension : États, administrations, entreprises. Un premier pas est franchi par les associations qui reposent sur une convergence des vœux. Le problème est de gagner en taille pour résoudre de façon décentralisée les problèmes nationaux.

La classe politique est peu soucieuse de démocratie et de décentralisation du pouvoir. Néanmoins, de nouveaux pouvoirs ruraux émergent, certains sont importants.

Ce scénario fonctionne à condition que l'aide extérieure, agences de coopération et ONGs, par exemple, finance les déficits. Cela signifie que les pays occidentaux augmentent leur aide au Sahel. Une comparaison entre ce scénario et la réalité est proposée p 91 et 92.

EMPIRES ET ROYAUMES  
(1500-1900)

PERIODE COLONIALE  
(1900 - 1960)

Chocs

<b>Islamisation</b> l'islam vécu comme un puissant transformateur culturel et territorial (routes orientales vers la Mecque)
<b>Traite</b> Saignées démographiques profondes surtout quand apparait (XVI°) puis se développe la traite Atlantique se surimposant à la traite saharienne (XI°)
<b>Dépeçage</b> Les Européens ouvrent des issues maritimes qui contribuent à l'émergence de pôles atlantiques enclavant les Etats sahéliens

Chocs

<b>Urbanisation</b> Naissances de petits bourgs marchands et de villes  Infrastructures ferroviaires et routières pour les exportations orientées vers l'atlantique, zone de pénétration des influences coloniales L'enclavement des états sahéliens s'accroît
<b>Occidentalisation</b> Société de consommation qui attire mais reste un privilège des occidentaux  Ecole coloniale qui forme une élite de plus en plus occidentalisée  Renforcement de l'islam valeur de résistance à la colonisation
<b>Domination économique</b> Cultures coloniales Appropriation foncière étatique

<b>Systèmes sociaux</b>	Multiple royaumes assez fragiles - contrôlés par des guerriers et des marchands - sur les routes sahariennes puis atlantiques	Un pouvoir central républicain qui - confisque le pouvoir des élites locales - s'intègre peu à la société civile
	une société civile hiérarchisée ancrée dans le terroir	Une société civile très stable qui - bouge peu en milieu rural - s'occidentalise en ville
<b>Systèmes de production</b>	stables, extensifs, dans des espaces illimités pas de capital productif, pas d'aménagements hydro- agricoles	consommateurs d'espaces introduction des cultures commerciales aménagements hydro-agricoles peu d'investissements productifs
<b>Ressources naturelles</b>	Abondantes organisées selon un gradient Nord Sud	diminution suite aux aménagements et à la croissance démographique.

## D'EVOLUTION

### INDEPENDANCES et décolonisation

#### Chocs

##### Concentration du pouvoir

- Une classe dirigeante autoritaire qui :
- concentre le pouvoir
  - encadre et contrôle les sociétés
  - élimine toute opposition
  - planifie de façon autoritaire
  - survit grâce à l'aide extérieure
  - induit peu de développement

##### Développement technocratique

- Projets technocratiques
- Développement productiviste
- Marginalisation des ruraux
- L'économie informelle se développe
- Santé et éducation très modeste

##### Echanges inégaux

- Monde rural économiquement exclu
- Dépendances alimentaires
- Importation du riz et du blé
- Agriculture touche peu les marchés
- L'enclavement sahélien s'accroît
- Une aide finançant le déficit étatique

### SITUATION ACTUELLE et scénario tendanciel

#### Chocs

##### Rupture écologique

- Dégradation du patrimoine foncier
- Déficit alimentaire qui s'accroît
- Transferts financiers (artisanat, bois, émigrés);

##### Explosion démographique

- Croissance démographique forte,
- Exode rural lié à la stagnation économique
- Modèle urbain et consommation qui s'imposent sans rapport avec la production disponible

##### Clivages sociaux

- Discrédit des valeurs traditionnelles
- Monde rural qui se replie sur lui-même
- Repli sur soi et intégrisme (pays arabes)
- Discrédit de l'école qui ne fournit plus d'emplois
- Clivages entre élite favorisée et marginaux
- Importance des réseaux traditionnels et du clientélisme dans le fonctionnement de l'Etat

##### Marginalisation économique

- Etat qui développe peu l'économie
- Importance de la privatisation
- Croissance de l'économie informelle
- L'agriculture touche peu les marchés urbains
- Enclavement des états sahéliens s'accroît
- Désindustrialisation et augmentation du déficit
- Déficit de l'Etat financés par l'étranger
- Totale dépendance des villes et marchés côtiers
- Dévaluation du CFA pour relancer l'économie

- Pouvoir autoritaire et clientélisme
- Etats peu démocratiques, monopartisme
- Bureaucratie et inefficacité

- Sociétés civiles paupérisées qui se déstructurent
- Sociétés rurales déstabilisées (exode massif)
- Sociétés rurales qui "mangent leur capital"

- Modernisation limitée aux cultures de rente
- Prédominance des cultures pluviales
- L'élevage bloqué, déforestation intensive

- Le milieu naturel se dégrade, sécheresses
- Productivité peu soucieuse des ressources
- Fermeture de l'espace et surexploitation

- Classe au pouvoir soucieuse de ses intérêts
- Importance des clientèles face aux revendications
- Dégradation des services publics (éducation, santé).

- Une société civile qui se déstructure
- Une société déstabilisée (exode, chômage, repli)
- De nouveaux pouvoirs émergent en milieu rural,

- Agriculture extensive se transforme difficilement
- Seuls les riches adoptent de nouvelles techniques
- marchés difficiles sauf fruits, légumes, élevage
- L'élevage nomade est en crise

- Dégradation du milieu naturel et déforestation
- La pression sur le milieu naturel augmente
- Aménagement des terroirs



# **EVOLUTION DES IDEES EN MATIERE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET INCIDENCE SUR LE DEVELOPPEMENT**

Au Sahel, en matière de gestion des ressources naturelles et de développement économique et social, les idées oscillent, depuis une trentaine d'années, entre deux tendances principales: Etat ou acteurs locaux. Soit l'État fait tout, décide et impose sa façon de voir, c'est la prérogative du centre. Ou bien les multiples acteurs locaux ont leur mot à dire. Rien d'intéressant ne peut se faire sans un minimum de participation populaire.

Le grand défi reste l'articulation entre ces tendances. En effet, plutôt que de chercher à se compléter et se coordonner suivant un modèle de gestion démocratique et décentralisée, ce système binaire fonctionne, au Sahel, suivant la loi "du tout ou rien" : "tout État" ou "tout Local".

Historiquement, trois périodes clés s'imposent et illustrent ce propos :

- la prérogative du centre : dans le droit-fil de l'héritage colonial, les idées prônent pendant une quinzaine d'années (1960 - 1975) une planification centralisée et un développement autoritaire. La gestion des ressources n'est pas à l'ordre du jour.
- un changement de perspective se dessine progressivement au cours de la décennie suivante (1975-1985), suite à une série d'échecs répétés dus à trop d'autoritarisme ;
- la montée des initiatives locales caractérise la période actuelle. Les évolutions, pour importantes qu'elles soient, ne sont sans doute pas terminées. C'est dans ce contexte que l'on parle de gestion décentralisée et démocratique des ressources naturelles.

Cette évolution des idées et des modes d'intervention est liée à l'évolution des sociétés sahéniennes (démographie, urbanisation, organisation du monde rural...) et à la diminution des ressources naturelles (fermeture de l'espace, perturbations climatiques, modification des systèmes de production...). Elle s'est faite dans de multiples directions, sources de confusions. Il importe donc de clarifier la situation en précisant les idées et les démarches qui sont mises en œuvre, les faits observés sur le terrain, les acteurs qui les réalisent, en un mot, ce que recouvre l'expression "gestion des ressources naturelles".



**Un projet productiviste :  
La Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT)**

Depuis les années 1960, la Compagnie Française des Textiles (CFDT) puis, depuis 1974 la CMDT ont su progressivement mettre en place les bases du développement rural de toute une région. Ainsi, les paysans ont acquis une bonne technicité qui se traduit par des rendements élevés en coton (1,2 tonnes/ha actuellement, soit le double de celui des années 1960-1970) et en maïs amélioré (2,5 tonnes/ha, soit le triple du maïs traditionnel). Ils se sont équipés (70 000 charrues, 50 000 multicultureurs et houes, 35 000 charrettes et 25 000 semoirs) et ont peu à peu augmenté leur utilisation d'engrais et de fumier.

La région traite maintenant environ 180 000 tonnes de coton chaque année et extrait l'huile des graines de coton.

Les artisans de la région fabriquent une bonne part du matériel agricole. Surtout, les paysans s'organisent en associations villageoises pour prendre en main leurs affaires: vente du coton, réalisations économiques, (moulins à mil par exemple) et sociales (unités de santé villageoise par exemple), emprunts pour faire face aux besoins monétaires avant les récoltes...

**Cette réussite tient à trois facteurs:**

- l'intérêt d'une culture de rente comme le coton, base pour l'introduction de techniques améliorées, pour l'équipement en culture attelée et pour l'organisation d'associations villageoises à partir des revenus du coton gérés par les paysans ;
- la volonté d'aider progressivement les paysans dans l'ensemble de leurs activités, et d'abord au niveau de leurs cultures vivrières (qui se sont développées parallèlement à celle du coton) ;
- le souci de former les cultivateurs, en particulier pour gérer leurs associations.

En conclusion, dans le cas de Mali Sud, se trouvent à la fois réunis une société malienne de développement qui fonctionne bien économiquement, des paysans ayant confiance dans cette société grâce au contrat moral qui les lie, et des organisations villageoises qui leur permettent de prendre progressivement en charge les éléments de leur avenir.

**Il n'en demeure pas moins de nombreuses questions à résoudre à l'avenir :**

- gestion des terroirs, notamment le problème d'une meilleure gestion des ressources naturelles ; par endroit les sols sont érodés et les récoltes compromises ;
- villages non organisés ; dans ce domaine, les organisations féminines, particulièrement impliquées dans les travaux agricoles (semis, cueillette...) accusent un très grand retard par endroit ;
- commercialisation des produits autres que le coton, etc.

## LA PRÉROGATIVE DU CENTRE

Aux indépendances, l'aménagement et le développement sont la prérogative des pouvoirs centraux. Les idées en la matière sont volontaristes. En gros, tout est possible pour peu que l'on s'en donne les moyens. Les populations n'ont qu'à suivre.

Fort de ce principe, les États vont mettre en œuvre les politiques correspondantes. Dès cette période apparaît le concept de projet. Si les résultats sont encourageants au début, en peu de temps, c'est la crise. Que se passe-t-il ? Quels facteurs ont joué ? Comment évoluent les concepts concernant la gestion des ressources naturelles ?

### Le temps des conquêtes

Durant la période coloniale, il faut produire pour la métropole. La mise en valeur reste faible dans le Sahel par rapport à d'autres régions plus favorisées de l'empire colonial. Le rythme change après les indépendances. En effet, les nouveaux États veulent produire et vendre, pour avoir des devises. Ils veulent payer les fonctionnaires qu'ils emploient suite aux pressions exercées par leur clientèle pour obtenir ce qui est considéré comme l'objectif principal de la population : un emploi public.

L'intensification des cultures "commerciales", c'est-à-dire susceptibles d'apporter des devises, devient prioritaire. Le territoire est soumis à une forte pression. Les services techniques des différents ministères (agriculture, plan...) considèrent le territoire et ses ressources comme une grande page blanche à aménager. Il faut valoriser l'eau, le sol et les plantes disponibles. C'est la période des projets productivistes sectoriels et technocratiques : arachide, coton (Cf le projet coton au Mali-Sud 1960) accompagnant les grands aménagements hydro-agricoles (vallée du Sénégal, delta du Niger...) gérés par des sociétés d'aménagement.

Les objectifs du développement rural, les stratégies et les moyens mis en œuvre pour y parvenir sont définis de façon uniforme pour l'ensemble du territoire national. Des structures d'encadrement sont créées, sur la base du découpage administratif. Des organismes économiques (coopératives) assurent l'approvisionnement et la commercialisation.

Le projet est le concept clé. Conçus comme des interventions limitées dans le temps et l'espace pour un territoire et une population variable, ces projets concernent des "opérations productivité", touchant un seul produit d'exportation ou des opérations intégrées incluant des aspects non productifs (infrastructures routières, santé). Mobilisant des moyens matériels (sur financement extérieur), ils sont gérés avec rigueur et accompagnés d'un dispositif de vulgarisation : "les paquets techniques".

*"Les projets technocratiques marginalisent les populations locales à toutes les étapes autres que celle de la production proprement dite. Les objectifs du projet, son contenu, sa structuration et son fonctionnement sont définis sans discussion, sans participation avec les villageois qui deviennent plus des récepteurs que des acteurs."* <sup>20</sup> Cette tendance est accrue par le discrédit qui touche les approches participatives qui n'ont pas pu ou pas su se renouveler.

### **Approches classiques de développement**

Les approches classiques de développement rural sont souvent sectorielles et marquées par la recherche d'une meilleure productivité s'appuyant sur la rationalité des techniciens plutôt que sur les stratégies paysannes.

Il s'ensuit une déresponsabilisation des communautés villageoises dans la gestion des ressources naturelles y-compris dans son rapport avec leur propre développement.

Dans de nombreux cas, ces approches ont connu un échec patent. L'évaluation rétrospective des projets financés par différents bailleurs de fonds dont la Banque mondiale donne à penser que, si un projet de développement conduit à des résultats insatisfaisants, c'est généralement pour au moins l'une des raisons suivantes :

- la participation des bénéficiaires a été insuffisante, ces derniers n'ont pas été impliqués réellement dans la prise de décision ;
- les emprunteurs n'ont pas été impliqués dans la conception et l'exécution du projet;
- les risques ont été mal évalués et gérés ;
- le renforcement des capacités a été assuré au moyen d'apports ponctuels d'assistance technique, au lieu d'être considéré comme un objectif central du projet;
- la conception initiale du projet n'a pas été modifiée en fonction de l'évolution des conditions d'exécution.

Les projets intégrés ont partiellement remédiés à cet handicap, mais ils ne sont pas arrivés à réellement intégrer, les différents volets sectoriels qu'ils proposaient. Cette intégration entre développement agricole, services de santé, infrastructure... n'était pas évidente. De plus leur lourdeur de gestion les rendait difficiles à réaliser

### **Nouvelles approches du développement**

Vers la fin des années 1970, de nouvelles approches dites "participatives" envisagent la gestion de l'espace par les communautés elles-mêmes. Initialement testées par des organisations non gouvernementales (ONG), elles font actuellement l'objet de nombreux projets expérimentaux, financés par les principaux bailleurs de fonds intéressés par le développement agricole de l'Afrique sahélienne (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Fonds international pour le développement agricole, Union européenne, France, Allemagne...). Les expériences accumulées permettent aux techniciens de mieux comprendre les problématiques locales et de mettre au point des méthodologies. Des expérimentations se poursuivent dans le cadre de ces nouvelles approches et de nombreux ajustements sont à prévoir.



## De la prospérité à la crise

Confrontées à la sécheresse, les sociétés sahéliennes, dont les effectifs ont doublé en 50 ans, sont en situation de vulnérabilité. Elles nécessitent beaucoup d'attention pour éviter des ruptures irréversibles. Par ailleurs, la croissance du secteur public ne se limite pas aux seuls lendemains des indépendances, période pendant laquelle on pouvait croire qu'un certain rattrapage était nécessaire pour pallier les insuffisances du secteur administratif légué par le colonisateur. Cette croissance s'est poursuivie jusqu'aux années 90. *Ainsi au Sénégal, en période d'austérité, la masse des salaires croît de 2,5 %/an, la production agricole de 1,5 %/an et la population de 2 %/an.*" <sup>15</sup>

Dans ces conditions, l'économie sahélienne se développe au prix d'une contradiction. La valeur générée par le secteur productif, essentiellement rural, croît moins vite que la population alors que les dépenses publiques augmentent plus vite que la population.

La distribution des revenus est déconnectée de la production. Ce fait entraîne un déficit croissant des balances du commerce extérieur avec la nécessité d'importer des produits alimentaires et de l'énergie. Le tout est aggravé par la chute des prix. Le recours à l'aide internationale, l'endettement extérieur et finalement une nouvelle forme de financement supportant un programme de réforme dénommé "prêts d'ajustements structurels" s'impose. Au niveau interne l'épuisement des ressources naturelles dû à un rapport population/ressources, de plus en plus défavorable, se généralise.

Dans ce contexte, le territoire devient un potentiel à préserver. Le contenu des projets change. Il ne s'agit plus seulement de produire, mais aussi de préserver, avec l'arrière-pensée que les paysans détruisent leur espace. De nouvelles interventions, assez directives apparaissent.

La réglementation par l'État de l'utilisation des ressources se traduit par des codes, des lois, des décrets. Les services chargés de les faire respecter de façon plus ou moins autoritaire se renforcent. La sensibilisation des paysans par des services spécialisés est le complément d'une réglementation officielle extérieure. Elle postule que les paysans détruisent leurs ressources parce qu'ils ne sont pas «conscients» des conséquences de cette destruction. L'incitation à des pratiques conservatrices de l'environnement comme la lutte anti-érosive ou le reboisement, par des stimulations matérielles par des dons en vivre ou en argent, vise à créer des «habitudes nouvelles» (les paysans Mossi du Yatenga ont intégré dans leurs pratiques la construction de cordons pierreux). Mais, ces incitations sont temporaires, coûteuses et ont une faible valeur démonstrative. Elles sont peu reproductibles à l'échelle d'un pays et ne peuvent modifier durablement les pratiques de dégradation des ressources naturelles. Elles ont un effet "starter" et se positionnent bien comme telles.

Ces orientations et opérations de conservation ou de régénération de l'environnement soulèvent peu d'enthousiasme et ont un effet que beaucoup interrogent.

*Encadré n°8*  
**Approche Système**

**"L'approche système" permet de porter un jugement sur une situation agraire en vue de guider l'action**, que ce soit en ce qui concerne la définition de thèmes prioritaires d'intervention, la formulation de conseils techniques et de gestion adaptés aux besoins des paysans, l'orientation de programmes de recherche appliquée afin d'éviter que ces programmes fonctionnent à partir de problématiques définies de l'extérieur.

**Ses caractéristiques**

Pour ce faire, différents niveaux d'organisation sont pris en compte. Ce sont :

- la **région** (du village à la province) qui est l'échelle à laquelle sont définies la plupart des interventions de développement ;
- l'**exploitation agricole** qui, en dépit de la grande diversité de son organisation, demeure un centre de décision important et dont le diagnostic est indispensable pour évaluer le fonctionnement des systèmes de production adoptés par les agriculteurs ;
- les **parcelles et les troupeaux** : c'est à cette échelle que pourront être conduits les diagnostics permettant de juger l'efficacité des pratiques des agriculteurs et d'identifier les possibilités d'amélioration de ces pratiques.

Ces **niveaux d'organisation** sont bien entendu **interdépendants**. Ainsi, le fonctionnement d'une région résulte en partie de celui des exploitations qui la constituent et inversement, le fonctionnement des exploitations dépend d'un certain nombre de règles et de caractéristiques communes du village où elles se trouvent, en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles (parcours, forêt, eau...). Le diagnostic du milieu rural doit donc prendre en compte ces différents niveaux d'organisation, ces différentes échelles d'analyse.

*Encadré n°9*  
**Démarche Recherche - Développement**

La R-D peut se définir comme l'expérimentation en vraie grandeur et en concertation étroite avec les agriculteurs de l'amélioration de leurs systèmes de production.

Elle vise à modifier les processus de création et de transfert d'innovations en instituant des relations réciproques entre chercheurs, agriculteurs et agents de développement. Par ailleurs, innovations techniques et innovations sociales sont considérées comme deux aspects complémentaires et indissociables des processus de transformation de la production agricole.

Sa démarche générale comprend trois grandes phases:

- le **diagnostic** ne se limite pas aux conditions de production. Il porte aussi sur les modes d'exploitation du milieu, analysés à travers les pratiques des agriculteurs ;
- l'**expérimentation**. Elle porte à la fois sur les améliorations techniques des systèmes de production et sur les améliorations organisationnelles permettant l'adoption par les agriculteurs de ces améliorations techniques ;
- le **transfert et l'appropriation des innovations**. Ils reposent en grande partie sur la formation des agents de développement et des producteurs.

La mise en œuvre d'opérations de R-D pose souvent des problèmes institutionnels. Mais ces opérations peuvent contribuer à rénover les relations entre l'État et la paysannerie en faisant des agriculteurs les acteurs de leur propre développement.

## LE CHANGEMENT DE PERSPECTIVE

### Interrogations et doutes

Des résultats positifs sont enregistrés pour certaines cultures (coton) et dans certaines zones. Mais dans l'ensemble, les résultats sont médiocres et bien en dessous des attentes. Le développement par projets connaît en effet beaucoup d'écueils. Les appareils de vulgarisation mis en place sont lourds, coûteux et d'une efficacité parfois discutable.

Globalement, l'aide au développement ne profite pas aux populations rurales mais contribue à renforcer le pouvoir bureaucratique de l'État. Les systèmes de production et les systèmes sociaux évoluent peu, les écosystèmes se dégradent, la fertilité baisse, etc. La juxtaposition de projets autonomes, souvent en conflit avec les services techniques de l'État, rend difficile une planification du développement et la définition d'une politique agricole globale et cohérente (échanges entre zones déficitaires et zones excédentaires en matière de vivrier, crédit agricole, politique des prix, etc.).

Le problème d'une intervention par projets technocratiques et autoritaires est posé. Les intervenants extérieurs (État, bailleurs de fonds) en tirent une série de leçons. Les actions doivent prendre en compte les préoccupations des paysans. Le changement des sociétés et des modes d'exploitation du milieu ne se décrète pas de l'extérieur. Il ne peut se réduire à l'édiction d'une réglementation ou à des actions sectorielles. Les changements résultent de décisions concertées entre tous les acteurs. Les actions visant à freiner la dégradation des ressources naturelles doivent être resituées dans leur contexte économique et social. Un développement "durable", exige une stratégie de développement qui prenne en compte les priorités du court terme et les orientations et objectifs à moyen et long termes. Cette stratégie doit s'appuyer sur des compromis entre les intérêts locaux, régionaux et Étatiques.

### Les nouvelles approches

Dans le cadre de ces réflexions, de nombreux concepts, démarches, et outils apparaissent pour essayer de comprendre et d'aider les paysans dont on perçoit l'importance comme acteurs-décideurs tant au niveau économique et social que gestionnaire du milieu. La participation dont le retour n'est pas sans ambiguïtés s'impose. Est-elle un timide moyen de réduire les coûts ou une réelle possibilité de prise en compte des logiques paysannes ? L'approche système permet des diagnostics participatifs et une compréhension des décisions paysannes à différentes échelles : le champ et le troupeau (systèmes techniques), la ferme (systèmes de production) et la région (système agraire). Elle montre à quel point les paysans sont "efficaces", compte tenu des moyens dont ils disposent. Le conseil de gestion, plus orienté vers les décisions économiques, fournit des outils permettant de coordonner les choix et d'évaluer les risques des décisions des agriculteurs. La démarche Recherche/Développement articule diagnostic, expérimentation et vulgarisation pour apporter des solutions techniques et sociales aux problèmes soulevés par les paysans. La méthode "formation et visite" situe la vulgarisation dans un "package" incluant la recherche, les services agricoles, et les ajustements structurels. Elle vise à diffuser à une grande échelle les résultats de la recherche (variétés améliorées, nouvelles techniques). La gestion des ressources naturelles se préoccupe de produire sans détruire. Les problèmes fonciers et l'analyse de leur transition fournissent des éclairages sur les modes d'appropriation et de gestion des ressources.



### Encadré n°10 Les problèmes fonciers

Si les règles foncières sont précises, la difficulté actuelle vient du chevauchement de plusieurs registres en mutation, tant en ce qui concerne l'usage que l'appropriation.

#### Les droits coutumiers :

- ils sont très divers en fonction des sociétés et des d'activités concernées (agriculture, chasse, élevage), le milieu écologique, les relations lignagères ou politiques... La perception de l'espace y est donc autant culturelle qu'opérationnelle ;
- ils sont souvent inadaptés à l'évolution démographique et la pression foncière. Ils aboutissent à une dégradation. Avec la mécanisation (trondeuse) ce droit sert de justification pour abattre de vastes superficies forestières et constituer une extension foncière importante pour la mise en culture ;
- ils correspondent à un usage familial ou clanique, transmissible aux descendants, suivant les règles locales (droit d'usage, mise en valeur, obéissance aux règles de la communauté villageoise régissant les rotations culturales et jachères, pâturages etc.)
- ils aboutissent à un cadastre "de fait" qui matérialise les parcelles cultivées de manière permanente par les groupes ou les individus.

#### Le droit de tradition musulmane :

- il repose sur le principe que les ressources appartiennent à Dieu et que les croyants en ont la gestion pour le bien de tous. Dans la pratique, il aboutit à une appropriation privée individuelle ou collective de la terre mise en valeur selon des règles précises (pâturages, eaux de surface).
- la propriété privée est susceptible d'être vendue et/ou transmise par héritage suivant les règles de la chariaa qui prévoit aussi l'arbitrage des conflits ;
- issu d'une civilisation de zone aride, le droit coranique est très complet pour la gestion de ressources naturelles telles que les eaux d'irrigation et les pâturages (instauré au Mali lors de l'islamisation, et resté en vigueur pendant plusieurs siècles) ;
- les traditions foncières ont imprégné l'Afrique islamisée, avec des formes d'adaptation aux contextes coutumiers. Elles favorisent l'évolution vers la privatisation de l'espace rural qui trouve son achèvement dans le développement de cadastres fonciers.

#### Les droits de type romain :

- ils sont basés sur la propriété privée (individuelle, collectivité, étatique) spatialement limitée, complétés par le concept de "terre vacante" (vierges ou très extensive) qui servit de prétexte à l'appropriation coloniale ; il en résulta un bouleversement du milieu naturel (ex : déforestation massive) ; ce n'est que récemment que ces "terres vacantes" sont protégées par l'État ;
- ces droits s'appuient sur des instruments qui régissent la propriété et la gestion de l'espace rural (code rural, code forestier et plus récemment code de l'environnement) ; l'identification de la propriété s'effectue grâce au cadastre où les mutations sont enregistrées et officialisées ; *dans la mesure où les règles inspirées du droit romain font désormais l'objet d'une acceptation croissante au sein des populations, la clarification de la situation foncière apparaît de plus en plus comme un préalable à une gestion patrimoniale de l'environnement ; c'est pourquoi de nombreux États recherchent des financements permettant la constitution de cadastres ;*
- il demeure évident que l'identification des utilisateurs de l'espace rural et la formulation de leurs droits ne sauraient constituer, en eux, une garantie suffisante de conservation future des ressources naturelles.

#### Le droit colonial et étatique :

- l'espace, banalisé et réduit à des mesures de distances ou de surfaces inscrites sur le cadastre, ne correspond pas à la perception qu'en ont les sociétés africaines. Or, cette conception sert de support au pouvoir politique. Il s'en suit de graves conséquences pour les pays colonisés sur la base d'une incompréhension totale : l'État s'installe partout où il l'estime nécessaire avec un monopole foncier qui sert de moteur à la transformation des mentalités locales en favorisant la propriété privée et l'individualisme. *Source le Bris<sup>15</sup> et Le Roy<sup>16</sup>*

### **Le territoire, un jardin familial**

Mettant en œuvre les approches précédentes, les intervenants externes (experts, sociétés de développement, chercheurs...) comprennent mieux les acteurs locaux, leurs intérêts, leurs stratégies. Le milieu rural n'est plus "vide" et n'attend plus le "bon vouloir" des agents externes pour "se développer". Au contraire, le milieu rural est "rempli comme un oeuf". Les projets n'ont d'intérêt pour les acteurs locaux que s'ils les aident à résoudre leurs problèmes ou à réaliser leurs objectifs.

Fort de cette prise de conscience, le milieu rural n'est plus perçu comme un champ de manœuvre mais comme un jardin familial où le rapport des habitants à leur territoire est déterminant.

Apparaît ainsi une autre vision du territoire, beaucoup plus profonde et plus riche, bien perçue par R Brunet<sup>5</sup>. Le territoire est un espace approprié, que les acteurs locaux connaissent, ont appris et ont fait leur. Il peut être strictement individuel : c'est ma maison, mon jardin, mon recoin,... voire, de façon abstraite, mon domaine d'activité, ma spécialité. Il a aussi une dimension sociale. *"Ce pays est à moi. Il est mon territoire, bien que je le partage avec d'autres, avec beaucoup d'autres. Je m'en sens citoyen, je suis solidaire de mes concitoyens. Je pourrais me battre pour lui, c'est-à-dire pour eux et pour moi. Il m'aide à exister, il est constitutif de mon identité. Le quittant, je perds un peu de mon identité, sauf si je l'emporte avec moi comme souvenir en forme de regrets, ou si je le reconstitue en diaspora. Où je légitimerai mon nouveau lieu, je le justifierai à mes yeux, je le considérerai comme nouveau territoire, je l'apprendrai et me l'approprierai à son tour, je changerai de citoyenneté"*.

On appelle territorialité ce rapport, fait de pratiques, "d'habitus" comme dit Bourdieu, de relations interpersonnelles et d'affectivité. La territorialité varie d'une personne à l'autre, d'un lieu à l'autre, d'un temps à un autre. Il est des lieux où elle se vit plus fort, parce que ces lieux sont cohérents et bien identifiés ou, au contraire, cernés, menacés, mais résistants. Il est des personnes qui ne jurent que par leurs racines, et d'autres qui ne sentent pas la nécessité de l'enracinement. Pour les mêmes, pratiques et sentiments du territoire changent selon l'âge et les circonstances de la vie. Pour un territoire donné, la cohérence et la profondeur de la territorialité des habitants varient aussi dans le temps, selon l'ambiance et la conjoncture. Le rapport au territoire s'intensifie généralement en temps de crise, et parfois s'exacerbe. Nous sommes entrés dans un temps de retour de la territorialité inquiète, celle qui durcit les appartenances et tend les relations.

Dans ce contexte, la gestion des ressources naturelles prend une toute autre signification.



**Encadré n°11**  
**Approche de gestion des ressources naturelles**  
**Gestion de terroirs villageois - GTV- (vu par la FAO)**

**Cette approche se caractérise par :** une connaissance plus approfondie des réalités physiques et sociologiques du terrain, une responsabilisation des populations, liée à une décentralisation de la part de l'autorité et une redéfinition du rôle de l'assistance extérieure qui est de répondre aux demandes de communautés selon des besoins clairement exprimés.

**Mise en oeuvre d'un programme d'appui - Les étapes sont les suivantes :**

- **information** sur les objectifs du programme, les limites de l'appui, les obligations des participants et les modalités de présentation des demandes d'aide ;
- **présentation, évaluation et sélection des demandes** avec pour critères de sélection des demandes le volontariat des populations, le caractère rural du village, une organisation villageoise efficace et représentative, l'absence de conflits sociaux...;
- **préparation d'un plan de gestion de terroir (PGT)** réalisée par la communauté (avec appui externe). Ce plan analyse les atouts et contraintes dans la gestion des terroirs, définit les axes de développement et les actions de mise en valeur, de protection, de restauration des ressources naturelles et des infrastructures productives ou sociales ;
- **négociation du plan de gestion** : Le dossier réalisé par les populations sera mis en cohérence avec les autres dossiers au niveau communal, puis transmis à un échelon plus élevé (département ou région) où tous les dossiers seront discutés avec la participation des représentants des communautés, puis évalués, priorisés et approuvés. Un programme pluriannuel d'activités pourra alors être préparé ;
- **réalisation et exploitation des aménagements** : L'essentiel des réalisations se fera au niveau local par les populations elles-mêmes ou sous forme de marchés ou contrats entre les communautés et des opérateurs sélectionnés sur place (entrepreneurs, ONGs...). Le paiement des opérateurs locaux dépend des termes des contrats.

**Éléments importants pour la réussite des actions entreprises dans le cadre de la GTV :**

- la formation a pour objectif d'aider les villageois à utiliser eux-mêmes les techniciens et leurs compétences plutôt que d'être encadrés ;
- la disponibilité des technologies améliorées est une des conditions de réussite d'un projet de gestion de terroirs. Les technologies visant à augmenter la productivité des ressources des terroirs doivent tenir compte de la complexité et de la diversité des écosystèmes ainsi que de l'évolution des modes d'exploitation ; l'augmentation des rendements doit être rapide (un à trois ans), substantielle et visible "à l'oeil". Une augmentation de rendements de 30% n'est pas significative (car elle correspond à la variation habituelle des rendements).

**Principaux problèmes :**

- **engagement politique** à tous les niveaux, permettant la décentralisation et la délégation de pouvoirs et de décisions tant au niveau régional que villageois, ce qui suppose un appui concerté des ministères et des bailleurs de fonds; des cadres fortement motivés; une volonté de l'administration de passer d'une politique de simple conservation des ressources naturelles fondée sur la réglementation à une gestion productive rationnelle et participative ;
- **politique économique**. L'amélioration des ressources naturelles est liée à l'intensification de la production agricole. C'est pourquoi elle doit être nécessairement accompagnée d'une politique agricole garantissant entre autre l'écoulement des productions locales supplémentaires ;
- **engagement des populations** pendant une période dépassant la durée de l'intervention. Le crédit villageois correspond à cet objectif mais la formation des opérateurs est un défi majeur ;
- **encadrement du projet** : les interventions en matière de gestion des ressources naturelles et la gestion des terroirs sont déterminés par les capacités d'animation et de négociation de cadres dont l'indisponibilité et le manque de motivation handicape ce type de programme.

*Source : Le Flamboyant n° 36 <sup>11</sup>*



## **L'approche gestion de terroir**

### **Les objectifs**

L'approche "gestion de terroir" clarifie les rapports au foncier grâce aux notions de "terroir" et celle de "gestion". Le "terroir" est un espace limité, contenant les terres cultivées, jachères et zones sylvo-pastorales, contrôlées par une communauté rurale donnée. La "gestion" du "terroir" est le mode d'attribution et d'utilisation des ressources par les communautés rurales. Celles-ci s'organisent de façon à influencer l'action des exploitants qui les composent, ou qui viennent exploiter les ressources de "leur terroir", de manière à ce que le renouvellement des ressources soit assuré sur le long terme.

Cette approche favorise la mise en oeuvre de nouveaux systèmes de production plus reproductibles, gérés par les producteurs eux-mêmes et par le secteur privé.

Elle donne aux populations rurales la capacité d'initier les actions les concernant, en concertation avec l'État. La démarche incite les ruraux à analyser les causes de leurs difficultés pour déboucher sur des améliorations (gestion du foncier, systèmes de production, appui à la production...), des appuis (formations, conseils, crédits) fixés en commun entre les ruraux (comités villageois, groupements de producteurs, artisans) et les prestataires externes (banques, services publics, sociétés de développement, ONGs).

Elle valorise l'aspect économique des actions entreprises. Si dans un premier temps, la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles ont prédominé, l'importance de l'aspect économique des actions s'est imposée. La protection de l'environnement en lui-même ne mobilise pas les villageois. Par contre la réalisation d'un cordon pierreux en vue d'améliorer les rendements, un traitement de ravine pour récupérer des terres inaptes à la culture, la plantation d'arbres fruitiers ou à bois pour améliorer le budget familial ou une haie vive comme piste à bétail ou comme marqueur foncier, prennent un sens tout différent aux yeux des paysans.

### **Le champ d'application**

Les deux critères "espace rural" et "décideurs" s'exercent à plusieurs échelles. Les petites régions ou plusieurs villages ont en commun l'utilisation d'une ressource, par exemple : une vallée aménagée pour l'irrigation, un bassin versant, ou des jachères. Un terroir villageois avec son espace est déjà plus limité avec ses quartiers, ses hameaux et ses exploitations. Les champs d'application de "l'approche terroir" revêtent donc une diversité de situations dont les circuits de décisions doivent être identifiés pour gérer les espaces et les ressources. Un travail pluridisciplinaire est nécessaire. Son efficacité repose sur la qualité de l'organisation du travail d'étude.

Un autre champ d'application est la conservation des ressources naturelles et la protection d'espaces qui nécessitent de nouvelles formes d'organisation des populations et des modalités de gestion appropriées : lutte contre l'érosion, gestion des parcs et de leurs zones périphériques, gestion concertée des forêts classées...

## LA MONTÉE DES INITIATIVES LOCALES

### Les leçons des "projets gestion de terroir villageois"

La prise en compte de la dégradation de l'écosystème face à des pressions croissantes de la part des hommes ne peut s'insérer que dans une vision et des actions de développement globales intégrées et décentralisées.

L'intérêt d'une approche participative, clé de voûte de l'approche, s'appuie sur l'élaboration et l'application du plan de gestion du terroir. Cet instrument conçu par la communauté avec l'assistance d'une équipe pluridisciplinaire formalise les projets de cette communauté en les confrontant à ses ressources (naturelles) et en "problématisant" sa situation : quelles sont les causes de ses problèmes: phénomènes naturels, systèmes actuels de production, problèmes fonciers, conditions sociales etc.?

La mise en place de comités de gestion du terroir est indispensable pour assurer la participation de la communauté à l'élaboration et à l'application d'un tel plan. Cette structure se veut représentative, sans que les initiateurs de cette démarche n'aient indiqué comment réaliser cette représentativité. Le projet veille à ce que toutes les catégories (hommes, femmes, jeunes, vieux, représentants de quartier, chefs coutumiers, responsables du foncier, agriculteurs, éleveurs, ethnies... ) y soient associés. Ces comités sont donc hétérogènes. Mais cette diversité est un point de passage obligé.

La "déstructuration-restructuration" du monde rural est difficile. En effet, la mise en œuvre des comités remet en cause les pouvoirs traditionnels et en crée d'autres. Très souvent les projets désignent d'office les membres d'un comité de suivi destiné à devenir pérenne, pour prendre en charge le développement, l'aménagement et la gestion des ressources du village. De nombreuses ONG constatent une réticence mais créent des structures en estimant que c'est la seule solution. Que deviennent-elles ?

*"La référence à un territoire est importante, mais sa superficie reste à définir. L'approche a le mérite de donner aux communautés la responsabilité des terres sur lesquelles elles vivent et produisent et de leur donner le contrôle des ressources naturelles. L'échelle d'intervention pose problème."* <sup>29</sup> Souvent, les intervenants externes choisissent des villages éparpillés, alors qu'il existe des petites zones fonctionnant avec un bourg-centre dont les infrastructures rayonnent sur plusieurs villages (transport, santé, scolarisation, marché..) Il est donc indispensable de tenir compte de l'organisation géographique de l'espace

L'environnement administratif et la gestion du projet est à travailler. La démarche "gestion des terroirs" cherche à prendre le relais des projets de développement ruraux classiques. La question des financements des activités est posée. Mais ces projets peuvent-ils utiliser toutes les formes de financement possible ? Doivent-ils continuer à subventionner les actions comme nombre de projets classiques ? Comment résoudre ce problème dans des pays où il n'existe pas de structure juridique permettant aux collectivités locales d'être reconnues comme personnes morales ? Comment jeter les bases d'un système de financement décentralisé des actions, concernant notamment la gestion des ressources ?

## **Encadré n°12**

### **Planification locale**

#### **Définition**

La démarche permet aux acteurs locaux de formuler un projet de développement à moyen et long terme qui serve de cadre aux actions dans différents secteurs. Le pivot en est un *programme* pluriannuel négocié avec des partenaires extérieurs.

#### **Objectifs**

- **donner un appui méthodologique et les informations nécessaires** pour que les acteurs locaux analysent la réalité et ses articulations avec les autres échelles géographiques ;
- **les aider à établir une cohérence entre les problèmes à résoudre, les solutions envisagées et les ressources naturelles** (mais aussi humaines) dont ils disposent ;
- **les aider à définir des priorités réalistes** "dictées par l'urgence des problèmes" et par la possibilité de les résoudre (moyens - alliances extérieures - opportunités) ;

En d'autres termes, la démarche vise à trouver des réponses aux questions suivantes, compte tenu des problèmes vécus, des orientations à long terme, des atouts et contraintes liés à l'environnement écologique économique, institutionnel et politique :

- quelles actions mener immédiatement ; quel plan établir pour les années à venir ;
- quels secteurs englobent le plan d'action ; quelles relations établir entre secteurs ;
- quels moyens humains, matériels, faut-il mobiliser localement et à l'extérieur ?

#### **Conditions**

- **la société locale doit "repandre l'initiative"** pour définir les orientations et modalités de leur propre développement en relation négociée avec les acteurs extérieurs (administration, opérateurs ONGs, etc.) ; cela exige une décentralisation des pouvoirs de décision garantie par des décisions législatives et administratives ;
- **les acteurs locaux doivent bénéficier d'un espace d'initiative économique** qui permette l'émergence et le développement de projets rentables et durables ; cela suppose un contexte économique ouvert, "libéral" , mais dans lequel l'État joue un rôle régulateur ;
- **les acteurs locaux, pour réaliser leurs projets, doivent avoir des ressources nouvelles** (crédits, subventions) ; cela suppose des financements adaptés et la décentralisation des ressources à des collectivités locales (réforme fiscale, autonomie de gestion).

#### **Caractéristiques :**

la planification locale pour être efficace doit être :

- **dialoguée** pour que la population, elle-même, analyse la situation locale, définisse ses objectifs de développement, identifie les actions à mener et les moyens à mobiliser ;
- **globale** pour que l'ensemble des acteurs se mobilisent tout en dépassant le secteur agricole ;
- **ouverte** pour qu'elle ne soit pas assimilable à un repli sur soi mais qu'elle crée des relations entre les villageois, et des acteurs situés à d'autres échelles ;
- **prospective** pour promouvoir une réflexion/action qui englobe le court et le long terme. Au départ elle essaye de répondre à une demande des acteurs locaux et en profite pour analyser les causes externes et internes qui en sont à l'origine. A partir de ce diagnostic elle identifie des actions à court terme (programme prioritaire) pour les problèmes immédiats, donnant une crédibilité à la démarche. La réalisation du programme prioritaire permet de soutenir la réflexion paysanne et de définir des orientations à long terme. Un plan d'action à moyen terme structure la démarche de planification locale. et aide les villageois, notamment les plus démunies à dépasser "le simple catalogue de doléances". *Source Mercoiret MR* <sup>21</sup>



## Le développement local

Le développement local apparaît pour les sociétés ne pouvant adopter le système dominant comme une possibilité de (re)localiser leur développement dans un territoire dont elles vont négocier le statut économique, politique et social.

Cette relocalisation se réalise en s'appuyant sur les caractéristiques de l'espace : richesses naturelles et humaines, spécificité de l'espace local, organisation sociale, tradition culturelle. Pour cela la société doit "récupérer" un certain nombre de fonctions de gestion de cet espace. Ce faisant, elle opère une rupture avec le passé.

La démarche conduit alors à une extrême diversité de développements qui sont autant de réponses des acteurs locaux face au modèle dominant qui leur échappe. *"Le processus est évolutif et se présente comme une succession de "défis-réponses" permettant, grâce à un processus d'apprentissage et de structuration interne de mieux s'adapter aux contraintes et opportunités."* <sup>19</sup>

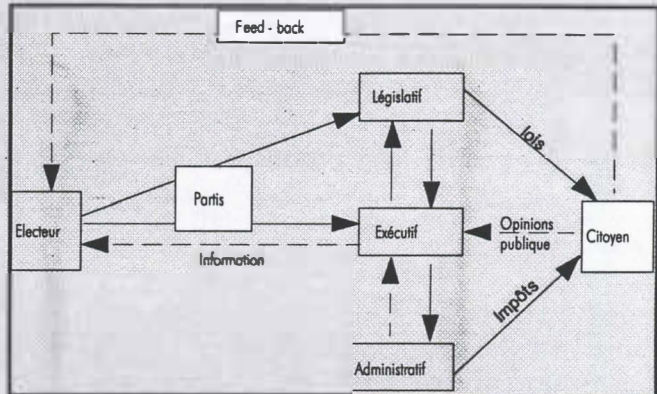
Des phases successives d'évolution ont été identifiées : genèse, croissance, stabilisation, passage à d'autres logiques. Dans chacune de ces phases, l'action de développement remplit des fonctions de production-action, de gestion-contrôle, d'innovation, de coordination-interaction... Chacune des phases est également caractérisée par un type de rapport à l'environnement : i) espace local dominé, correspondant à une prise de conscience initiale des acteurs, ii) négociation avec les réseaux locaux, dès que l'identité locale commence à s'affirmer, iii) contrôle de l'espace local et négociation avec les systèmes décideurs externes. Ces phases correspondent à une maturité des acteurs locaux capables d'affirmer des objectifs, des stratégies et des actions à négocier avec l'extérieur.

L' espace à développer est soumis à des pôles externes politiques, administratifs et à des dominations économiques définies par des stratégies "a-locales" et par des rapports marchands. Dans ces conditions, le développement local vise à recréer un espace structuré par des pôles, relativement autonomes, capables de négocier avec l'extérieur. L'objectif du développement local est de faire exister à nouveau un partenaire avec des atouts de négociations dans le jeu économique, social et culturel de la société globale.

### Encadré n°13 Les démocraties

Les démocraties sont des systèmes à décideurs multiples possédant

- une structure composée :
  - **des électeurs citoyens** à la fois décideurs (élections) et citoyens assujettis aux lois ;
  - **de trois sous-systèmes** majeurs : législatif régulant le système, exécutif (gouvernement) jouant le rôle de direction du système et administratif contrôlant l'exécution ;
  - **de sous-systèmes intermédiaires** entre les deux groupes ci-dessus qui ont un rôle démultiplicateur ou de filtrage : (partis et collectivités) ;



- un fonctionnement dépendant des missions de chacun des sous-systèmes avec des *filtres*, (partis) agrégeant, simplifiant et formalisant les aspirations des citoyens-électeurs ;
- une régulation homéostatique (différente des régimes autoritaires où elle est cybernétique).

Il semble que les démocraties soient plus fragiles que les systèmes autoritaires sur le court terme. Ceux-ci semblent en effet plus efficaces et plus surs, mais sur le long terme, les démocraties offrent une meilleure **adaptabilité**. Elles peuvent évoluer plus facilement dans la mesure où elles ne sont pas hiérarchisées de façon trop rigide et disposent de nombreux centres de décision, de fortes capacités d'apprentissage et d'autorégulation. Ainsi, les voies à suivre pour renforcer et développer la démocratie consistent à développer les centres de décision autonomes à tous les niveaux (entreprises, collectivités territoriales, groupes, individus...) et à diffuser largement une information.  
*Source Coulmin \**

### Encadré n°14 Démocratie locale

#### Une démocratie située

Cette démocratie s'exerce dans le cadre de collectivités territoriales (communes, départements, régions). Ce sont des personnes morales qui "s'administrent" par des conseils élus.

#### Une démocratie efficace

Elle est fondée sur une décentralisation politique et juridique : les assemblées délibérantes locales jouissent de compétences qu'elles exercent seules, sans aucune intervention du pouvoir central de l'État, hormis un contrôle de légalité *a posteriori*. Cela suppose que cette démocratie dispose des moyens humains matériels et financiers nécessaires.

Le principe démocratique exige

- **l'accès de tous aux fonctions électives** et aux mandats locaux ;
- **le droit à l'information** : (ou le principe de transparence) reconnu au citoyen ;
- **le principe de participation** des habitants à la vie locale.

*Source Coulmin \**

## Les leçons d'expériences communales

### *La leçon des communes rurales françaises*

En France, la création des communes date de la promulgation de leur statut (1790 et 1884). Elles s'appuient sur les paroisses créées au XII<sup>e</sup> siècle.

Deux autorités (maire et conseil municipal) légitimées par une élection au suffrage universel, gèrent (1884) pour 6 ans le territoire et la population.

Les actions communales sont financées par un budget, équilibré grâce à un impôt librement décidé par le conseil. Cet impôt dépend des actions décidées. La répartition entre les habitants s'appuie sur une évaluation "objective" des capacités contributives.

La faible taille des communes pose le problème de leur efficience dans la gestion des services publics. De nombreux regroupements sur la base d'une libre coopération sont en cours. Ils indiquent une méthode pour la création de nouveaux établissements publics. Définition du territoire, règles de compétences, financement et représentation sont définis sur la base d'un accord des communes, vérifié et sanctionné par le Préfet.

### *La leçon d'une décentralisation au Sahel, l'exemple du Burkina Faso*

Le Burkina Faso reconnaît comme communautés territoriales deux ensembles ayant des statuts juridiques distincts : la province et la commune d'une part, le département et le village de l'autre.

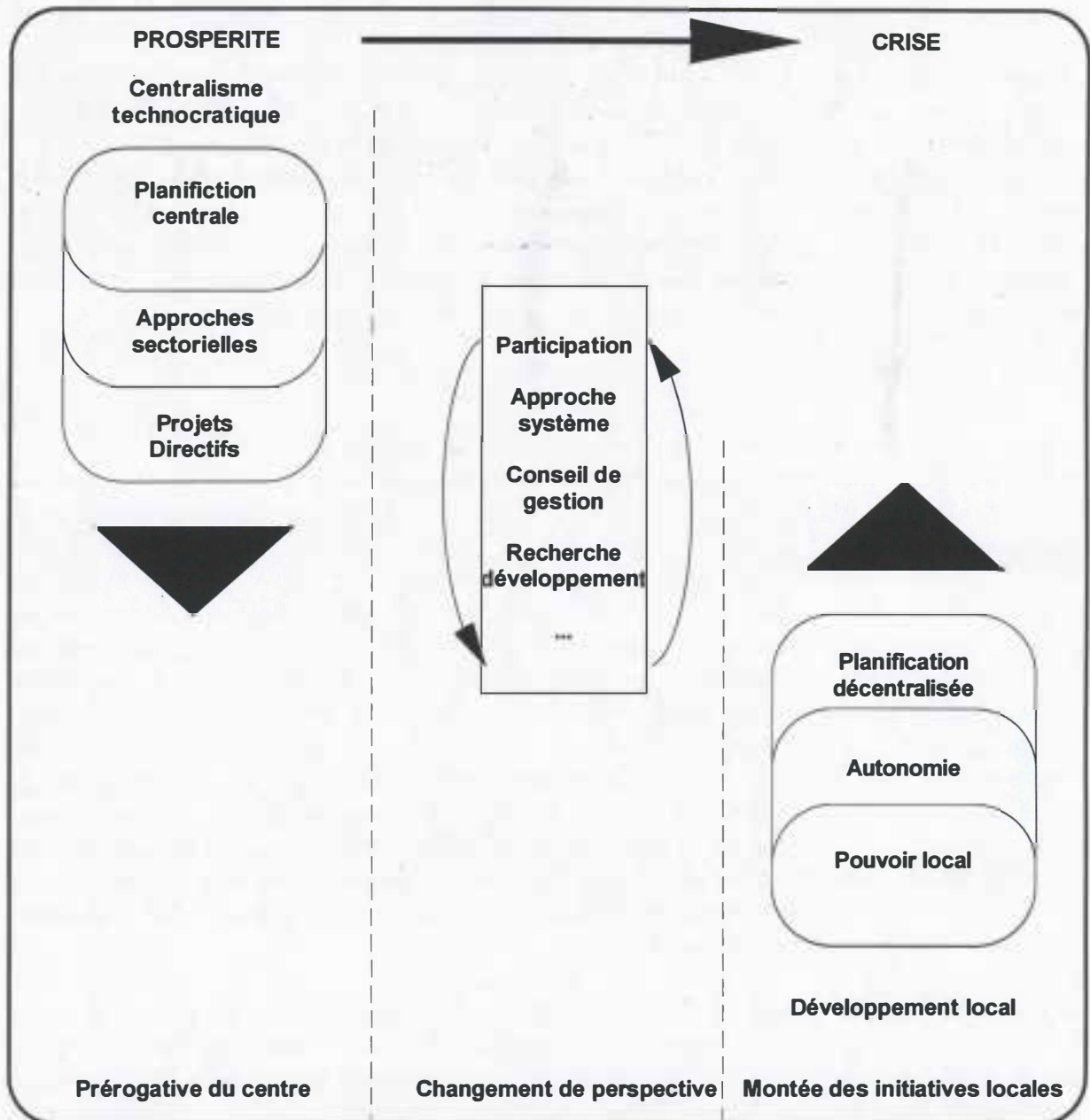
La province et la commune ont une personnalité morale et une autonomie financière. La commune est une collectivité territoriale, mais tout dans son statut, son régime financier etc., en font un outil "urbain". Parmi les 100 communes actuellement créées, la plupart ne peuvent établir leur budget. La province est investie de tout le territoire non communalisé. Son statut actuel est de représentation. Le haut commissaire et sa délégation sont des fonctionnaires. Elle n'est pas comme une expression des populations. Elle est marquée par sa faiblesse financière. La province a accès aux mêmes ressources que la commune, mais sur les zones rurales. Depuis la suppression de l'impôt de capitation, ses ressources sont surtout localisées en ville. Elles sont à taux fixe. Elles ne peuvent évoluer pour soutenir un programme plus important. Faire un budget, c'est en fait souvent répartir la pénurie en fonction d'incertaines subventions nationales.

Le village et le département sont dotés de la seule personnalité morale. Ils ne disposent d'aucun budget et n'ont pas de statut juridique. Ces entités territoriales recouvrent une très grande diversité de situation. Le point de vue adopté en matière de politique d'aménagement aura donc un rôle déterminant suivant qu'il favorise le Département ou le Village. Cette alternative en matière d'aménagement du territoire traduit en effet des tensions. Ces démarches sont difficiles à concilier. La démarche "décentralisatrice" souhaite favoriser le département et ne consacrer que des entités d'une taille économique suffisante pour disposer d'emblée de services et de compétences d'un niveau comparable à ceux de l'État. La démarche de "promotion des communautés rurales" insiste sur le village et sur les fonctions d'expression et de gestion des questions foncières par les populations.



# EVOLUTION DES CONCEPTS EN MATIERE DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Figure 10



Historiquement on peut distinguer trois périodes importantes en ce qui concerne l'évolution des idées en matière de gestion des ressources naturelles et plus généralement de projets de développement ruraux :

- Une période où les pouvoirs centraux s'affirment en droit fil de l'héritage colonial, les idées qui prévalent, prônent pendant une quinzaine d'années (1960-1975) une planification centralisée et un développement autoritaire. La gestion des ressources n'est pas à l'ordre du jour.
- Une deuxième période (1975-1985) correspondant à un changement important de perspective. De nouvelles idées émergent accordant un part de plus en plus importante aux décisions des acteurs locaux suite à une série d'échecs répétés dus à trop d'autoritarisme.
- La montée des initiatives locales caractérise la période actuelle. Les évolutions, pour importantes qu'elles soient, ne sont sans doute pas terminées. C'est dans ce contexte que l'on parle actuellement de gestion décentralisée et démocratique des ressources naturelles.

Cette évolution globale, au cours de la quelle les Etats passent d'une certaine prospérité à une crise confirmée, caractérise la situation actuelle.

### **Une option institutionnelle**

Les démarches mises en œuvre en matière de gestion des ressources naturelles durant les trente dernières années au Sahel apparaissent comme essentiellement institutionnelles. Elles ont favorisé alternativement deux types d'acteurs : les *Etats* et les *acteurs locaux*.

Les *Etats*, historiquement, sont intervenus de façon autoritaire par la voie d'une planification centrale et de projets intégrant mal les stratégies locales. Les *acteurs locaux*, mobilisés initialement par des approches systémiques et participatives, puis plus récemment par la gestion des terroirs et le développement local, perçoivent actuellement mieux leurs responsabilités et leur liberté d'action. Le souci d'une gestion démocratique et décentralisée des ressources naturelles s'inscrit dans le champ de cette préoccupation.

### **Une approche de la dynamique du territoire**

Très institutionnelles, les méthodes de gestion des ressources n'accordent pas suffisamment d'attention à la situation géographique ni à l'évolution que connaît le territoire sur lequel vivent les acteurs concernés. Bien sur, depuis longtemps, on sait qu'une commune urbaine ne fonctionne pas de la même façon qu'un petit village. La réflexion sur l'organisation du territoire qui a précédé la loi de décentralisation au Sénégal a pris en compte des données géographiques. Le territoire n'est donc pas totalement absent des réflexions. Le problème vient du fait qu'on ne lui accorde pas la place qu'il mérite.

Pour améliorer la situation, il est nécessaire de mieux comprendre les dynamiques du territoire ses découpages et ses réseaux, son animation par des centres hiérarchisés, ses flux économiques, démographiques... Ces derniers s'établissent suivant des différenciations spatiales concernant les zones marginales ou les pôles de développement par exemple. En aidant les acteurs situés aux niveaux local, régional ou national, à identifier ces différents types de territoires, à apprécier les défis à relever et les réponses à y apporter, il sera possible de mettre en œuvre une politique plus efficace de gestion décentralisée et démocratique des ressources.

## **HYPOTHESES DE TRAVAIL ET CONSEQUENCES MÉTHODOLOGIQUE**

Les hypothèses de travail ainsi que les méthodes qui suivent ont pour objectif principal de mieux articuler les démarches institutionnelles aux dynamiques du territoire (cf. p. 51), en insistant sur les échelles régionales susceptibles de nuancer les approches "tout État" ou "tout local" (cf p 31) qui ont prévalu jusqu'à maintenant. Dans ce cadre, on focalisera l'attention sur la façon dont les sociétés construisent et gèrent leur territoire. C'est-à-dire comment elles produisent et surtout comment elles organisent les échanges sur le flux d'hommes, de biens et d'informations entre villes et bourgs marchands, entourés de villages.

L'objectif secondaire est de préparer le travail de terrain en choisissant une zone d'étude contenant des situations suffisamment représentatives pour être généralisées à l'ensemble du Sahel et éviter de tomber dans le piège d'une analyse anecdotique. L'enjeu final de cette démarche est évidemment de dégager des recommandations méthodologiques et opérationnelles.

Trois hypothèses de travail ont été retenues. Elles concernent respectivement les trois niveaux d'appréhension, assez classiques, du territoire comprenant d'abord les grands espaces, les aires continentales et les États nation, ensuite les régions et finalement les petits espaces ruraux, que ce soient les cantons, les villages ou les quartiers.

L'hypothèse 1 a trait à l'ensemble des dynamiques sahéliennes. Ces dernières ont été en partie analysées. Nous postulons ici que l'incidence de la mondialisation des échanges et la difficulté des États sahéliens à s'insérer dans les réseaux de flux économiques mondiaux obligent ces États à puiser de plus en plus dans leurs ressources internes au point d'atteindre des situations de ruptures. Cette hypothèse conduit à choisir, pour l'étude de cas, un État sahélien présentant de fortes tensions entre ressources et populations.

L'hypothèse 2 a trait aux ajustements régionaux. Ces ajustements (exode autant que front pionnier) deviennent indispensables faute d'ouverture économique et conduisent à des transferts par le biais de projets. Cette hypothèse conduit à choisir un transect régional suffisamment diversifié pour prendre en compte une gamme de situations relativement représentatives du Sahel actuel.

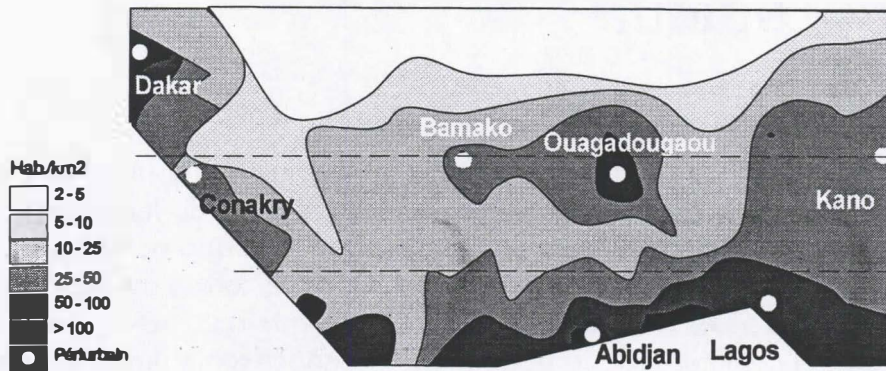
L'hypothèse 3 a trait aux dynamiques locales : celle des villages et des "pays". Elle conduit à définir des situations contrastées et les critères permettant leurs analyses.

L'articulation entre échelles doit permettre, de généraliser les analyses réalisées pour obtenir une vision globale et argumentée du Sahel en matière de gestion des ressources naturelles.

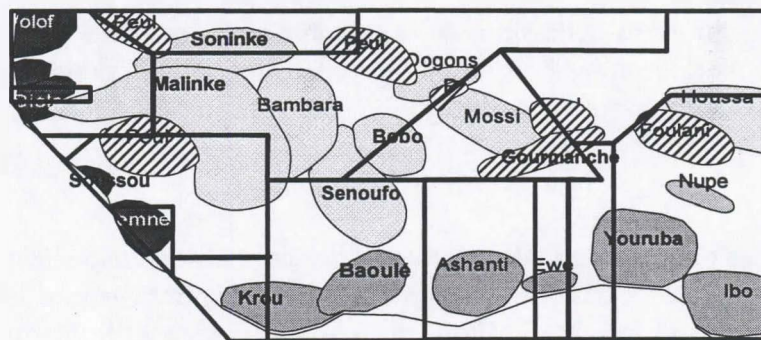


# CHOIX D'UN PAYS D'ETUDE

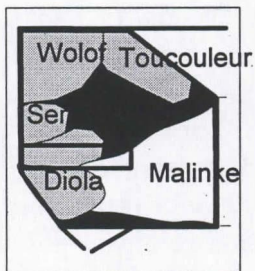
## Densité de population rurale



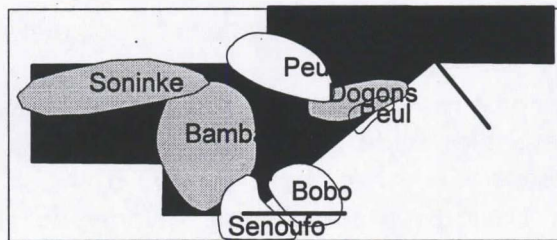
## Découpage des Etats



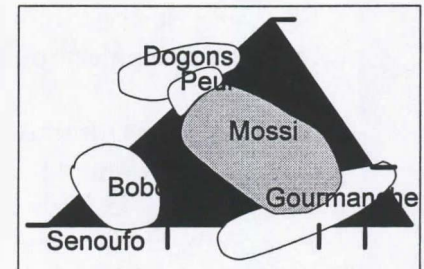
Sénégal



Mali



Burkina



La bande des fortes démographies rurales sahéliennes a fait l'objet de nombreux réajustements territoriaux depuis la constitution des royaumes situés à l'interface du Sahara. Les derniers en date s'inscrivent sur un divorce profond entre les populations et leurs milieux. Ils se traduisent par de nombreux mouvements de population ainsi que de nouvelles relations au sein de sociétés rurales.

Plusieurs pays enclavés, notamment le Mali, le Burkina faso et le Niger subissent cette recomposition, à la différence du Sénégal. Sa façade maritime et Dakar lui confèrent une physionomie différente. Dans ce contexte, le Burkina semble un pays représentatif des tendances actuelles du Sahel Ouest africain.

## **Hypothèse 1 : aux niveaux international et national**

La mondialisation des échanges marginalise le Sahel et ralentit son intégration économique internationale. Il en résulte, face à une démographie croissante, une faiblesse du secteur urbain industriel et tertiaire, le maintien d'un secteur primaire archaïque qui épuise les ressources et une difficile mutation des systèmes d'encadrement socio-territoriaux.

Du coton, de l'arachide, de la viande en faible quantité et à des prix très élevés, le Sahel a peu de chose à offrir au marché international ! Ce dernier le lui fait bien sentir. Il marginalise le Sahel. Enclavé, ce dernier a tendance à se refermer sur lui-même.

Il en résulte pour les pays du Sahel des problèmes assez voisins. Le divorce est profond entre les croissances économique et démographique. Les flux économiques (sauf dans quelques régions privilégiées : zones coton, périmètres irrigués...) sont insuffisants pour permettre une capitalisation des "exploitations agricoles". Ces dernières ne disposent pas du matériel indispensable (charrettes, charrues, intrants...) et mettent souvent en œuvre des techniques archaïques pour produire suffisamment. Elles survivent en détruisant les ressources naturelles. Les sanctions sont implacables : tensions sociales et exode rural. Dans ce contexte que signifie gérer les ressources naturelles ?

Pour répondre à cette question, trois raisons principales nous ont conduit à retenir le Burkina Faso.

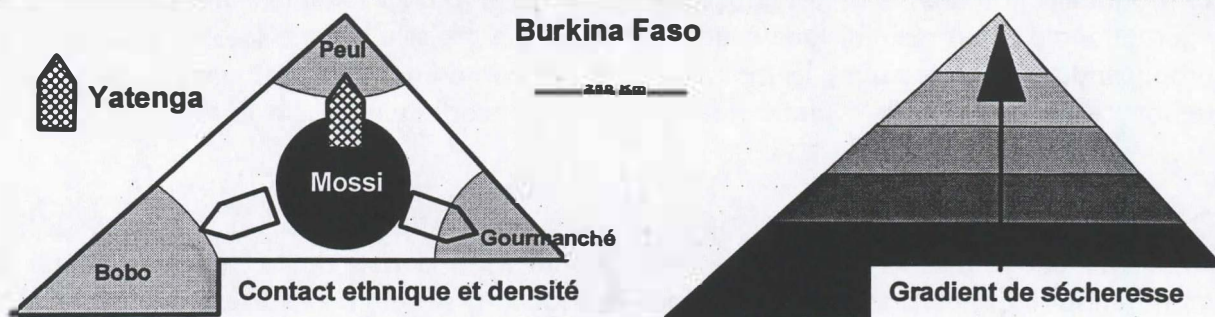
Ce pays est situé dans la zone de forte densité démographique sahélienne (50-100 hab/km<sup>2</sup>). Cette zone correspond à l'alignement des anciens royaumes précoloniaux situés approximativement le long du 15° parallèle de latitude Nord et aux isohyètes 500-700 mm/an). On y retrouve les principales capitales des pays sahéliens (Dakar, Bamako, Ouagadougou, Niamey...). Elles sont entourées d'un espace rural densément peuplé qui contraste avec leurs périphéries en cours de colonisation.

Le Burkina Faso s'organise autour d'une ethnie dominante dont la masse est facilement identifiable : les Mossi (50 % des Burkinabé et 5 millions d'habitants). Pour ne pas tomber dans trop de particularisme, nous avons exclu les petites ethnies ou celles coupées par les frontières étatiques.

Le Burkina Faso connaît un processus de décentralisation, concernant les provinces, les départements et les communes. Depuis une dizaine d'années de très nombreux projets de Recherche - développement, de gestion de terroirs et de développement local se réalisent au Burkina Faso.

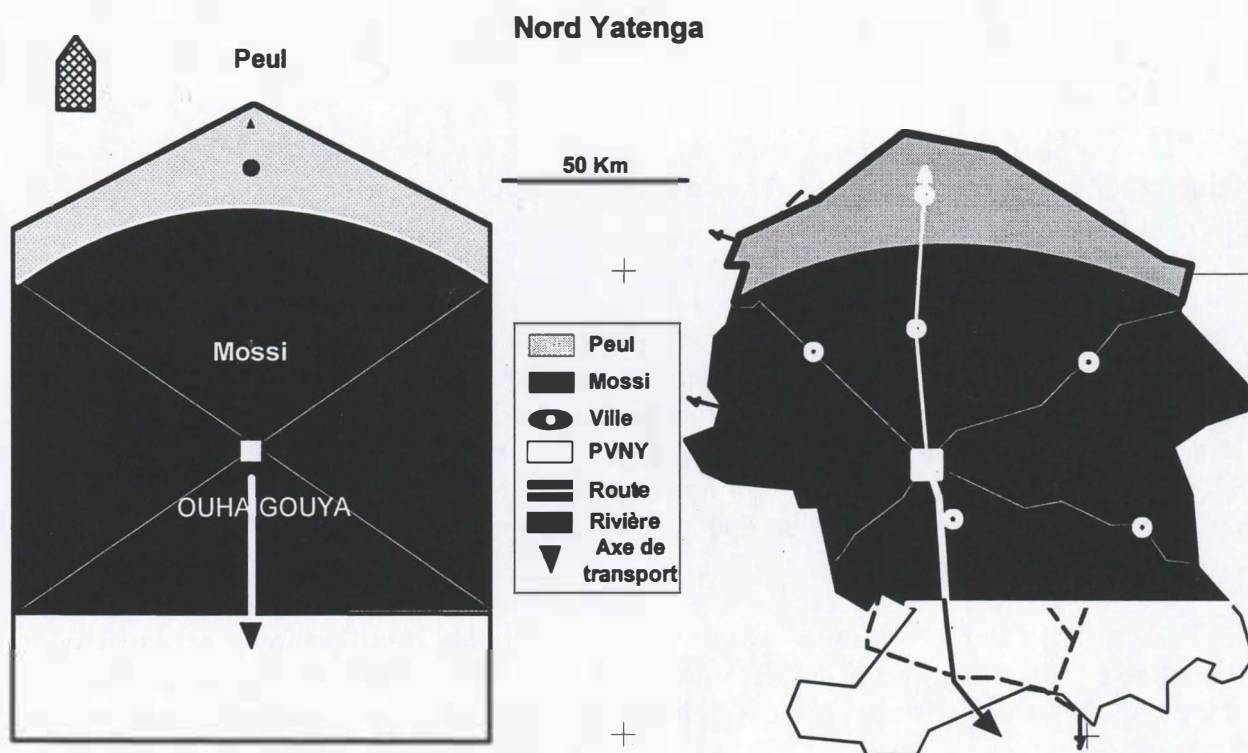


## CHOIX DE LA ZONE D'ETUDE



Avec 55% de la population et un taux de croissance de 3% par an les Mossi cultivent 30% des superficies productives du pays sur des sols appauvris. Cette ethnie doit donc redéfinir son statut territorial avec le reste de la population, principalement : les "Bobo Peul et Gourmanché, "occupant les 3 sommets du "Triangle" Burkinabé.

Nous avons retenu l'un des 3 sommets pour cette étude, celui du Nord, correspondant à la province du Yatenga, cumulant au moins trois gradients : démographique, climatique et ethnique (les Peul)



Le Yatenga, situé au Nord du Burkina Faso, présente au moins trois critères particulièrement intéressants qui permettent de comprendre comment sont gérées les ressources naturelles au Sahel : des situations socio-territoriales très contrastées du fait des disparités existant entre milieux physiques et humains, des interventions continues depuis pratiquement le début des indépendances, ce qui permet d'avoir une idée assez précise des évolutions qui s'y sont produites et des causes qui en sont responsables et enfin de fortes mutations retraçant celles qu'a connu le Burkina Faso et plus généralement le Sahel.

Nous ne retiendrons que la partie Nord du Yatenga, c'est à dire, celle correspondant à la zone d'intervention du dernier projet le PVNY (Projet Vivrier Nord Yatenga) dont la méthode correspond à la "Gestion des Terroirs"



## Hypothèse 2 : au niveau régional

L'insécurité alimentaire, la dégradation des ressources et l'absence de développement des zones rurales les plus peuplées provoquent des "fronts pionniers mal contrôlés" qui occupent et dégradent leurs derniers espaces libres.

Une région suppose un centre qui diffuse un pouvoir de commandement, des réseaux qui organisent les flux, une périphérie, une frontière.

Ces éléments, aussi simples soient-ils, ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal au Sahel. Les capitales régionales ne fournissent pas les équipements et les services (commercialisation, appui technique...) indispensables au développement des zones rurales qui les entourent. Il en résulte un exode rural important vers les villes et des migrations vers les derniers espaces libres, (zones d'élevage extensif, terres libérées de l'onchocercose et périmètres irriguées). Ces fronts pionniers vers les marges encore peu peuplées provoquent des heurts parfois violents entre les migrants et les populations autochtones. Ces conflits de pouvoirs remettent en cause le devenir des ressources naturelles et toute perspective de développement à terme.

Une plus grande décentralisation permettra-t-elle de mieux gérer les ressources encore disponibles à l'échelle régionale, alors que les dérégulations semblent battre leur plein ?

Cette interrogation nous a conduit à choisir le Yatenga, situé au nord du Burkina Faso.

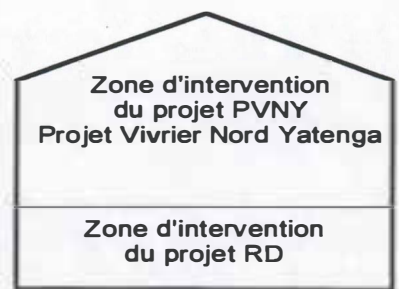
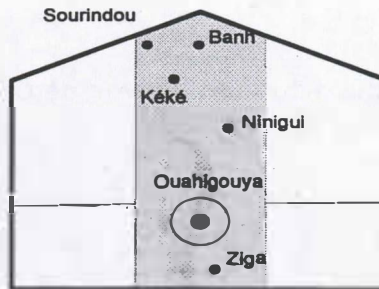
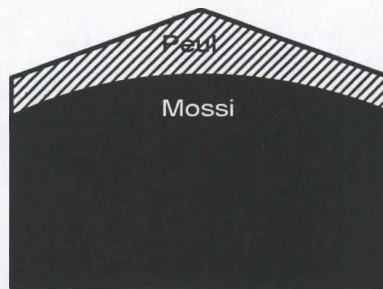
Cette région présente des situations contrastées sur une courte distance, (100 km), résultant d'interactions entre un gradient de pression foncière (allant de la capitale régionale Ouahigouya jusqu'aux marges sèches peu peuplées), un gradient climatique sud-nord allant de 700 à 300 mm/an et enfin un contact interethnique Mossi - Peul recoupant des relations agriculteurs éleveurs. Nous utiliserons ces contrastes pour étudier quelques "situations types" que l'on rencontre dans de nombreuses régions sahéliennes.

Des interventions se déroulent depuis plus de vingt ans au Yatenga (projet Recherche Développement de 1975 à 1990 puis de 1990 à 1995 le Projet Vivrier Nord Yatenga). Cela permet d'avoir une idée assez précise de l'évolution des sociétés comme des milieux physiques, des systèmes de production et de gestion des ressources naturelles.

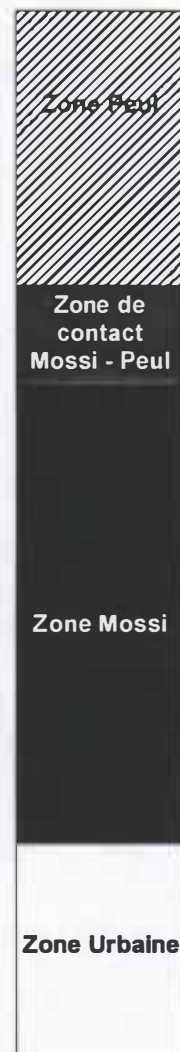
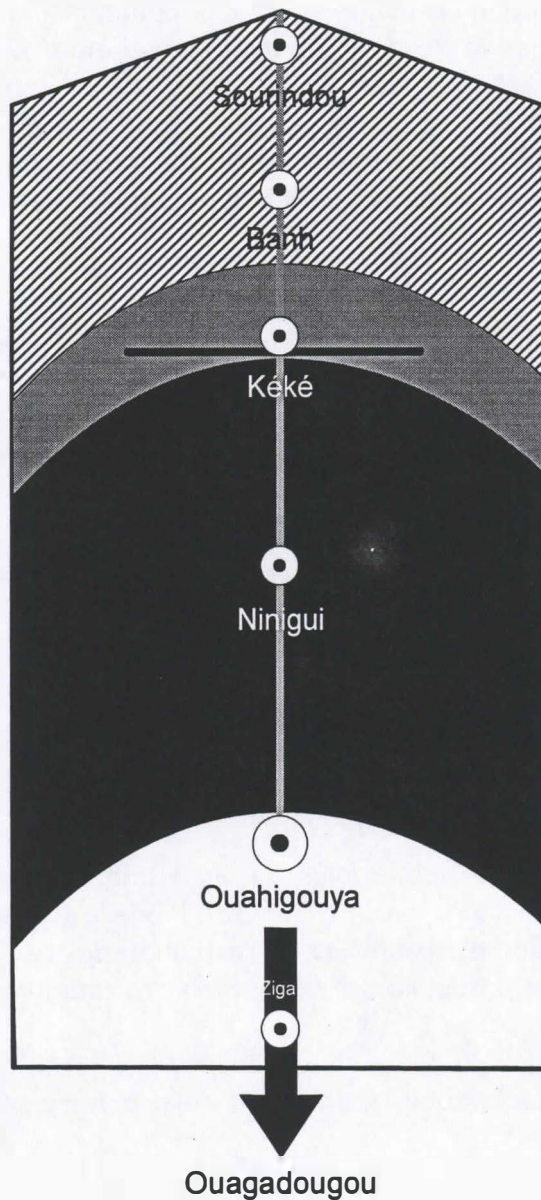
De fortes mutations ont affecté autant les sociétés et les acteurs en place que les territoires qu'ils gèrent.

## DISPOSITIF D'INTERVENTION

### Nord Yatenga



### Transect Ziga - Sourindou



### Hypothèse 3 : au niveau local

Les situations sont très différentes. Mais pour chacune d'elles, la gestion des ressources dépend des négociations entre les villageois en relation avec les interventions externes (Etat, services techniques, projets de développement rural, ONG...)

Le dispositif d'étude comprend quatre "situation-types" situées sur un transect (100 km de long) allant de la capitale régionale Ouahigouya à la frontière du Mali :

- dans la zone Mossi agricole et très peuplée, deux gros villages (2.000 hab) Ziga et Ninigui... ayant une histoire et une gestion des ressources très différentes, ont été retenus ;
- dans la zone Peul deux situations ont également été retenues : l'une concerne un petit bourg rural *Banh*, l'autre *Sourindou* a trait à un système de pâturages clef de la zone ;
- une situation de contact Peul - Mossi : Le village de Kéké ;
- deux zones et péri-urbaines prenant en compte une filière de produits maraîchers composés de jeunes agriculteurs et l'ONG "Naam", qui a son siège à Ouahigouya. Cette ONG correspond en fait à un mouvement syndical agricole, qui regroupe environ 400.000 adhérents dans l'ensemble du Burkina Faso et essaime dans d'autres pays sahéliens.

La méthode d'étude aborde, en trois points, chaque situation locale.

Le premier concerne le contexte. Quels sont les problèmes les plus importants rencontrés par les acteurs, que ce soit au niveau des ressources naturelles, de leur gestion ? Quels sont les objectifs et les stratégies qu'ils mettent en œuvre (conflits, ententes, négociations) face à ces problèmes ?

Le second prend en compte les aides apportées par les interventions externes. Quelles sont les démarches mises en œuvre et les résultats obtenus ? Quel sont leur intérêt et leur limite ?

Une conclusion replace chaque situation dans des perspectives spatiales d'une part en étudiant quelles sont ses relations avec les autres situations et d'autre part en prenant en compte les évolutions historiques qui ont eu lieu.



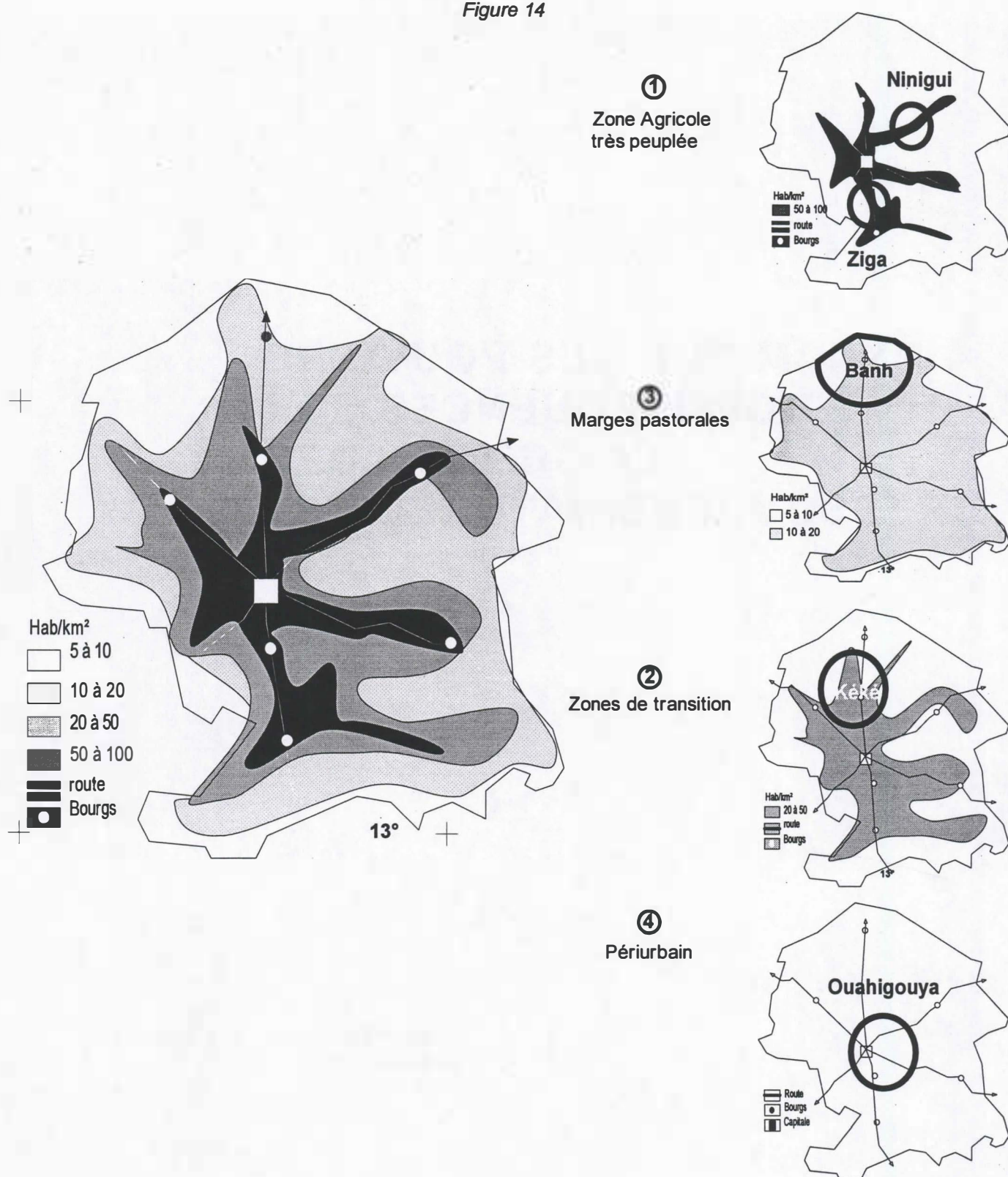
# **DYNAMIQUE DES POUVOIRS ET CONSEQUENCES SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

(Chapitre 2)

**Le cas du Yatenga  
au Burkina Faso**

# DYNAMIQUE DU TERRITOIRE

Figure 14



Pour comprendre la gestion des ressources naturelles au Yatenga, quatre situations territoriales contrastées mais dépendantes les unes des autres sont étudiées. Pour chacune d'elles, les défis que rencontrent les populations suscitent des réponses. Cette succession de défis-réponses montrent un jeu complexe des acteurs en présence, des règles de gestion mouvantes, des pouvoirs qui se détruisent, changent et se reconstruisent avec pour sanction la dégradation ou la réhabilitation des ressources naturelles et la mise en place d'une nouvelle organisation du territoire. Dans ce contexte, la décentralisation du pouvoir se confronte à une complexité des territoires et des pouvoirs, alors que l'entente, sorte de démocratie de base, semble le creuset dans lequel se confrontent les multiples stratégies d'acteurs capables de dégager des axes de développement.

## INTRODUCTION

A deux pas du Mali, reliant l'extrémité Nord surpeuplée du plateau Mossi et la zone d'élevage peul peu peuplée, le Yatenga affronte une crise profonde : dégradation des ressources, conflits de pouvoirs, développement incertain, trois thèmes centraux de notre recherche.

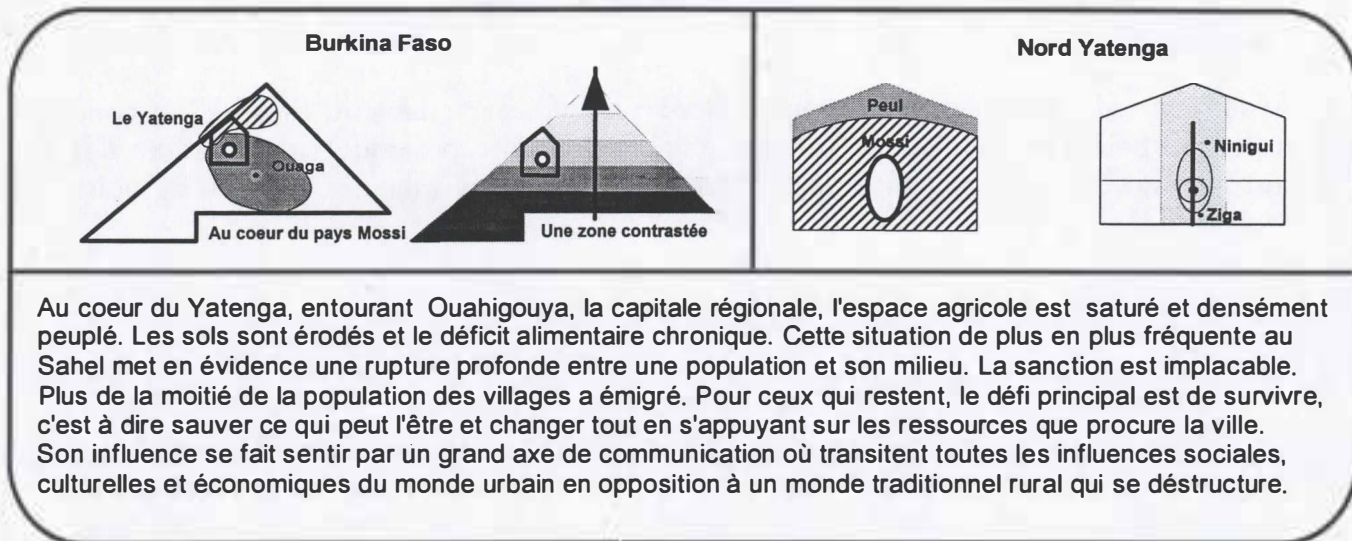
On distingue (1) une zone agricole à forte densité de population, le nord du plateau Mossi, s'opposant à (2) une périphérie pastorale peu peuplée. Cela suppose, entre ces deux extrêmes, (3) une zone intermédiaire ainsi que (4) une capitale régionale. Ces situations ne sont pas indépendantes. Elles s'intègrent (5) dans des constructions géographiques plus vastes : le Yatenga, le Burkina Faso et le Sahel. En articulant ces différents niveaux, l'approche spatiale permet de donner un sens aux analyses de détail et de généraliser à des territoires plus vastes les faits observés, compte tenu des préalables méthodologiques pris pour changer d'échelle. Ces cinq ponts structurent l'étude qui suit.

Cette étude du Yatenga apporte faits et témoignages sur les évolutions des ressources et celle des sociétés qui les utilisent. Ces évolutions sont profondes comme dit un paysan : *"La terre se gâte, on récolte sur dix champs moins que sur un seul autrefois, les bas fond s'assèchent, nos enfants vont souffrir"*. Cette étude dépasse cependant la simple description des faits. Elle cherche à en comprendre les causes. Elle s'interroge enfin sur la contribution des interventions au développement de la région. Quels sont leurs apports "techniques" ? Les projets de développement rural ont-ils aidé les villageois à se gérer avec plus d'autonomie (décentralisation) tout en respectant leur différence (démocratie). En un mot, comment se croisent la nature, les pouvoirs et le développement au Yatenga ? Les réponses à une telles questions devraient apporter des éléments concernant la dernière partie de l'étude intitulées "enseignements et les recommandations"

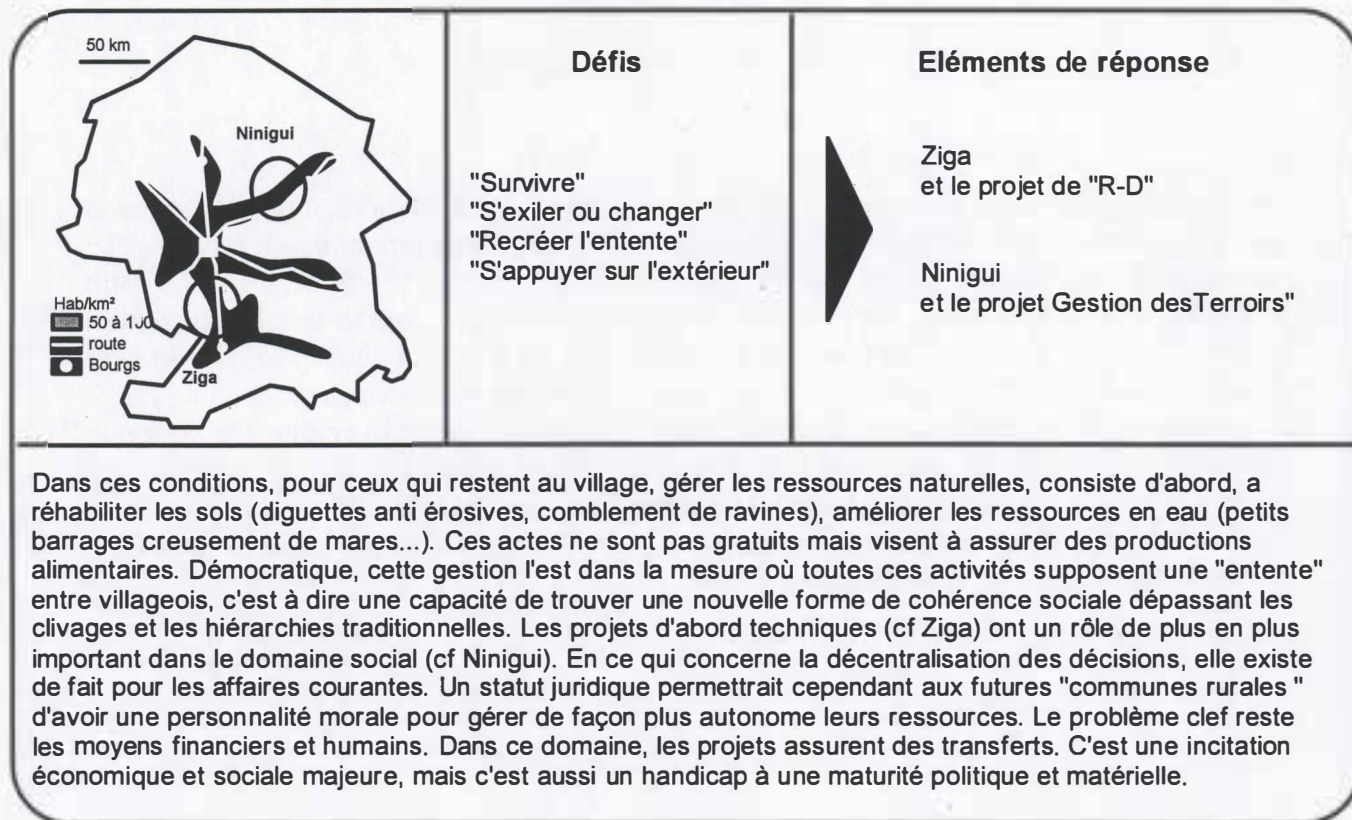


# **ZONE MOSSI** Zones à forte densité rural Encadré 15

## **Situation et positionnement de la zone**



## **Résumé - conclusions**



# DYNAMIQUE DU POUVOIR LOCAL ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN ZONE MOSSI (zone 1)

## LE CENTRE YATENGA, UNE REGION A BOUT DE SOUFFLE

Avec cent habitants au km<sup>2</sup>, alors que la banque mondiale en estime le seuil limite à vingt, on s'attend à une organisation sociale, des systèmes de production et une gestion particulièrement efficace des ressources de cette région. Or, il n'en est rien. La situation est catastrophique et, comme dit un paysan : *"Avant, un homme n'avait que deux enfants avec une seule femme. Maintenant, il en a dix avec deux ou trois femmes. La production ne nous suffit pas. Les gens se multiplient. La terre se gâte et nous avons faim."* <sup>16</sup>

Dans cette situation de crise, les relations avec l'extérieur sont essentielles. Elles jouent sur les flux d'hommes et de biens. Gérer l'exode, savoir qui part, où et quand, est devenu un art. A la fois fuites, placements humains et financiers, ces départs concernent la totalité des villages du centre Yatenga où plus de la moitié des habitants est déjà partie. Capter l'aide alimentaire mais aussi "le développement" et l'argent qu'il amène sont une autre préoccupation.

Une vie précaire s'établit alors entre deux mondes : garder le peu que l'on a, survivre et attirer ce que d'autres (projets, gouvernement, ONG, ou les cadets exilés), plus riches, plus compétents, mieux informés peuvent apporter. Maîtriser cette situation, en rupture avec la société "traditionnelle", exige de nouveaux acteurs et de nouveaux modes de gestion des ressources. Ziga et Ninigui, deux gros villages de la zone où des expériences de développement très différentes ont été conduites depuis vingt ans, éclairent ces mécanismes.

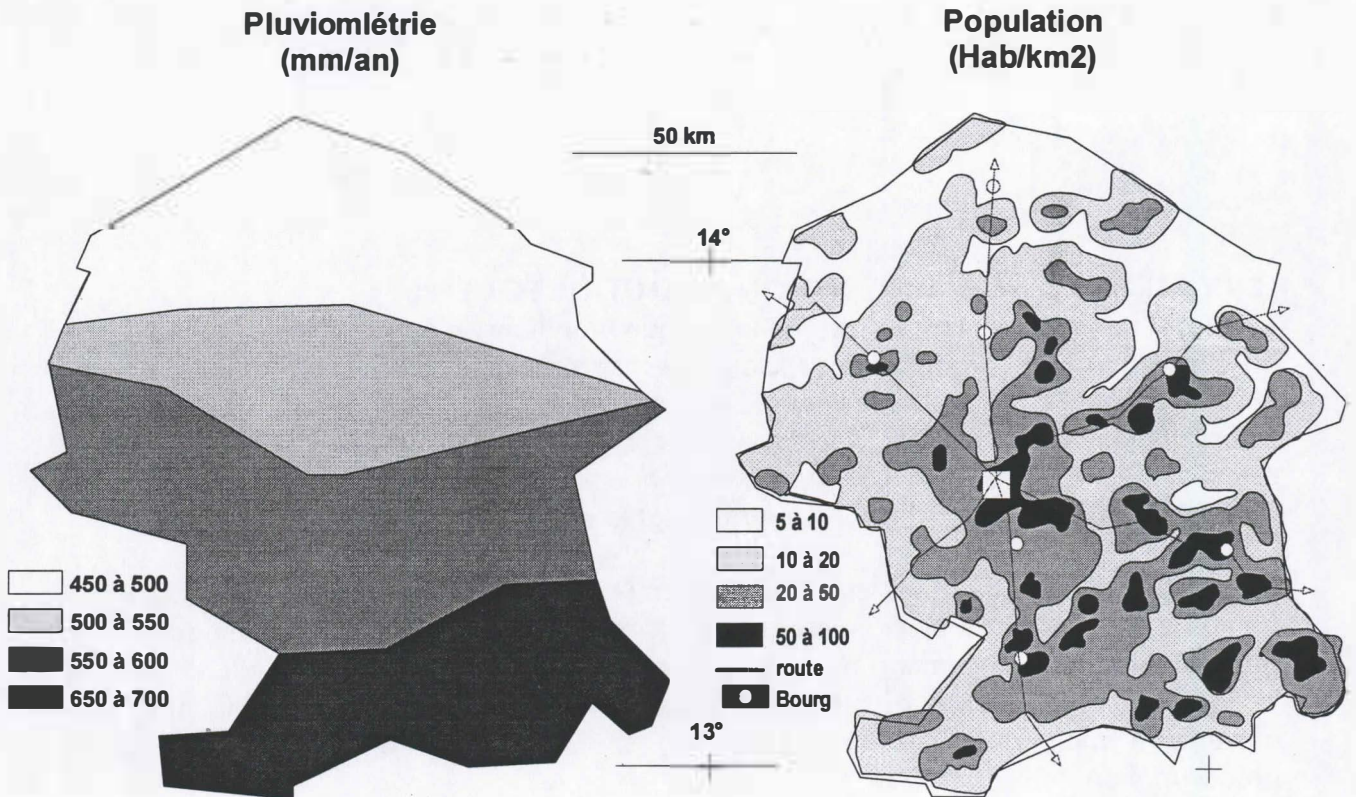
## LES PROBLEMES

### Survivre

*"Les greniers sont vides deux mois par an."* <sup>27</sup> Les manques de terres et d'eau en sont à la fois cause et conséquence. Exploiter pour survivre détruit le support d'une production aux techniques rudimentaires : peu d'outils, pas d'intrants... Mil et sorgho couvrent 90 % des surfaces cultivées et occupent toujours la même place dans le terroir : mil sur le haut glacis, sorgho sur le bas. Il n'y a donc pas ou peu de rotations mais juxtaposition de monocultures. Les rendements en souffrent et sont très bas.

## PEUPLEMENT ET MILIEU : LE DIVORCE

Figure 15



(Source : Dugué P.)<sup>31</sup>

(Source : Marchal J. Y.)<sup>36</sup>

Le noyau de peuplement dense de la zone de Ouahigouya (60 hab/km<sup>2</sup> en moyenne) avec un gradient marqué du centre vers la périphérie et des gros villages tels que Ziga et Ninigui (atteignant 80 hab/km<sup>2</sup> et une population voisinant 2.000 hab pour chacun d'eux) est le résultat de structures politiques anciennes qui ont su accumuler les populations dans des milieux difficiles.

Des régulation malthusiennes ont fonctionné par le passé, à travers l'impact dramatique des famines récurrentes (1835, 1880, 1907). En 1914, un quart de la population périt lors d'une famine et les disettes se répéteront en 1930, 1974 1984. La mise en place progressive de moyens de communication et d'approvisionnement en céréales, les réseaux d'échange de main-d'oeuvre et de biens, enfin des possibilités d'émigration vers des zones de terres neuves, la ville et l'étranger (RCI, Ghana...) expliquent la disparition progressive de ces disettes.



L'élevage est extensif. Les animaux doivent se débrouiller pour vivre. Le petit élevage procure des revenus d'appoint. Les bovins aident au labour et à la fumure de la terre. S'ils ont fortement régressé lors des dernières sécheresses (1974 -1984), ils augmentent à nouveau. Les troupeaux, gardés par des enfants en saison des pluies, divaguent en saison sèche. A Ziga et Ninigui, où la population est forte, les bêtes restent enfermées une grande partie de la journée et sont nourries de résidus de culture, parfois d'aliments pour le bétail.

La diversification, des produits et des activités, est de règle pour améliorer l'ordinaire. Les habitants de Ziga et Ninigui pratiquent le petit commerce et l'artisanat sur les marchés locaux. Depuis 1986 l'orpaillage se développe. Le travail saisonnier ou définitif en Côte d'Ivoire existe depuis des générations. Les migrations limitent la force de travail disponible en saison sèche, période de réalisation des aménagements anti-érosifs.

La gestion des ressources naturelles est difficile du fait de leur rareté. La pression de la disette alimentaire, liée à une agriculture et à un élevage extensifs, n'arrange rien. L'intensification est difficile du fait de la rareté des ressources, de la pauvreté ambiante et du coût des intrants.

Ces situations ne sont pas figées mais handicapent lourdement les évolutions vers plus d'initiative et d'autonomie qu'elles soient individuelles et/ou collectives. Dans ce domaine, une des voies privilégiées par les villageois est de (re)créer des ententes.

### **Recréer l'entente et capter le développement (Les villageois parlent)**

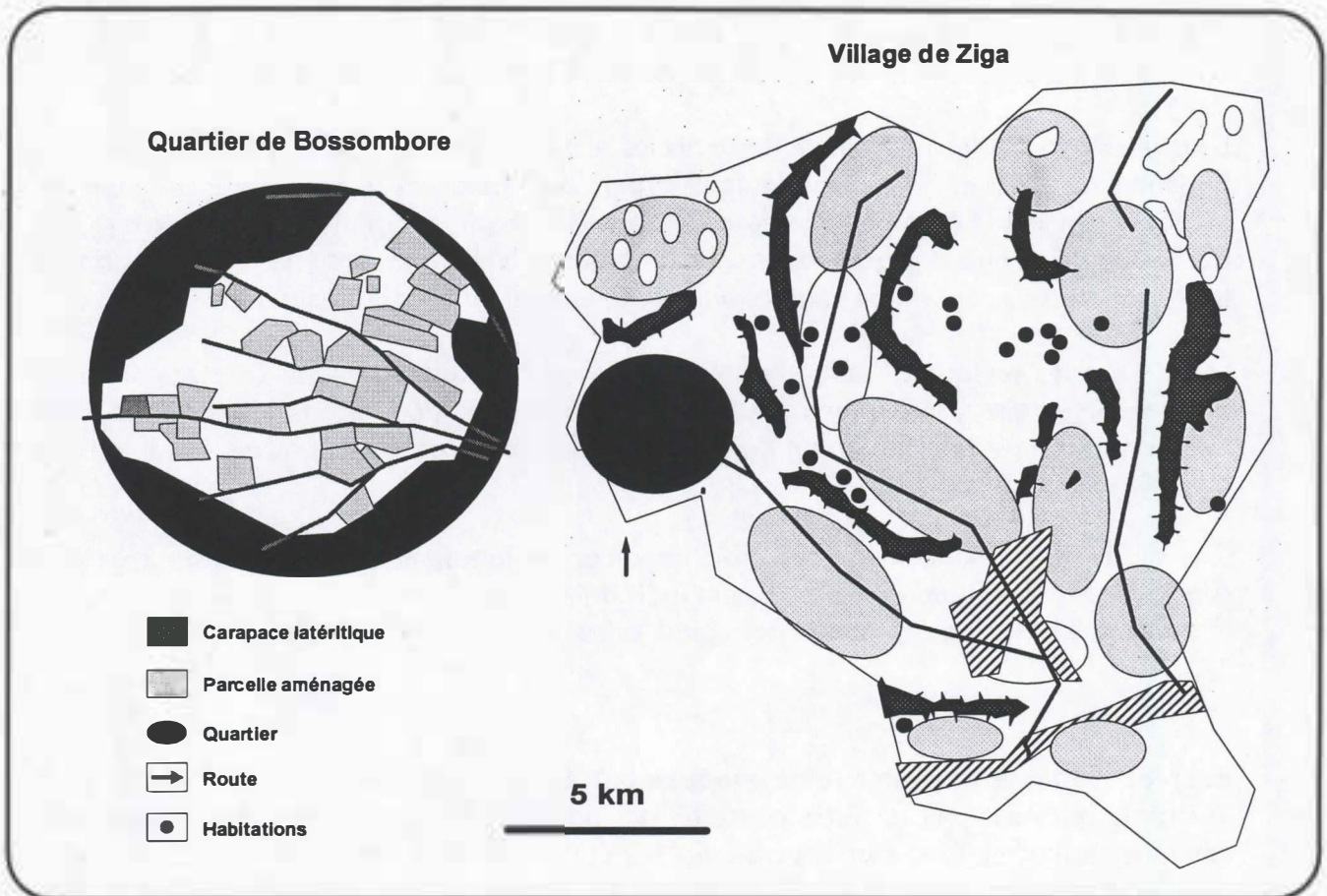
*"Avant, tu pouvais venir ici, mais ce n'était pas possible de nous trouver réunis en groupe comme aujourd'hui. Cela était impossible. Pour que le développement vienne, il faut d'abord créer une entente. Sinon ce serait comme avant, chacun tournait comme il voulait. Grâce à l'entente, on a pu se mettre d'accord pour creuser des puits. On est capable de travailler ensemble avec notre "entente". C'est l'entente qui nous a poussés à créer un groupement. C'est par l'entente que vient le développement. Pour cela, nous voulons une "liberté" pour faire une association, faire ce que nous pensons et nous donner nos propres règles." <sup>16</sup>*

Un agent technique complète ce témoignage en identifiant deux types de situation: "Si les villageois sont unis vis-à-vis de l'extérieur, il faut comprendre pourquoi et faire un projet qui réponde à leurs problèmes. Il faut reconnaître ceux qui sont capables de prendre en main ce projet. Dans cette phase, les "Anciens" peuvent conserver un pouvoir de contrôle (et éventuellement de blocage) sur le changement. Si les villageois ne s'entendent pas et étalent leurs "divisions", il faut connaître aussi pourquoi, contacter tous les représentants des divers "clans" et les impliquer dans le débat. En s'appuyant trop sur les responsables "officiels" (délégués CR) on ne touche qu'une fraction de la population et les autres s'estiment lésés. Après... seulement, si les villageois et leurs représentants arrivent à s'entendre (créer des ententes), on peut voir si l'on peut faire venir un projet".

Face à ces difficultés alimentaires, techniques, sociales et environnementales... quelles solutions ont apporté les interventions réalisées à Ziga (Projet de Recherche-développement) et à Ninigui (Projet "gestion des terroirs" PVNY) ?

## AMENAGEMENT DU TERROIR DE ZIGA

Figure 16



(Source : Dugué P.)<sup>32</sup>

Après l'aménagement du premier quartier de culture Bossombore du village de Ziga en 1986 et 1987, les intervenants du projet et les responsables des groupements villageois ont réfléchi à l'extension de ce type d'expérience à d'autres villages. Le choix de ces zones a nécessité un consensus entre les groupements.

En 1989, dans le village de Ziga, 3 quartiers de culture ont été retenus pour être aménagés. Ils couvrent une superficie totale de 700 ha soit 14 % du terroir villageois. Le choix des deux derniers quartiers correspond à une demande précise des paysans mais aussi aux possibilités techniques de réaliser ces aménagements dans de bonnes conditions (pierres à proximité, type de terrain valorisant les aménagements. . . ).

A ce stade, un débat ouvert avec l'ensemble de la population est indispensable pour élaborer un plan d'aménagement concernant l'ensemble du terroir de Ziga. Cette concertation a été difficile à organiser dans le cadre du projet R-D, du fait de la taille du village. Mais ce débat a permis d'aborder le problème de la gestion des ressources dans sa globalité, notamment en ce qui concerne :

- la place de l'élevage sédentaire et transhumant dans l'aménagement du terroir villageois ;
- l'extension des aménagements anti-érosifs aux zones éloignées des gisements de pierres ;
- l'impact de ces travaux sur la recharge des nappes phréatiques.

## LES RÉPONSES

### Ziga et le projet de R-D : (interventions de 1975 à 1990)

#### *Démarche et résultats*

La première phase du projet élabore et diffuse de nouvelles techniques culturales, des variétés et des intrants ainsi que des techniques d'amélioration de l'élevage comme l'embouche ou le stockage du fourrage. Mais leur adoption est difficile car les "risques économiques (investissement non rentable, production vivrière moindre) encourus par les paysans sont trop importants." <sup>31</sup> La sécheresse de 1984 ne facilite pas les choses. Les recherches sont alors modifiées. Trois programmes sont retenus: i) l'alimentation hydrique des cultures, principal facteur limitant des rendements agricoles, ii) l'amélioration de l'élevage en l'associant d'avantage aux cultures (résidus de récolte) et à la régénération des pâturages naturels herbacés et arborés, iii) l'intégration des techniques (culturales et pastorales) aux exploitations, quartiers et terroirs villageois.

La deuxième phase du projet, s'oriente alors vers la conservation des ressources naturelles, la lutte anti-érosive et la gestion des terroirs. Cette intervention, sans être tout à fait nouvelle (la DRS - défense et restauration des sols - est connue depuis longtemps), aborde cependant la question d'une toute autre façon. Elle cherche à impliquer les paysans. Les hésitations, les expérimentations sont alors longues et incertaines.

Deux démarches sont mises en œuvre

L'une concerne "l'exploitation agricole". Les paysans aménagent leurs parcelles avec leur main-d'oeuvre familiale. Le projet se limite au conseil technique, au tracé des courbes de niveau et dans certains cas au prêt d'une charrette pour le transport des pierres. Les paysans investissent beaucoup de travail dans la régénération d'un champ inculte (sol décapé en surface) par combinaison de techniques : cordons pierreux, mulch pailleux, "Zay", fumure organique. La stratégie est extensive : il s'agit de gagner de la surface.

L'autre vise à "aménager des quartiers de culture" de 100 à 500 ha. En concertation avec les groupements de paysans et après recensement des propriétaires, un espace à aménager est repéré et délimité. Ces paysans (20 à 50) constituent le groupe interlocuteur du projet. La 1<sup>ère</sup> saison sèche est consacrée à la réalisation des cordons pierreux et la 2<sup>e</sup> à l'aménagement de la zone, mise en défens pour permettre aux arbres plantés de prospérer. Ces aménagements s'accompagnent d'une vulgarisation des techniques d'amélioration céréalière, notamment le semis en ligne, le compostage des pailles ou l'emploi d'engrais.

L'aménagement parcellaire des exploitations aboutit à des réalisations concrètes sur des surfaces réduites (20 % du terroir de Ziga). Il permet aussi des résultats rapides comme l'augmentation des terres disponibles et l'augmentation de la production. Au niveau du village, l'effet démonstratif de ce type d'aménagement est indéniable. Mais l'efficacité des ouvrages antiérosifs est limitée s'ils sont isolés. C'est souvent le cas car la réflexion avec les producteurs sur la gestion des ressources à l'échelle du territoire villageois est réduite.

A Ziga, la gestion des ressources naturelles profite d'innovations techniques, qui, de la parcelle ou du troupeau passent progressivement de l'exploitation au terroir villageois.



### *Difficultés rencontrées par le projet*

Essentiellement technique, le projet ne sait pas comment aborder les problèmes sociaux, même s'il en perçoit l'importance. La taille de Ziga (2.000 habitants) et la dispersion des pouvoirs de décision (plus de 20 groupements) déroutent l'équipe d'intervenants composée uniquement d'agronomes. *"Estimant que tous les chefs d'exploitations ne souhaitent pas investir du temps et des moyens dans un processus aux résultats parfois aléatoires, le volontariat est proposé au départ pour tester les innovations techniques."* <sup>40</sup> Selon les années, 20 à 30 % des chefs d'exploitations s'impliquent dans les opérations proposées.

### *Le point de vue des habitants de Ziga sur le projet et leur situation (1996)*

Six ans après, les habitants confirment que 1/3 des terres cultivables a été récupéré. Cela a permis une augmentation de production. Mais le déficit alimentaire est toujours crucial, même s'il est en partie résolu par l'achat de céréales grâce aux revenus d'un petit bétail d'embouche. Mais le principal problème est ailleurs. Les conflits se sont démesurément amplifiés. Il règne au village un malaise social. A l'analyse trois registres principaux cumulent leurs effets.

La dépréciation du pouvoir traditionnel est patente. Elle semble aller de paire avec un individualisme croissant, le non-respect des vieux et des femmes et la montée de la violence. L'influence de Ouahigouya, conjuguée à celle des grandes villes (Abidjan, Acra, Lagos...) sur les jeunes qui *"ne respectent plus rien"* est évoquée.

Une difficulté à faire confiance au pouvoir moderne. *Par exemple, pour les histoires de vols on peut aller chez le préfet ou au commissariat, mais les problèmes de familles doivent être réglés par la coutume car "on ne parle pas de cela à des étrangers"*. La question se complique quand les enfants volent leurs parents. La gendarmerie refuse d'intervenir et les autorités coutumières se désistent. Dans ce cas, les villageois semblent paralysés et démunis

Une perturbation d'ensemble remet en cause l'entente au sein du village et génère un processus de "non-développement." *"A quoi sert d'élever du petit bétail si c'est mon petit fils qui le vole pour aller faire la fête en ville alors que c'est pour lui que je l'élevais ?"*. Dit une vieille femme. Les conflits sont violents entre génération. L'entente se désagrège, même si les groupements sont nombreux et impliquent une grande partie de la population.

En résumé, le projet R-D répond à un certain nombre de problèmes **techniques** en apportant des éléments de solutions très intéressants mais insuffisants (le problème de soudure alimentaire est toujours aussi important). Sa principale faiblesse est de n'apporter aucun élément vraiment constructif au niveau des problèmes **sociaux** et organisationnels que rencontrent les villageois. Les termes de référence du projet R-D n'avaient même pas identifié cette difficulté. Il est d'ailleurs tout à l'honneur des techniciens de l'époque d'en avoir perçu l'importance. La seconde vague de projet (gestion des terroirs) est plus soucieuse de ce type de question comme nous allons le voir, sans pour autant négliger les aspects techniques largement explorés au cours de ce projet R-D

## Ninigui et le projet "Gestion des Terroirs" (interventions de 1990 à 1995)

### Démarche et résultats

La démarche mise en œuvre à Ninigui <sup>30</sup> aide les villageois à bien cerner leurs problèmes (diagnostic) et à mettre en œuvre des solutions pour les résoudre. Le diagnostic comprend i) l'identification des "besoins" (sanitaires, alimentaires, matériels...), ii) l'inventaire des "ressources" naturelles (exploitées et potentielles) et humaines (main-d'œuvre, organisation, "ententes"... ) du village et iii) un jugement sur les "écarts" entre ressources et besoins et la définition d'objectifs permettant de les réduire. Partant de ces objectifs, la recherche de solutions se traduit par des actions rassemblées dans un plan d'aménagement et de développement du village (PADV) qui en définit la cohérence et les priorités. Il donne aux villageois un cadre de négociations avec les partenaires extérieurs (ONG, Projets, Services...). Un dispositif de suivi-évaluation réajuste les actions en cours. A Ninigui, le PADV <sup>39</sup>, prévu sur 5 ans (93 - 98) rassemble une trentaine d'actions s'organisant comme le présente le tableau ci-dessous :

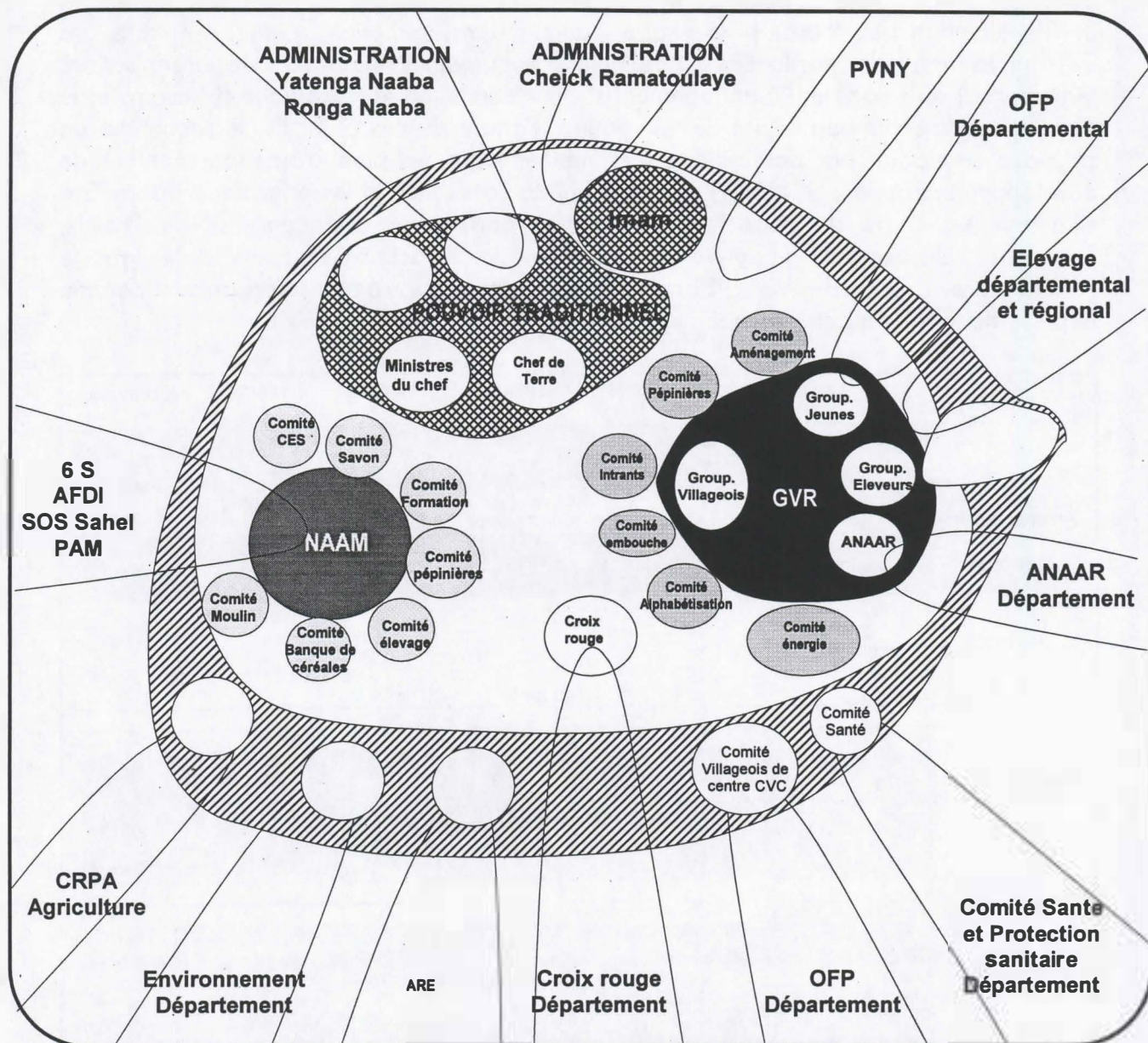
	Action	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98
Aménagement des terroirs	Cordons pierreux					
	Collectif	40 ha	50 ha	60 ha	70 ha	80 ha
	Individuel	20 ha	25 ha	30 ha	40 ha	50 ha
	Traitement de ravines	4	5	5	Restantes	
	Pépinières	4500 plants	6500 plants	6500 plants		
	Reboisement					
	collectif	3000 plants	5000 plants	5000 plants	5000 plants	5000 plants
	Individuel	1500 plants	1500 plants	1500 plants	1500 plants	1500 plants
	Crédit matériel					
Développement économique	charrettes,	30			30	30
	charrues,	6			6	6
	houes manga	10			10	10
	zipellés	30 ha	40 ha	50 ha		
	Maraichage :	5 ha	3 ha	2 ha	10 ha	
	Crédit petit commerce	70 femmes	70 femmes	70 femmes	70 femmes	70 femmes
	Formation artisanale	6	6		6	6
	Embouche ovine					
	collectif	90 ovins	90 ovins	90 ovins	90 ovins	90 ovins
Equipement	Individuel	150 ovins	150 ovins	150 ovins	150 ovins	150 ovins
	troupeaux	35+2	35+2	35+2	35+2	35+2
	Centre formation	Construction				
	auditeurs	60	60	60	60	60
	Route Ninigui-Koumbri	refection	refection	refection	refection	refection
	CSPS	Construction	Construction	Equipement	Finition	
	Marché de bois	Construction				
	Installation d'un forage	Quartier S	Quartier R	Quartier Z	Quartier n	Quartier n
	Forage	60	70	80	90	100
	Banque d'intrants	Construction	Finition			
	Salle de réunion	Construction	Finition			
	Stockage de matériel	Construction	Finition			
	Centre nutritionnel	Construction	Finition			
	Pharmacie		Construction	Finition		
	Moulin à grain			Construction	Finition	Finition
	Banque de Céréales			Construction	Finition	Finition

A Ninigui, la gestion des ressources naturelles laisse plus d'initiative aux villageois que la R-D. Les actions sont du même ordre, mais résultent de nombreuses négociations. La démarche se veut technique et sociale. C'est son point fort comme nous allons le voir.



# ORGANISATION DES POUVOIRS DANS LE VILLAGE DE NINIGUI

Figure 17



(Source : PVNY)<sup>38</sup>

Au plan social, la recherche des équilibres dans les mécanismes de représentation des ruraux demeure une question importante. A travers ce problème de la représentativité des assemblées qui se constituent, c'est celui de la légitimité même des instances locales et par conséquent leur viabilité qui est en jeu.

Dans cette optique, le projet "gestion des terroirs" a mis en oeuvre une analyse des différentes composantes sociales (groupes de pouvoir, rapports de force...) qui a permis de comprendre la situation sociale particulièrement complexe de ce village. Cette compréhension des groupes en présence éclaire évidemment la signification sociale des interventions techniques réalisées.

(Source plan de développement et d'aménagement de Ninigui - projet PVNY)



### *Intérêt et limites du PVNY*

L'identification des besoins (alimentaires, techniques, environnementaux...) à Ninigui n'a pas posé de problèmes. De nombreuses actions étaient d'ailleurs en cours pour les résoudre avant l'arrivée du PVNY. Ce dernier les a précisés et mieux hiérarchisés.

#### *Intérêt*

L'intervention est plus significative au niveau social. Le PVNY réduit les nombreux conflits amplifiés par l'extérieur : "Les Naam" (ONG Burkinabé) et le CRPA (service de l'agriculture). Pour ce faire, le PVNY passe une convention avec ces institutions et amorce un dialogue à 3 niveaux: les dirigeants institutionnels, les techniciens de terrain et les villageois.

A Ninigui, l'effet ne tarde pas. Un dialogue s'instaure. Les mentalités changent. Les conflits s'estompent, quelquefois avec difficulté, mais les régulations institutionnelles externes jouent et permettent de les surmonter. Des échanges de qualité s'instaurent entre les différents comités villageois (pépinières, aménagement, énergie, banque de céréale...). Les villageois échangent leur point de vue sur les problèmes des quartiers, des groupes d'âge et de sexe... Le PVNY permet de dépasser les clivages entre factions rivales et définit des stratégies communes sur les problèmes les plus importants du village. Cette nouvelle "entente" permet d'élaborer le Plan d'Aménagement et de Développement Villageois (PADV) incluant une meilleure gestion des ressources et le développement d'activités nouvelles.

#### *Limites*

L'appui social, n'apparaît pas dans le PADV. C'est un document opérationnel. Il suppose cependant un investissement important des intervenants pour que les villageois arrivent à créer une "entente" solide et définissent des stratégies communes. Cela exige des intervenants compétents, formés à une approche nouvelle, donc différents de ceux qui sont disponibles. Une gestion démocratique implique des relations entre acteurs et pas simplement la mise en oeuvre de recettes. C'est une "culture" avant d'être une "technique".

Trop lourde, trop lente, trop expérimentale, la démarche peut nettement s'améliorer. Les financiers y sont particulièrement sensibles car ils estiment que le temps investi par rapport aux résultats obtenus est trop élevé. Les villageois, quant à eux, ont parfaitement conscience des limites du PADV. Ce dernier ne changera ni le déficit alimentaire, ni l'exode rural, ni les circuits économiques, toujours aussi difficiles à s'amorcer... Les projets sont-ils pour autant voués à jouer un simple rôle de transfert ?

En résumé, le projet PVNY, tout en profitant largement des acquis techniques du projet RD qui l'a précédé, arrive à mieux maîtriser les problèmes sociaux que rencontrent les villageois. La démarche, sans être parfaite, est mieux construite et laisse plus d'initiative aux acteurs locaux pour mieux gérer leur développement et les ressources naturelles. Les problèmes du centre Yatenga ne sont pas pour autant résolus. Même si les ressources naturelles sont mieux gérées, même si cette gestion est plus démocratique, l'exode et la famine demeurent.

## **CRISE, RUPTURES, AIDE ET SOLIDARITE**

Au centre Yatenga, l'exode rural est massif et, pour ceux qui restent, les aides extérieures sont importantes. La façon dont se déroule cette rencontre entre les villageois et les intervenants externes évoluent profondément en vingt ans. Les actions se diversifient. De techniques, elles deviennent plus économiques et sociales. Les villageois s'impliquent d'avantage. D'une élite concernant les seuls chefs d'exploitation on passe à une forte implication des jeunes et des femmes.

### **De la parcelle au terroir.**

Au centre Yatenga, pour ceux qui restent au village, la gestion des ressources naturelles consiste d'abord à réhabiliter les sols par des diguettes, à améliorer les ressources en eau par des mares et des petits périmètres, à planter des arbres et élever du petit bétail. En cela, rien de gratuit, il faut améliorer la production pour vivre. Les interventions externes accompagnent ces actions et évoluent. De techniques, concernant l'amélioration à la parcelle ou le troupeau, elles passent à l'organisation de l'exploitation, du quartier de culture par le traitement de ravines ou les cordons pierreux, puis à celle du terroir villageois. On parle actuellement de développement local incluant plusieurs villages. La gestion des ressources naturelles a élargi son champ d'action tout en se diversifiant. Le PADV de Ninigui prend en compte le développement économique par le maraîchage, le petit commerce et l'artisanat, le développement social par le centre de formation, la banque, ou la boutique. Ces actions sont aussi importantes que l'aménagement des terroirs. Le PADV ne tombe pas pour autant dans le technocratie des projets intégrés des années 70, puisque l'initiative vient des villageois eux-mêmes. C'est là une toute autre démarche.

### **Du volontariat à une participation de l'ensemble des villageois**

Conscients de leurs limites autant techniques que sociales, les premiers intervenants (projet RD) proposent des actions à base de volontariat. Seule une élite, les chefs d'exploitation les plus riches ou disposant d'une forte main d'oeuvre, s'impliquent timidement (20%). Le PVNY sollicite l'initiative de tous les villageois déjà largement structurés en de nombreux groupements. Il cherche à réduire les nombreux conflits internes aux villages en créant des régulations régionales fortes. "D'élitiste", la gestion des ressources devient alors plus "démocratique", dans la mesure où toutes ces activités supposent une "entente" entre villageois. Il est nécessaire de trouver une nouvelle forme de cohérence sociale dépassant les clivages et les hiérarchies traditionnelles. En ce qui concerne la décentralisation des décisions, elle existe de fait pour les affaires courantes. Un statut juridique permettrait cependant aux "comités villageois" d'avoir une personnalité morale pour gérer de façon plus autonome leurs ressources, avec quelques nuances toutefois. A Ziga, les conflits sont tels que les "ententes" ne peuvent émerger. A Ninigui au contraire, les "ententes" se structurent après l'intervention de régulations externes.

### **En conclusion**

Le centre Yatenga, est une "situation de type", de zone rurale "surpeuplée où les ruptures sont profondes entre population et milieu". Exode rural, déficit alimentaire, dégradation des ressources la caractérisent d'un part. De l'autre, ceux qui restent, font preuve d'un dynamisme étonnant. Dans cette crise, ils réhabilitent les ressources naturelles dégradées, essayent d'améliorer la production... et créent des ententes au village pour le faire. Ils captent le développement et l'argent qu'il amène, faute de flux commerciaux suffisants pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

# **ZONE PEUL** Zones à faible densité rural Encadré 16

## **Situation et positionnement de la zone**

Burkina Faso

Le Yatenga

Ouaga

A la marge du Yatenga

Une cuvette endoréique

Nord Yatenga

Peul

Mossi

En pays Peul

Banh

Ouahigouya

A l'extrémité du transect

Bastion Peul, voué à l'élevage depuis des siècles, la zone de Banh est le prototype de ces marges sèches où l'élevage extensif prédomine. Les défis sont nombreux pour ce "bout du monde" longtemps isolé de l'agitation des villes. En premier lieu, il faut citer la convoitise des agriculteurs sur les pâturage. La tension est forte sur le foncier. En effet la zone possède une crue importante et atypique pour la région, due à la présence d'une cuvette endoréique qui donne naissance à des mares et des point d'eaux permanents et à une végétation très prisée par le bétail. Tout pour satisfaire également les agriculteurs : en premier lieu les Rimaïbé anciens cultivateurs esclaves des Peul et également les agriculteurs Mossi venant des régions dégradées du centre Yatenga. La situation change donc et la piste goudronnée qui va relier la zone à la capitale régionale Ouahigouya ne fait qu'amplifier les conflits culturels sociaux et fonciers qui vont dans le sens d'une logique d'intégration économique au plateau Mossi.

## **Résumé - conclusions**

50 km

Banh

Hab/km²

5 à 10

10 à 20

Défis

Crise sociale et tensions foncières

Gestion difficile des ressources

Développement incertain

Eléments de réponse

- Amélioration des relations Agriculture - élevage,

- Organisation du territoire,

- Gestion décentralisée des ressources naturelles

Dans ce contexte, la gestion des ressources est difficile. En effet, si les conditions nécessaires à l'émergence d'actions communes négociées entre agriculteurs et éleveurs semblent réunies, du fait de l'émancipation économique et politique des Rimaïbé, anciens esclaves "agriculteurs" des peul, les actions restent très limitées. Elles se réalisent dans une ambiance défavorable aux éleveurs Peul qui voient leur pouvoir et leur territoire diminuer alors que les agriculteurs ont un statut socio-politique et un niveau de vie qui s'améliorent. Les pasteurs sont de plus en plus enclavés dans des conditions externes (États, paysans...) qui réduisent les pâturages et entravent leur mobilité, condition "sine qua non" de leur existence. Face à ces problèmes, les réponses institutionnelles et techniques sont pauvres. Elles mettent en avant la sédentarisation, la réduction des troupeaux, l'introduction de races performantes mais plus exigeantes, les cultures fourragères... , autant de solutions correspondant à un élevage paysan et inapplicables au nord de 400 mm de pluviométrie. Dans ces conditions on peut parler de démocratie "minimum" dans la mesure où le dialogue n'est pas rompu. Il est lié en grande partie à un accord tacite entre administration et chefferie traditionnelle qui régule les conflits fonciers les plus graves. Une certaine décentralisation est donc en cours. Pour le reste, l'entente se fait surtout entre agriculteurs Mossi et Rimaïbé, mais le vieux conflit entre agriculteur sédentaire et éleveur nomade reste toujours d'actualité, et comme d'habitude, les agriculteurs sont les gagnants.



# **DYNAMIQUE DU POUVOIR LOCAL ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN ZONE PEUL** (zone 3)

## **UN "BOUT DU MONDE" ACTIF A LA FRONTIERE MALIENNE (Positionnement)**

Le contraste est saisissant entre la région de Banh et le centre Yatenga. Allant au Nord vers le Mali et la sécheresse, on quitte le damier continu des champs cultivés. Les villageois sédentaires, tolérant à peine la présence de bergers repoussés sur les terres incultes, ne maîtrisent plus l'espace. L'agriculture se relâche et se dilue dans les pâturages. Les groupes en présence n'ont pas les mêmes projets. On passe des Mossi aux Peul.

Tout isolait ce "bout du monde", lentement grignoté par les "agriculteurs en terre d'éleveurs". Amorcé durant la colonisation, amplifié à l'indépendance, ce "grignotage" pose actuellement de sérieuses questions. Va t-on vers un conflit larvé entre agriculteurs et éleveurs ou au contraire vers une confrontation dynamique capable de mobiliser deux communautés sur des projets d'avenir ?

La réponse n'est pas simple. Tensions foncières, alliances et conflits, autant individuels que collectifs exacerbés par la sécheresse et la politique, expliquent en grande partie la modestie des actions actuelles. Rien ne semble pouvoir se faire sans la présence de régulations externes fortes (l'Etat - Projets). L'avenir est ouvert, mais quel chemin à parcourir avant que les acteurs locaux arrivent à formuler un projet mobilisateur sur le long terme (incluant les ressources naturelles) !

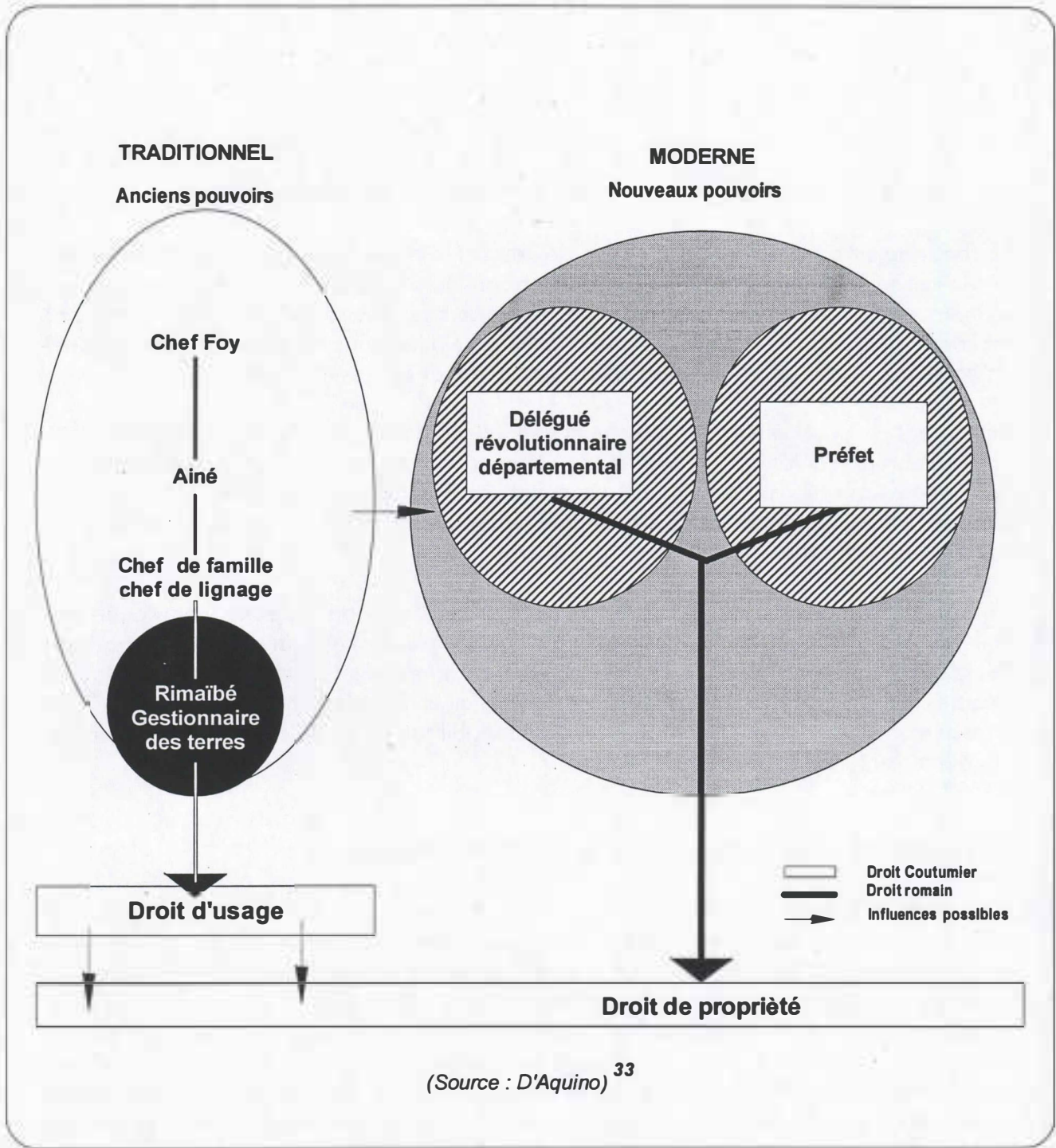
## **UNE AGRICULTURE CONQUERANTE EN ZONE PASTORALE**

### **Crise sociale et tensions foncières**

Autrefois, les relations entre éleveurs-Peul (les maîtres) et agriculteurs-Rimaïbé (leurs esclaves) étaient basées sur des échanges réciproques : protection sociale et militaire des éleveurs, contre surplus agricoles et main-d'œuvre pour l'agriculteur. Ces relations inégales et solidaires se maintenaient, vaille que vaille, sous un climat moins sec. Les surplus agricoles et une bonne production animale équilibraient la demande alimentaire. Peu consommateurs de céréales, les Peul se nourrissaient de lait. Des points d'eau bien répartis et les ressources végétales d'une forêt régulièrement inondée sécurisaient l'élevage. Les "contrats de fumure", étaient importants. Après les récoltes, les agriculteurs laissaient paître les troupeaux sur les résidus de culture. Les fèces animaux enrichissaient la terre.

# REFERENTS SUR LE FONCIER DANS LA REGION DE BANH

Figure 18



La maîtrise foncière dépendait du chef Foy et des aînés des familles Peul de Banh. Ils déléguaient les gestions des pâturages et des points d'eau aux chefs de lignage Peul qui, à leur tour en contrôlaient l'usage par les éleveurs du lignage. Les ensembles pâturages - points d'eau n'étaient pas fermés mais dépendaient de la ressource disponible (variables suivant les saisons), de l'importance du troupeau et des habitudes du lignage. Les règles d'usage étaient codifiées mais suffisamment souples pour s'adapter au calendrier pastoral de chacun d'eux. Les flux de bétail variaient en fonction des ressources et des conventions d'usage.

Toujours par délégation, les responsables Rimaïbé géraient les terres agricoles, suivant des règles beaucoup plus simples, l'agriculture étant une activité fixe.

Cette situation se dégrade à la suite d'une arrivée croissante d'agriculteurs Mossi liés aux Rimaïbé. Ces agriculteurs implantent des cultures dans les zones de pâturages et les points d'eau qui leur sont liés. Tant que la maîtrise foncière reste aux mains des Peul, ces migrations sont marginales et les conflits se règlent sans trop de difficultés.

Les sécheresses et la révolution Sankarienne vont tout changer. Les conflits et les migrations s'amplifient. Le fragile équilibre se rompt entre les deux communautés.

Chez les Peul, la monétarisation des échanges et la sécheresse font apparaître un nouveau pouvoir : celui de l'argent. Les gros éleveurs perdent leurs bêtes lors de la sécheresse de 1984, alors que les petits, les gardent et s'enrichissent. Ces "nouveaux riches" imposent leur point de vue au sein des structures traditionnelles sans en assumer les obligations sociales. Conservateurs, voire réactionnaires, certains visent même un gel du développement de la zone, pour préserver un "ordre" qui leur paraît favorable. La révolution Sankarienne aggrave la situation. En affirmant que la terre appartient à l'Etat, elle dépossède les Peul de leur maîtrise foncière pour l'attribuer au sous-préfet de Banh, représentant de l'Etat, accompagné du délégué révolutionnaire élu par la population, en l'occurrence un Rimaïbé.

Les Rimaïbé profitent de cette destitution des chefs coutumiers Peul. Ils se font élire dans la plupart des villages, à majorité agricole, comme délégués révolutionnaires. *"Ils donnent des autorisations de défrichement visant l'espace pastoral et créent de nouveaux "villages agricoles" (Dakéoulé, Dina, Kaidaré...) avec l'aide de Peuls marginalisés."*<sup>26</sup> Ils favorisent l'installation d'agriculteurs et confortent ainsi leur nouveau statut socio-politique.

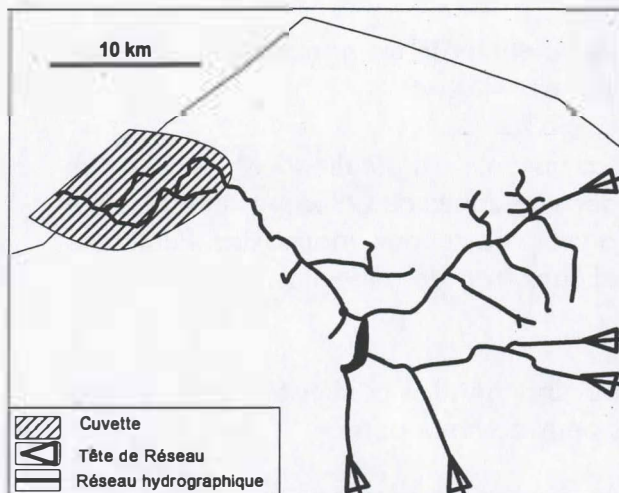
Deux pouvoirs s'affrontent alors. L'un "traditionnel" réglé par la coutume favorable aux éleveurs Peul, l'autre "moderne", favorable aux agriculteurs Rimaïbé et Mossi. Il en résulte, un exercice conflictuel des activités agricoles et pastorales, une gestion désordonnée du foncier, un émiettement de l'espace et une dégradation des ressources naturelles.

Actuellement, la compétition entre agriculteurs et pasteurs n'est pas terminée. Des arrangements conjoncturels sont recherchés quand les conflits sont trop forts. Les agriculteurs profitent de toutes les occasions pour contrôler le territoire et s'appuient sur l'Etat, représenté par le sous préfet, pour le faire. Les Peul, détenteurs du pouvoir "traditionnel", jouent encore un rôle important dans les prises de décisions, malgré les tensions qui les traversent... Dans ces conditions, le risque de mettre en danger les ressources naturelles et de compromettre les possibilités de développement est important.



# ORGANISATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DYNAMIQUE DU TERRITOIRE

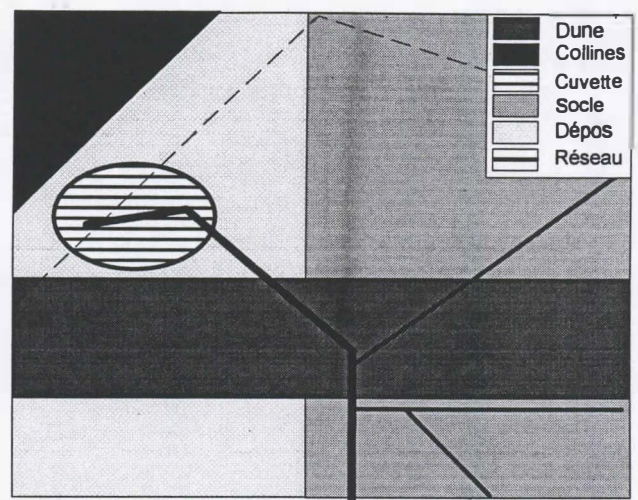
## Le réseau hydrographique



Deux réseaux se chevauchent et se complètent

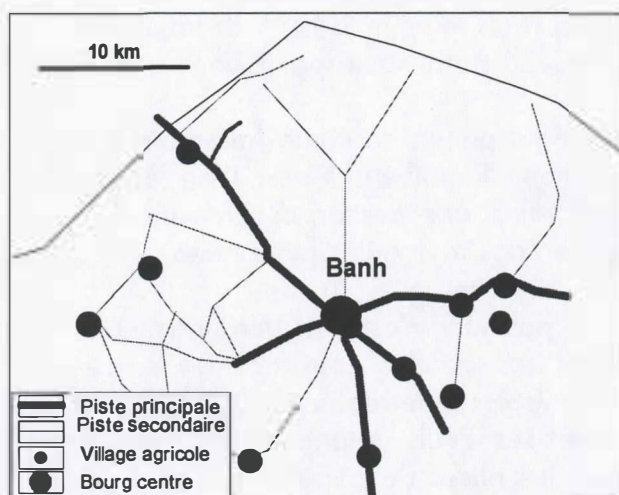
- Un vaste réseau hydrographique qui draine une superficie importante et se termine par une cuvette expliquant l'importance de la ressource en eau. Mais qu'en faire ? Les éleveurs ont leur projet, les agriculteurs aussi
- Un réseau de pistes plus agricoles que pastorales qui traduit le dynamisme des implantations villageoises au détriment des éleveurs. Banh en est le centre.

## Les ressources naturelles

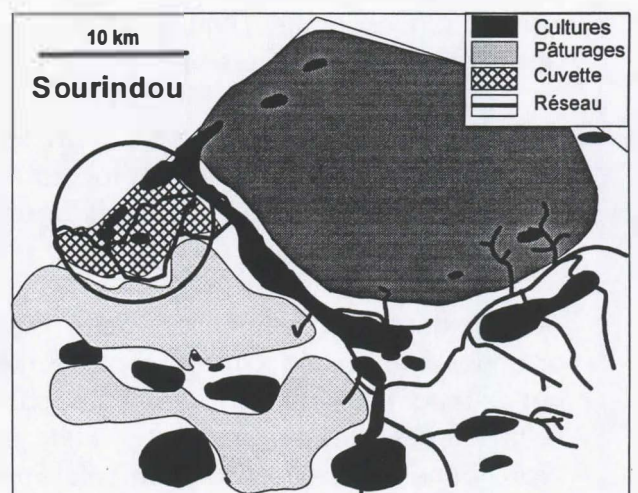


Les ressources naturelles ont une organisation d'ensemble assez simple : une dune fossile sur un vieux socle coupe la zone de Banh en deux. Ses sols légers sont appréciés des agriculteurs qui diversifient leurs cultures de mil pluvial par des plantations de dans le bas-fond. L'espace résiduel est laissé à l'élevage.

## Les Pistes rurales



## Les activités agricoles



### **Une gestion difficile des ressources naturelles**

*"Les ressources naturelles, en raison de l'épandage d'une forte crue annuelle dans une large cuvette endoréique sont exceptionnelles pour la région (point d'eau permanents, sols fertiles, végétation)." <sup>37</sup> Tout pour satisfaire éleveurs et agriculteurs !*

Actuellement les ressources naturelles gérées par les éleveurs sont menacées par trois types de "dangers". Le premier correspond au projet de périmètre maraîcher lié à l'ouverture prochaine de la route goudronnée. Il supprimerait la zone centrale de la cuvette de Sourindou-Mihity avec le dépérissement des pâturages et le tarissement des puits indispensables aux éleveurs pour survivre. Le second est dû à l'affaiblissement des règles de gestion traditionnelle des parcours qui se traduisent par la dégradation des ressources. Enfin les agriculteurs perturbent les parcours, défrichent les forêts sèches et les bosquets.

De plus, les modes de culture extensifs érodent les sols sableux et épuisent rapidement leur fertilité, faute de fumure organique ou minérale. Il en résulte une augmentation des surfaces pour maintenir une production précaire. Les jachères diminuent et sont de plus en plus courtes. Le front agricole se développe de façon anarchique. Les aléas climatiques renforcent l'insécurité d'ensemble.

La gestion des ressources naturelles est difficile à court terme et incertaine à moyen et long termes. Qu'en est-il du développement ?

### **Un développement inégal et incertain**

La sécheresse des années 1980 a provoqué un appauvrissement général de la zone et une décapitalisation des exploitations. La mortalité des troupeaux a ruiné la majorité des éleveurs. Les rendements insuffisants des cultures ont amené les agriculteurs à mobiliser leur épargne, à vendre la plupart de leurs biens, notamment leurs outils de travail.

La crise n'a pas affecté l'ensemble des producteurs de la même façon. La perte en animaux varie selon les stratégies adoptées par les éleveurs. Le cheptel parti dans la vallée du Sourou a été perdu dans une large mesure, mais les troupeaux réfugiés dans la forêt dense du département ont quasiment tous survécu. Dans une société où la hiérarchie sociale est liée à la taille du troupeau, cette mortalité redéfinit la structuration sociale et les comportements vis-à-vis du "développement". De même, chez les agriculteurs, la sécheresse a fortement accentué la différenciation sociale. Elle a contribué à la formation d'une couche de producteurs entièrement décapitalisés qui ne possèdent plus aucun bien productif. Cette situation concerne aujourd'hui entre 30 et 40 % des producteurs Peul comme Rimaïbé.

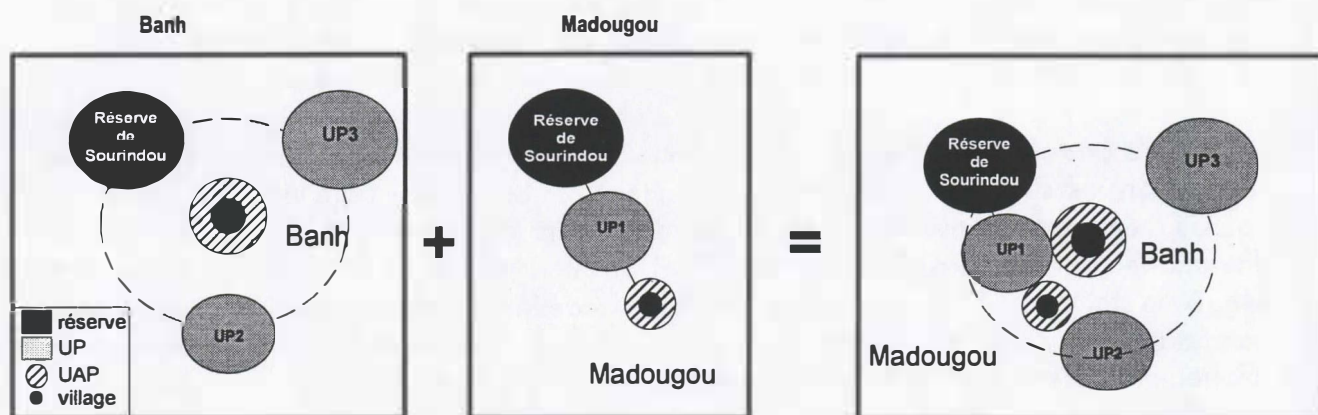
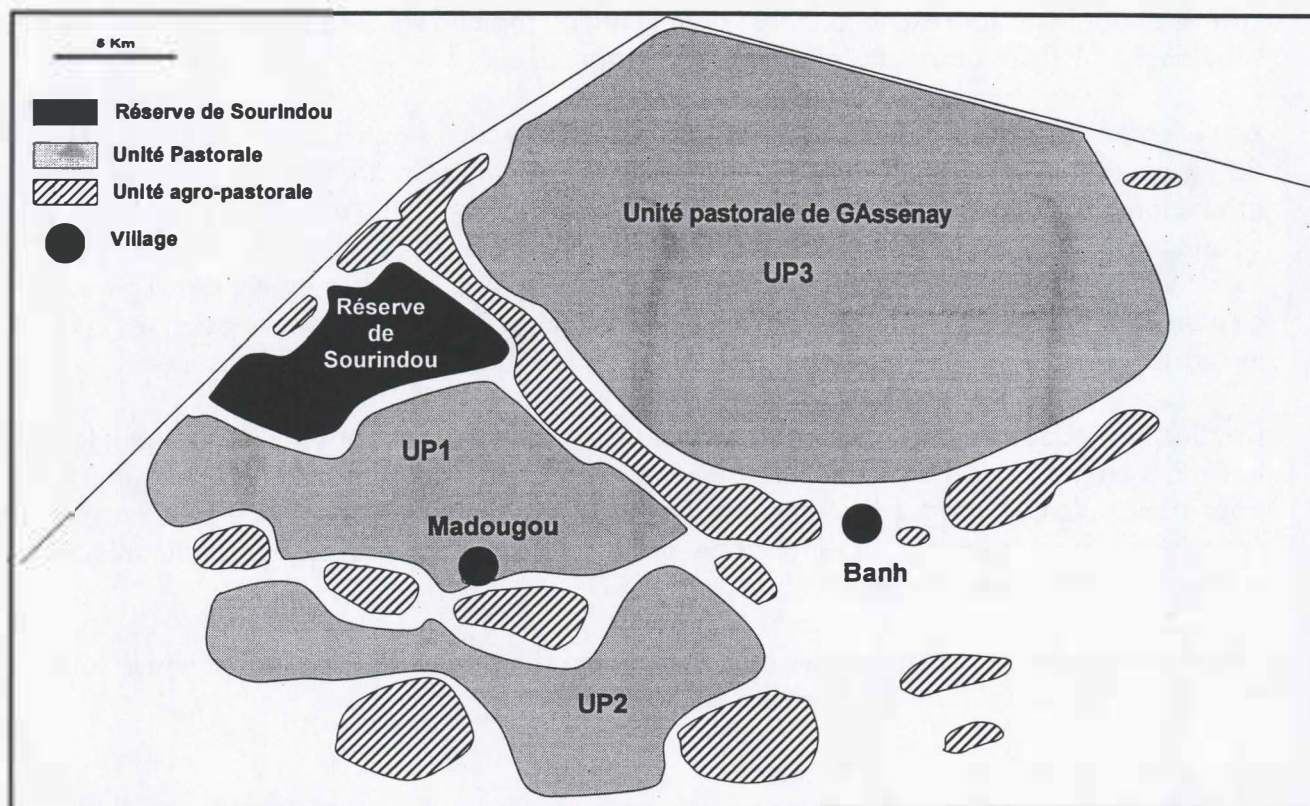
Avant les sécheresses, Peul et Rimaïbé avaient des productions très distinctes et complémentaires. Actuellement, les éleveurs pratiquent l'agriculture et les agriculteurs élèvent des animaux. Le troupeau de petits ruminants devient essentiel pour couvrir le déficit alimentaire ainsi que d'autres dépenses comme la santé, l'habillement ou la scolarité.

Deux communautés sont en compétition. Celle des éleveurs Peul perd sa maîtrise foncière et celle des agriculteurs Rimaïbé - Mossi profite pour s'approprier les ressources abondantes de la région. Dans ce contexte de tensions foncières, de montée démographique, de gestion difficile des ressources naturelles et de "mal-développement", quel est le résultat des interventions réalisées ?



# RELATION AGRICULTURE - ELEVAGE DANS LA REGION DE BANH

Figure 20



(Source : Clouet et Al) <sup>28</sup>

Le schéma illustre l'articulation entre UP (Unités Pastorales) et UAP Unités Agro-Pastorales

Le territoire agro-pastoral de Banh-village associé aux unités pastorales de Gassenaye (saison humide) et de Sorindou-Mihity (saison sèche) constitue un excellent exemple de ce type de relation. Il existe des complémentarités indispensables (points d'eau, fumure, alimentation des troupeaux sur les résidus de récolte...) Les conflits et les concurrences sont aussi exacerbées (cultures dans les zones de parcours, appropriation foncière par les agriculteurs...). Les réserves fourragères sont encore importantes, ce qui évite les tensions trop fortes sur l'espace en zone de culture.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que cet ensemble agro-pastoral n'est pas autonome : certaines unités pastorales qui le composent sont aussi utilisées par d'autres ensembles agro-pastoraux ; c'est le cas de la zone de Mihity -Sorindou, utilisée par des troupeaux provenant de plusieurs villages. Toute démarche de gestion concertée doit donc se garder de reposer sur des ensembles trop restreints, pour éviter de déboucher sur des mécanismes d'exclusion de groupes dont les modalités d'utilisations de la zone n'auraient pas été prises en compte.



## **DE BIEN MODESTES REGULATIONS ENTRE AGRICULTURE ET ELEVAGE**

Les réponses apportées aux problèmes précédents sont modestes. Elles sont initialement techniques et économiques mais, la création de comités de gestion agro-pastorale des ressources permet une meilleure organisation du territoire aussi bien agricole que pastorale. La création de la forêt classée de "Sourindou-Mihity" illustre l'intérêt d'une telle démarche dont la réussite dépend de "régulations" externes comme le sous préfet et/ou le chef Peul.

### **Une amélioration technique et économique des relations agriculture-élevage**

La réhabilitation des contrats de fumures entre Peul ayant suffisamment d'animaux pour entretenir la fertilité de leurs champs mais manquant de main-d'œuvre et les agriculteurs obligés de cultiver des parcelles de plus en plus éloignées permet d'avoir une gestion plus cohérente de l'espace dans de nombreux villages.

La promotion d'une embouche commune aux agriculteurs et aux éleveurs les incite à développer des activités de finition d'animaux maigres avec un affouragement à partir des ressources naturelles. Les éleveurs valorisent les animaux de leur troupeau. L'agropastoralisme devient une activité indispensable pour la survie des plus démunis. Un crédit d'embouche est mis en place.

### **Une organisation du territoire**

Pour éviter les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans l'appropriation ou l'usage des zones les plus riches, des comités de gestion agro-pastorale sont créés. Ils permettent d'adapter la démarche "Gestion des terroirs", essentiellement agricole, aux spécificités pastorales de la région. Des unités agricoles et/ou pastorales sont étudiées en ayant le souci d'articuler une démarche sociale à une gestion des ressources naturelles, d'aider les agriculteurs et les agro-pasteurs à définir des règles de gestion des ressources naturelles et d'expérimenter des innovations techniques concernant l'aménagement des zones

Le "territoire" est alors divisé en Unités Pastorales (UP) et en Unités Agro-Pastorales (UAP). Les unités agro-pastorales sont situées à la périphérie des villages et/ou des campements de saison sèche. Les zones non cultivées font l'objet de prélèvements, de fourrage pour l'élevage intensif et de produits divers à l'usage des villageois (pharmacopée, alimentation, bois...). Les unités pastorales correspondent aux pâturages des grands troupeaux.

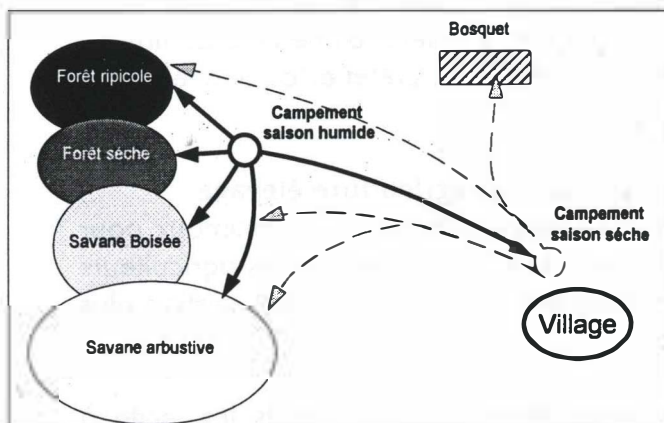
Ce découpage en unités pastorales et agro-pastorales prend en compte la complémentarité des différentes situations agro-écologiques pour assurer au bétail la meilleure alimentation possible tout au long du cycle annuel. Le passage des troupeaux sur les champs cultivés dès la fin des récoltes constitue une étape clé du calendrier fourrager (consommations des résidus de récolte). L'intérêt pour les unités agro-pastorales des villages est de pouvoir compter sur la présence d'une fumure organique relativement abondante, l'approvisionnement facile en lait, la possibilité d'utilisation du système extensif comme élevage naisseur par des activités plus intensives comme l'embouche par exemple.

# GESTION NEGOCIEE D'UNE FORET CLASSEE

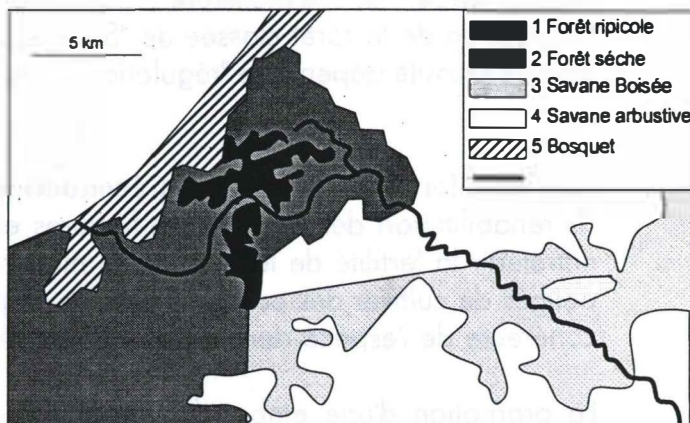
La cuvette endoréique de Sourindou-Mihity

Figure 21

## Un espace refuge



## Une ressource exceptionnelle



(Source : Ouedraogo I.) <sup>37</sup>

La cuvette de Sourindou Mihity est un espace "clef" fortement convoité. Les sols sont riches, la végétation abondante et l'eau disponible (mares et puits) pendant plus de six mois. Ce qui est exceptionnel à ces isohyètes 300 à 500 mm.

Actuellement cette plaine d'inondation fait l'objet d'une utilisation sylvo-pastorale importante d'octobre à Mars. La réglementation mise en place par les éleveurs y interdit les activités agricoles. C'est une zone refuge pour les éleveurs du Foy en période de sécheresse. Celle de 1984 (150 mm) a fait apparaître son importance.

En saison sèche, les ressources pastorales, abondantes sont difficilement mobilisables par manque d'eau. Les éleveurs descendent vers les villages des agriculteurs pour assurer l'abreuvement de leurs troupeaux et les laissent pâturer les résidus de cultures. Durant cette période, les bergers conduisent les animaux vers les forêts sèches et les bosquets à la recherche de fourrages foliaires de ligneux. Une amélioration des l'hydraulique pastorale permettrait d'augmenter la charge actuelle. Des techniques d'affouragement pourraient également être envisagées.

La richesse de l'écosystème (sol, eau, végétation) suscite la convoitise des agriculteurs Mossi migrant du plateau central vers le Nord Yatenga. La construction d'une retenue d'eau est envisagée pour l'aménagement de périmètres maraîchers. Cet ouvrage aurait pour conséquence à terme une disparition de l'élevage.

La savane arbustive de Banh est caractérisée par la cuvette endoréique de Sourindou-Mihity qui constitue un écosystème humide d'une grande richesse (alimentaire). On y observe:

- 1 - une forêt ripicole et des bosquets inondés de juillet à janvier formés de ligneux fourragers ayant une période de végétation active plus longue que celle des autres types de végétation. Ils débourent précocement et perdent tardivement leurs feuilles. Ce caractère confère à la cuvette un potentiel fourrager apprécié pendant la période de soudure alimentaire pour les animaux.
- 2 - une forêt sèche, en îlots situés dans des dépressions inondées durant quelques jours Elle est dense et formée de 3 strates : haute (15 m), intermédiaire (7 m) et basse (3 m)
- 3 - une savane boisée dense (500 arbres/ha) de 5 m de haut dominant un tapis herbacé avec une production de biomasse estimée à 2,5 t/ha de matière sèche en saison des pluies (1991).
- 4 - une savane arbustive basse espacée (6 arbres /ha) de 3 m de haut, recouvrant un tapis herbacé localisé sur les placages sableux et les monticules des dunes fossiles.

La zone présente un intérêt pastoral dans la sous région et explique qu'elle fasse l'objet d'une gestion traditionnelle avec une réglementation stricte établie par les éleveurs Peuls qui bénéficient de l'appui de l'autorité coutumière de Banh.

## Une gestion décentralisée des ressources pastorales

La faible dégradation des pâturages de la région s'explique par leur gestion "traditionnelle" jusqu'à une date récente. Une première intervention a consisté à réactiver ce type de gestion dans plusieurs zones pastorales de la région de Banh.

La plus concernée de ces zones, est la cuvette endoréique de "Sourindou-Mihity". Son importance est essentielle pour la viabilité à terme de l'élevage dans la région." <sup>37</sup> Après de nombreuses négociations, un statut de "forêt villageoise classée" est obtenu en grande partie grâce à l'autorité du chef peul du Foy. Ce statut en donne la gestion et les moyens d'en assurer le contrôle à un comité rassemblant l'ensemble des éleveurs de la région de Banh.

Le statut de forêt attribué à la-cuvette de "Sourindou-Mihity" permet de tirer de nombreux enseignements en matière de gestion des ressources en zone pastorale. Dans un contexte d'État faible, les meilleurs gardiens des écosystèmes sont les communautés qui en dépendent pour vivre. En leur (ré)attribuant un droit d'usage des ressources, on (r)établit une situation de gestion communautaire d'un patrimoine lié à une définition d'un pouvoir sur un territoire. Ce dernier avec ses ressources (re)devient alors source de sécurité. Leur entretien maintient cette sécurité. Les dynamiques extérieures prédatrices liées à l'accès libre sont réduites, voire exclues. Elles sont assujetties à des négociations et des compromis selon des règles clairement formulées. Les dynamiques internes sont plus difficiles à gérer si les communautés ne sont pas homogènes. Il faut alors les aider à contrôler les appétits individuels. L'appui de pouvoirs extérieurs comme sanction légale, caution morale ou arbitre est incontournable. La démarche réalisée pour la forêt de Sourindou-Mihity est donc novatrice. Quoique limitée, elle aide les éleveurs à mieux gérer leurs ressources.

Le problème est de savoir combien de temps ce statut et ce mode de gestion pourront "tenir" face à la pression que représentent les autres possibilités de valorisation. Dans ce cas, il est évident que la "priorité" de la conservation de l'écosystème sera remise en cause. Dans la mesure où l'appareil législatif de l'Etat est actuellement faible pour imposer aux acteurs locaux des rythmes de croissance compatibles avec le renouvellement des ressources, il est évident que tout se jouera sur des rapports de force locaux.

En résumé, des perspectives de gestion à terme s'élaborent dans un climat d'incertitude. La "forêt classée de Sourindou" coexiste avec le projet toujours possible de périmètres irrigués. Le découpage du territoire en Unités Pastorales (UP) et en Unités Agro-Pastorales (UAP) ne trompe personne. Le front agricole est plus actif que jamais. Mais un dialogue existe entre Peul et Rimaïbé-Mossi, entre agriculteurs, agropasteurs et éleveurs. Il est conflictuel, mais les incessants conflits sont en partie réglés par les interventions externes de l'Etat (sous-préfet), de projets de développement et du chef Foy de la région de Banh. Les activités économiques comme la vente de bétail et surtout l'embouche Permettent aux 30 à 40 % des producteurs, Peul comme Rimaïbé, les plus touchés par la sécheresse de reprendre progressivement leur activité.



## **UNE MARGE PASTORALE EN VOIE D'INTEGRATION**

La région de Banh n'est plus isolée. Elle représente une *situation type de "marge en voie d'intégration économique et territoriale"* que l'on retrouve fréquemment au Sahel. Cette intégration n'est pas de tout repos. De nombreux conflits opposent agriculteurs et éleveurs, une "démocratie minimum" pourrait-on dire. Dans ce cadre, toute décentralisation doit être prudente afin d'éviter que, laissés à eux-mêmes, les acteurs ne se heurtent pas violemment.

### **Une démocratie "minimum"**

La gestion des ressources naturelles est difficile dans la région de Banh. La concurrence est vive entre agriculteurs et éleveurs. Autrefois les deux communautés dialoguaient peu ou mal. Actuellement les négociations sont plus "égalitaires" pour une gestion plus démocratique des ressources. Mais les actions communes comme l'embouche ou l'organisation du territoire sont limitées et se réalisent dans une ambiance défavorable. Les éleveurs voient leur pouvoir et leur territoire diminuer, les agriculteurs voient leur statut politique et leur niveau de vie s'améliorer. Seules des régulations externes fortes arrivent encore à canaliser les litiges.

Le premier concerne une conception différente de l'utilisation des ressources abondantes, mais spatialement limitées. Les agriculteurs exploitent les terres sous forme de terroirs dont la gestion apparaît stable et cernable en terme de maîtrise foncière. Les éleveurs gèrent un espace pastoral complexe intégrant des troupeaux de caprins, ovins et bovins, des saisons humides ou sèches et des aléas climatiques... L'obligation de modifier les parcours confère à l'espace pastoral une variabilité, dans ses limites spatiales et dans son utilisation temporelle. L'espace pastoral est flou, différent d'un terroir agricole.

Le second a trait à l'expansion des cultures qui réduisent les espaces pastoraux et entravent la mobilité des troupeaux, condition *sine qua non* de leur existence. Face à ces problèmes, les réponses institutionnelles sont pauvres. Elles proposent la sédentarisation, la réduction des troupeaux, l'introduction de races performantes (mais plus exigeantes), les cultures fourragères... modèle d'élevage paysan inapplicable au nord de l'isohyète 400 mm. La zone classée de Sourindou-Mihity est plus riche d'enseignements. On peut s'interroger sur sa portée face à une agriculture conquérante aux atouts importants : pouvoir alimentaire plus grand pour les céréales que pour les protéines animales, mais qui ne peuvent jouer pleinement leur rôle face aux techniques rudimentaires actuelles qui détruisent les ressources naturelles qui en sont le support à cause de l'érosion ou de la perte de fertilité.

### **une décentralisation prudente**

La route goudronnée obligera la région de Banh à mieux préciser ses projets d'avenir en terme de production et de commercialisation avec ses conséquences sur le foncier, les infrastructures à réaliser comme des périmètres agricoles et la gestion des ressources, les défriches ou les points d'eau. La décentralisation, dans ce contexte, doit être sous "haute surveillance" pour éviter que les communautés ne se heurtent violemment.

### **En conclusion**

Si l'on gomme quelques spécificités régionales trop marquées comme des ressources importantes et une histoire foncière spécifique, la région de Banh représente une situation type de *"marges peu peuplées, en cours de colonisation et d'intégration économique et territoriale"*. Deux traits la caractérisent : le développement d'une colonisation conflictuelle due à l'arrivée de migrants et de nouveaux modes de mise en valeur de l'espace.

ZONE DE CONTACT PEUL-MOSSI
Zones à densité moyenne
Encadré 17

Situation et positionnement de la zone

Burkina Faso

Le Yatenga

Ouaga

Au contact Peul - Mossi

Nord Yatenga

Peul

Mossi

Une zone défavorisée

Kéké

Ouagadougou

Dans cette zone de transition entre agriculteurs et éleveurs, situation si fréquente au Sahel, le village de Kéké et ceux qui l'entourent n'ont rien d'originaux sinon de présenter des situations "agricoles" intermédiaires. Tout pourrait y être en demi teinte : mi - élevage, mi - agriculture, mi - Mossi, mi -Peul. En fait il n'en est rien. La logique agricole est implacable. Elle accapare toutes les ressources de qualité (eau, terre) et laisse la portion congrue aux éleveurs. A kéké, en fait, tout est coupée en deux, la société comme le terroir. Eleveurs et pâturages tournent le dos aux cultures et aux agriculteurs. Ces derniers atteignent 75% de la population alors que les éleveurs étaient autrefois majoritaires. Ce retrait des éleveurs a commencé depuis qu'ils ont perdu la maîtrise de l'eau (1938). Ils perdent actuellement la maîtrise du foncier et celle du fourrage. Les évolutions ne sont pas terminées et s'achèment vers une conquête agricole totale via l'agropastoralisme. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la décision de fermer et de "zoner" le terroir du village initié par le projet PVNY, c'est à dire d'entériner le fait que Kéké soit devenu un village d'agriculteurs où l'élevage est simplement toléré.

Résumé - conclusion

50 km

Hab/km²

20 à 50

route

Bourgs

Kéké

Plan du document qui suit

Défis	Eléments de réponse
<ul style="list-style-type: none"><li>- Un "front agricole stabilisé."</li><li>- Les agriculteurs au pouvoir.</li><li>- Pas d'eau peu de commerce, juste de quoi survivre.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- "Avant tout l'entente" (Mossi)</li><li>- "Pour nous rien n'a changé (Peul)"</li><li>- Peut-on parler de démocratie ?</li></ul>

La gestion des ressources naturelles se fait alors de façon séparée et dans un rapport de force entre agriculteurs et éleveurs où les agriculteurs ont imposé et imposent leur point de vue. La conclusion d'un Peul a ce sujet est sans appel "chacun chez soi" . Il précise "le terroir du village est trop petit aussi on va ailleurs". On ne peut donc pas parler de démocratie dans ces conditions. Autres exclues, les femmes. Elles suivent autant que se faire se peut les activités des "hommes". En un mot, beaucoup d'acteurs, mais seuls les agriculteurs et les hommes décident. Il n'y a pas de démocratie à Kéké. La décentralisation ne ferait qu'entériner cette situation de dépendance.

# DYNAMIQUE DU POUVOIR LOCAL ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN ZONE DE CONTACT "PEUL - MOSSI"

## VARIATIONS SUR UN THEME CONNU

Situées entre le centre Yatenga et sa périphérie, les zones intermédiaires ont à priori deux atouts : une démographie moyenne laissant une marge d'action pour aménager l'espace et l'expérience des autres zones pouvant servir de référence. Mais ces atouts sont mal joués. L'agriculture a envahi l'espace pastoral et soixante ans après des effets négatifs s'y font pleinement sentir. Agriculteurs et éleveurs s'ignorent et les ressources naturelles sont dans un état lamentable. Kéké, village retenu pour étudier cette zone illustre comment s'est réalisée une telle situation. Quelles sont les interventions du projet (PVNY) et les leçons que l'on peut en tirer ?

### **Front agricole "stabilisé"** (les villageois parlent)

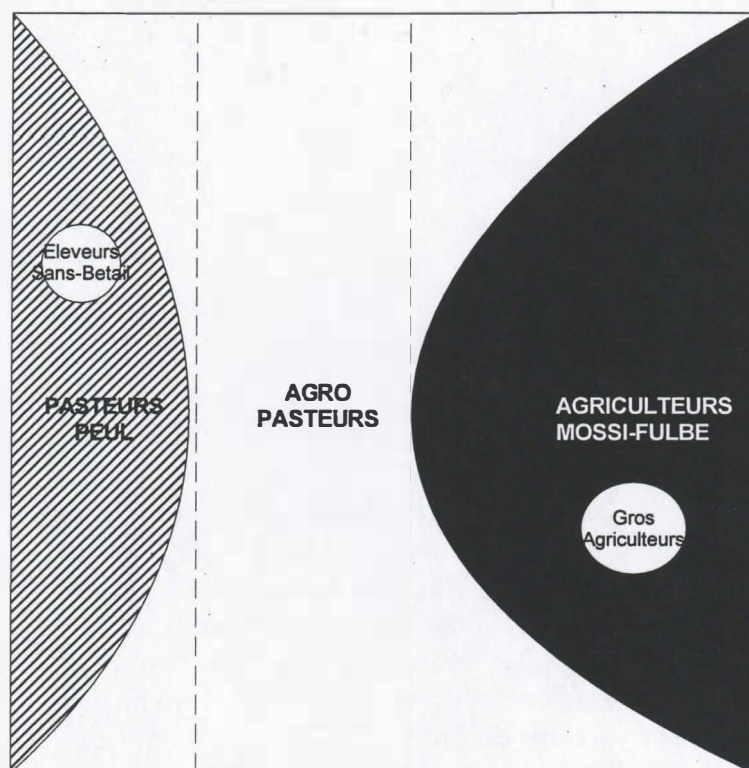
L'histoire de Kéké rappelle l'évolution actuelle de la région de Banh. : *"Depuis longtemps (un siècle) les Peul venaient faire pâturer leurs troupeaux sur ce qui est devenu le terroir de Kéké. A l'époque c'était la forêt. Les "Mossi" sont venus (1930) cultiver. Mais une dispute a éclaté entre "les parents des Peul et des Mossi" à propos du bas-fond. Le conflit a été réglé (1937) par l'administration coutumière et le Ris-Naaba. Ils ont décidé que les Peul vivraient ailleurs et que les Mossi bénéficieraient des terres du bas-fond".*

Sur les 700 habitants du village (recensement de 1990), 75 % sont Mossi ou assimilés 25 % Peul. Ces derniers, évincés du terroir trop étroit pour leurs troupeaux, sans accès au bas fond sont rarement présents au village. Après les sécheresses (1974 et 1984), l'eau est rare et remet même en cause l'agriculture. La délimitation du terroir prônée par le projet PVNY a consacré le statut agricole de Kéké et a marginalisé encore d'avantage les Peul : *"Ils (les techniciens du projet PVNY) nous ont dit de partager le terroir : une partie où on cultive, une partie où on garde les animaux. Nous avons participé à la délimitation avec des piquets : "ça c'est pour un tel". Les villageois voisins n'ont pas été informés. Ils ont fait une carte et nous l'ont montré. Les cultivateurs et les éleveurs l'ont vue. Pour eux (les éleveurs) le terroir de Kéké est trop petit. Ils vont ailleurs".*



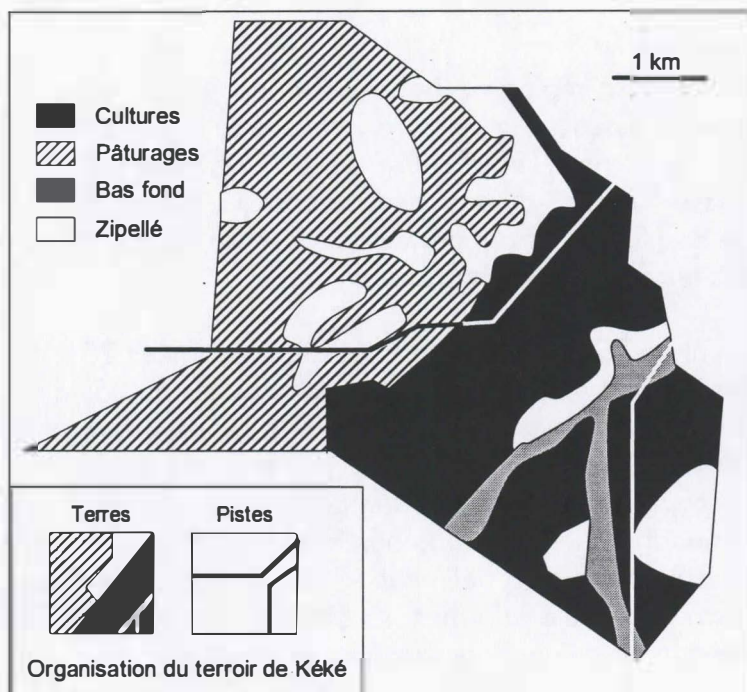
## ORGANISATION SOCIALE ET TERRITORIALE

Figure 22



### Les acteurs

L'organisation du village est séparée entre Peul et Mossi-Fulbé. Ces derniers sont agriculteurs. Leur organisation sociale est forte et structurée en familles et quartiers. Le chef de village était chargé, avant la révolution, de lever l'impôt, de contrôler les feux de brousse et de régler les litiges. Ces fonctions ont évolué depuis la Constitution de 1991 mais le chef de village est toujours un Fulbé (l'Imam) assisté d'un responsable administratif (directeur de l'école) nommé par le préfet de Koumbri. Pour les éleveurs Peul, la famille est l'unité sociale de base. Elle est souvent fractionnée entre ceux qui suivent les troupeaux et les résidents (peu nombreux) qui restent dans des campements près du village. Distinctes, voir opposées, les deux sociétés Fulbé et Peul ne se rencontrent guère.



### Le Territoire

Le terroir de Kéké est à l'image de la société du village, il est coupé en deux et ne peut évidemment pas satisfaire les éleveurs Peul puisque les ressources fourragères sont nettement insuffisantes pour le troupeau. Le foncier leur échappe largement. Ils ont perdu le pouvoir de gestion. Leur situation est désormais fragilisée à l'extrême. Dans ces conditions, ils pratiquent une politique de "chaise vide" qui les marginalise encore d'avantage.

### **Les agriculteurs au pouvoir"**

La forte structuration villageoise des Fulbé-Mossi sédentaires s'oppose à l'éparpillement des Peul nomades. Ces derniers se sentent "encerclés" par les agriculteurs qui cultivent leurs anciens pâturages et s'en tiennent à distance: "*le chef des Mossi n'est pas le nôtre*". Ce à quoi les Mossi répondent : "*les Peul ne sont jamais là, ce sont des promeneurs*".

Cette opposition résulte d'une solide prise en main du village par les Fulbé-Mossi. Depuis la création du village, la chefferie de Kéké est détenue par des forgerons issus de la famille "royale" de Koumbri, la préfecture actuelle. Les Fulbé sont des autochtones conquis par les Mossi de Ouahigouya qui leur ont imposé leur organisation politique hiérarchisée. La "révolution Sankarienne" a peu changé les choses. Les neveux du chef du village ont été "élus". Les quartiers du village sont gérés par les mêmes chefs qui sont informés de tout, les mariages, les activités collectives... Les Peul, quant à eux, sont organisés en familles autonomes et n'ont plus de chef. Ils sont partis avant la révolution.

Le découpage du terroir en deux blocs distincts, cultures et pâturages, reflète davantage cette tension sociale qu'un quelconque projet commun. Il n'y a pas de gestion démocratique des ressources, mais une situation villageoise figée sans projet de développement commun.

### **Pas d'eau, peu de commerce, juste de quoi survivre.**

Le bas fond n'est plus alimenté. Cela remet en cause toute perspective de maraîchage. Chaque année, après la saison des pluies, les mares sont exploitées pendant quelques mois. Deux quartiers possèdent des puits. Pour les autres il faut aller à Dononbélé à 4 km. Après mars, si la pompe est cassée, tout le monde va à Koumbri situé à dix kilomètres.

La gestion des arbres est en principe stricte. On ne peut cueillir les feuilles de baobab (symbole de l'appropriation de la terre) sans en demander l'autorisation. Il en est de même pour couper les arbres fruitiers ou le bois sur pied. Mais face aux besoins ressentis, personne ne respecte ces interdits, que ce soit pour la construction ou les besoins énergétiques. "*Il n'y a plus d'arbre et les femmes partent jusqu'aux limites des villages voisins pour le bois de chauffe.*" <sup>34</sup>

L'agriculture constituée de mil et de sorgho, d'un peu d'arachide mais pas de maraîchage, est vivrière. L'alimentation accuse un déficit de deux mois en période de soudure. L'équipement est faible et la culture est essentiellement manuelle. Quelques charrues et charrettes, importantes pour le transport du fumier et des récoltes, sont aux mains des plus riches ou plutôt des moins pauvres. Kéké ne se suffit pas à lui-même. Les terres sont épuisées. Plus de la moitié sont totalement incultes. Elles sont devenues des "pâturages". Les relations entre agriculture et élevage s'appuient sur les contrats de fumure, de plus en plus remis en cause par l'extension de l'agriculture et par la diminution des bovins.

Seul le bétail procure quelques revenus. Encore faut-il distinguer l'élevage des bovins Peul semi-transhumants gardés au village en hivernage et conduits au Mali en saison sèche, de l'élevage des petits ruminants. Ce dernier est essentiellement extensif. Vu les faibles capacités d'autofinancement, toute innovation... est dépendante d'un système de crédit.

Pas ou peu d'eau, des terres et une végétation qui se dégradent, pas ou peu d'échanges avec l'extérieur, un exode qui touche toutes les familles, des agriculteurs et éleveurs qui s'ignorent... dans ces conditions, qu'a pu faire le projet PVNY ?

# DEMARCHE GLOBALE ADOPTEE A KEKE

Figure 23

Dans le village      Hors du village



## Une approche totalement participative...

Le point fort de cette démarche est l'implication des bénéficiaires à toutes les étapes: diagnostic, choix des actions, montage d'un dossier pour chaque action, participation financière et humaine lors de la réalisation, cogestion de l'argent, suivi du chantier, auto-évaluation de l'action.... Les villageois sont les véritables maîtres d'ouvrage. L'équipe du projet n'intervient qu'en appui-conseil.

## ...Pour aborder tous les aspects de la vie...

Le choix des actions à mener n'est pas limitatif. Cela peut être la construction d'une école, d'un puits ou d'une maternité, la mise en place d'une banque de céréales, la création d'un périmètre maraîcher, la subvention de matériel agricole, la réalisation d'ouvrages anti-érosifs ou bien encore un appui en formation (agriculture, élevage, gestion, artisanat...).

La demande doit émaner des villageois eux mêmes. Leur projet doit être bien construit et étudié, en particulier les aspects rentabilité et organisation. Les demandeurs doivent faire la preuve de leur motivation à travers une participation active.

Ce souci des besoins des villageois est justifié. C'est la base d'une responsabilisation des populations rurales. Généralement dans un premier temps, les demandes ont tendance à être stéréotypées, orientées vers le domaine social. Les domaines économiques et surtout environnementaux sont souvent oubliés. Le rôle de l'équipe-projet est alors important. Elle peut mieux informer les villageois sur d'autres choix possibles.

(Source : Clouet Y. et Mercoiret J.) <sup>28</sup>

Cette démarche s'inscrit cependant dans un "terroir", concept qui renvoie à une somme de relations complexes de nature juridique, économique, sociale et politique entre une ou plusieurs communautés humaines et un territoire. Ces relations varient considérablement selon les ressources du milieu envisagé et leur mode d'exploitation. Le (semi) nomadisme, associé le plus souvent à la rareté et à la dispersion des ressources végétales du milieu, s'inscrit dans une toute autre configuration que l'occupation permanente d'un espace agricole ou villageois. la démarche semble inadaptée pour aborder un tel contexte. Ainsi à Kéké, la délimitation du terroir aboutit à une marginalisation plus importante des Peul sans vraiment envisager leur passage à la sédentarité. Toute une série de ruptures dans la gestion et l'organisation du terroir n'affecte pas seulement l'ancien espace pastoral lui-même mais touche également les zones agricoles qui lui sont contiguës ou associées. Dans ce domaine des progrès notables sont à rechercher.



## UN PROJET QUI TOMBE JUSTE ! - MAIS POUR QUI ?

### **Les agriculteurs** (Fulbé-Mossi car les Peul ne sont pas là)

Ils soulignent l'importance de l'entente" et en parlant du projet déclarent que "Toutes les décisions du projet tombent juste. Les projets venus avant nous ont aidé, mais celui-là a une grande différence parce qu'il est arrivé à créer une entente avec tous les villageois. Pour les autres projets, c'était groupe par groupe. Ce projet est plus beau parce qu'il nous rassemble, nous sommes devenus le mil d'un même panier." <sup>34</sup>

"Nous avons commencé à travailler. Au début, on nous a montré nos problèmes d'eau, les grosses rigoles, les rivières gâtées. Les "savants" ont expliqué qu'il fallait faire des diguettes avec reboisement d'arbres et plantation de pito (Andropogon). Ils sont revenus. Il y avait d'autres problèmes. Nous avons vu les concessions de notre village. Tous les troupeaux étaient représentés. Ils ont montré le barrage, des forages, la fabrication des cultures attelées la maçonnerie, le tissage et la fabrication du savon, la menuiserie. Ils ont expliqué les nouvelles activités (diguettes, le reboisement, la plantation des herbes, les fosses fumières...), l'embouche, la construction des banques de céréales, la construction des boutiques villageoises... Nous avons commencé à travailler et le travail était efficace." <sup>34</sup>

### **Les éleveurs** (Peul)

Ils pensent que pour eux rien n'a changé : "Nous avons commencé le travail. Nous avons beaucoup appris : diguettes, reboisement... Nous avons planté 500 plants, tous vivent. Ils sont protégés avec des épines. Ce sont des arbres peu appétissants pour les animaux. Le projet a offert des livres et des vivres pour les auditeurs. Pour l'élevage et l'embouche, le projet a travaillé avec le GVE qui existait. Le GVE n'a pas associé les Peul et rien n'a changé pour nous." <sup>34</sup>

## PEUT-ON PARLER DE DEMOCRATIE ?

### **L'exclusion des éleveurs Peul**

Dans la région de Banh les éleveurs disposent encore de pâturages. Ici, la question ne se pose même plus. Les éleveurs disparaissent. Deux événements à 60 ans d'intervalle le confirment. Le premier concerne la reconnaissance de la main mise des agriculteurs sur le bas fond et la perte de leur ressource en eau. Le deuxième relève de la fermeture du terroir de kéké. <sup>39</sup> Il est devenu définitivement agricole suivant la logique du projet PVNY.

### **Une politique "agricole" défavorable à l'élevage**

Les politiques mises en oeuvre sont d'abord agricoles et visent à légitimer plus ou moins officiellement les conquêtes foncières des agriculteurs, surtout quand l'Etat est, comme au Burkina Faso, aux mains des agriculteurs Mossi. Les politiques de développement de l'élevage se résument à des politiques de maximisation favorisant la croissance numérique du cheptel (amélioration sanitaire, hydraulique pastorale, gestion des pâturages) sans que les circuits de commercialisation soient suffisamment organisés pour valoriser la production.

Dans ces conditions le développement du village de Kéké se résume, pour peu que l'on aille vite en besogne, comme l'exigent les projets de développement, même ceux qui veulent intégrer les droits de minorités comme le PVNY, à une exclusion de fait des éleveurs

### **Une politique "agricole" défavorable aux femmes**

Les femmes ont parfaitement compris le déroulement des activités. Elles sont capables de les décrire "par le menu", même si elles n'y participent pas... *"(Nous ne connaissons pas le nom du projet. Les Blancs sont venus nous voir souvent depuis trois ans. Le projet a fait des diguettes, du reboisement, des fosses fumières. Ils ont parlé du manque d'eau. Nous avons parlé de la famine)." 34* La raison de cette non-participation des femmes est très différente de celle des éleveurs. Elle est due au manque de temps consacré aux activités domestiques (chercher l'eau, moudre les céréales et ramasser le bois). Cette non-participation est ressentie comme une exclusion.

### **Le problème d'une gestion démocratique des ressources**

Cette exclusion plus ou moins importante des groupes marginaux (les éleveurs, les femmes...) pose la question de la recherche des équilibres socio politiques dans les très nombreuses instances qui se mettent en place actuellement. Comment tous les groupes, même les plus marginalisés, peuvent-ils avoir des représentants dans ces instances ?

Cette représentativité pose un problème de démocratie. Les critères de choix des représentants (origine géographiques, socio-ethniques, professionnels...) doivent être mieux définis pour garantir l'accès de tous à l'aménagement de l'espace et l'accès aux ressources. Certains acteurs, il est vrai, n'accordent cependant pas assez d'intérêt, dès le départ, aux assemblées qui organisent les actions. Les Peul de Kéké, par exemple, pratiquent souvent une politique de la chaise vide.

### **En conclusion**

Le village de Kéké peut être considéré comme *"un cas type" de situation sahélienne intermédiaire entre les zones agricoles saturées et leurs périphéries pastorales*. Cette situation "à priori" favorable cumule en fait tous leurs handicaps : conflit entre partenaires et dégradation des ressources. La société comme les terroirs est divisée. Les éleveurs, autrefois seuls gestionnaires de ce qui est devenu le terroir de Kéké disparaissent au profit des agriculteurs. Il n'existe pas de projets communs. Les éleveurs sont en voie de disparition, face à une agriculture conquérante, ou plutôt qui le fut.

Le projet PVNY essaye d'apporter des réponses aux problèmes de tous les acteurs mais favorise les plus actifs : les agriculteurs et les hommes. A sa décharge, certaines actions essayent d'intégrer les acteurs initialement marginalisés : les éleveurs et les femmes.

En résumé, pas de projet de gestion à terme des ressources naturelles, pas de démocratie mais des blocages sociaux, qu'une décentralisation ne ferait qu'entériner, caractérisent Kéké, "cas type" du Yatenga, fréquemment rencontré, au Burkina faso et aussi au Sahel.

# COMPARAISON ENTRE SCENARIO ET REALITE

Encadre 18

## Contexte national

### Des Etats en crise

- Faiblesse structurelle de l'Etat
- Classe dirigeante très soucieuse de ses intérêts
- Monopartisme et pouvoir peu démocratique

### Un "mal développement" urbain

- Explosion des villes et mal développement urbain
- Economie informelle et désindustrialisation
- Population jeune en quête de valeurs nouvelles
- Déstructuration culturelle et sociale
- Dégradation des services publics (éducation, santé).

### Des économies marginalisées

- Un déficit alimentaire important en milieu rural
- Des villes nourries par les surplus des pays du Nord
- Une aide étrangère qui augmente
  - crée des dépendances politiques et économiques
  - impose des "réajustements structurels"

## Scénario tendanciel

### Reconstruction politique

- Les réseaux de pouvoir traditionnel se déstructurent.
- Des petits gouvernements locaux s'organisent.
- De nouveaux pouvoirs par regroupements volontaires.

### Restructuration culturelle

- Discrédit des valeurs traditionnelles.
- Monde rural qui se replie sur lui-même.
- Modèle urbain et consommation s'imposent sans rapport avec la production disponible.
- Repli sur soi et intégrisme (religieux).
- Discrédit de l'école qui ne fournit plus d'emplois.
- Clivages entre élite favorisée et marginaux.

### Explosion démographique

- Croissance démographique forte.
- Exode rural lié à la stagnation économique.

### Crise économique

- L'agriculture extensive se transforme difficilement.
- Le déficit alimentaire s'accroît.
- Transferts financiers (artisanat, bois, émigrés).
- Seuls les riches adoptent de nouvelles techniques.
- Marchés difficiles sauf fruits, légumes, élevage.
- L'élevage nomade est en crise.

### Dégradation écologique

- Erosion, baisse de fertilité des sols.
- Dégradation du patrimoine foncier.
- Fermeture de l'espace, diminution des jachères.
- Aménagement des terroirs.

## Situation à Kéké

### Conservatisme politique

- Pouvoir traditionnel très structuré.
- Marginalisation des femmes et des éleveurs.
- Renforcement des pouvoirs traditionnels.

### Conservatisme culturel

- Valeurs traditionnelles importantes.
- Monde rural qui se replie sur lui-même.
- Difficile pénétration du modèle urbain.
- Repli sur soi mais pas d'intégrisme.
- Ecole et formation sont des valeurs reconnues.
- Les riches ont le pouvoir mais ne sont pas coupés des autres.

### Explosion démographique

- Croissance démographique forte.
- Exode rural lié à la stagnation économique.

### Légère amélioration économique

- L'agriculture extensive a détruit l'écosystème.
- Le déficit alimentaire est chronique.
- Marchés difficiles mais la baisse du CFA a entraîné la vente du petit élevage et des rentrées financières permettant une amélioration de la vie.
- L'élevage nomade est en crise.

### Dégradation écologique

- Erosion, baisse de fertilité des sols.
- Dégradation du patrimoine foncier.
- Fermeture de l'espace, diminution des jachères.
- Aménagement des terroirs.



## UN SCÉNARIO D'ÉVOLUTION "GLOBALEMENT" PROCHE DE LA RÉALITÉ

En comparant Kéké, village qui représente une situation "moyenne" du Yatenga, avec le scénario tendanciel proposé (p 30), il est possible de tester la valeur de ce scénario.

Ce schéma est globalement proche de la réalité observée dans le village de Kéké. Les grands traits du Sahel apparaissent. Bien sur il faut tenir compte de la spécificité du village qui est récent, petit et quasiment dépendant du chef lieu de département Kombri.

Les points de convergence essentiels concernent la dégradation des ressources naturelles. On peut même dire que l'état de ces ressources est pire que celles des villages moyens du Sahel et plus particulièrement du Yatenga : sols dégradés et un manque chronique d'eau. L'histoire du peuplement et une gestion catastrophique de ces ressources expliquent en grande partie cette situation.

Compte tenu de cet état des ressources, plus de la moitié de la population est partie vivre ailleurs. Là encore la réalité rejoint en tout point le scénario d'évolution.

Les différences concernent surtout les modes de gestion des ressources naturelles. Le scénario est plus optimiste que ce que l'on observe à Kéké. En effet, s'il existe une concertation réelle entre les agriculteurs et les cadres du projet (PVNY), ce dialogue ne concerne que les hommes, les tenant du pouvoir traditionnel. Deux catégories sociales sont totalement marginalisées : les femmes et les éleveurs qui se sentent exclus. Les relations agriculture/élevage sont bloquées. L'exclusion progressive des éleveurs transhumants par une pénétration de l'agriculture n'est pas récente. Elle remonte à plus de cinquante ans et se joue sur plusieurs générations.

On ne peut donc pas parler de gestion démocratique des ressources naturelles dans ce village. Ce type de gestion est également lié à une forte structuration du pouvoir traditionnel, de rapports hommes - femmes, de la persistance des valeurs traditionnelles. Kéké a tout d'un petit "bout du monde". Le village a vécu en marge des grandes évolutions actuelles. La construction de la route goudronnée qui passera à quelques kilomètres, risque de remettre en cause ces fragiles équilibres.

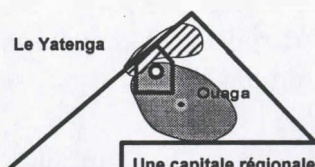
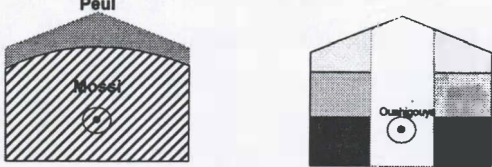
On peut s'interroger sur le type d'intervention du projet (PVNY), novateur en ce qui concerne le dialogue social entre agriculteurs, mais qui entérine néanmoins la marginalisation des éleveurs et consacre la logique de fermeture des villages. Il apporte la dernière touche à l'exclusion définitive des Peul transhumants.

Le scénario tendanciel n'est donc qu'un outil général dont on voit les limites et l'intérêt. Il fixe un certain nombre de repères à ajuster systématiquement à la réalité des situations locales. Elles sont multiples, comme nous l'avons dit (p 29)

# ZONE URBAINE ET PERIURBAINE


Encadré 19

## Situation et positionnement de la zone


Burkina Faso	Nord Yatenga
 <p>Le Yatenga</p> <p>Ouaga</p> <p>Une capitale régionale</p>	 <p>Peul</p> <p>Mossi</p> <p>Ouahigouya</p> <p>Une capitale historique du royaume Mossi du Yatenga</p>

Ouahigouya est la capitale géographique, économique, administrative et religieuse du Yatenga... Située approximativement en son centre géographique, cette ville concentre les équipements, les hommes, les pouvoirs. Ce monde urbain est tertiaire. Il gère la région. Il impulse et draine des flux de biens et d'informations par un réseau de routes qui le relie aux bourgs. Plusieurs entreprises de Ouahigouya sont actuellement tournées vers la production agricole. Mais les plus performantes sont n'ont pas encore abordé la transformation agro-alimentaire. Elles exportent fruits et légumes. Les ONG, quant à elles, ne se contentent pas seulement de produire ou de vendre mais également d'organiser le monde rural. Dans ce contexte, Deux organisations retiennent l'attention en matière de gestion des ressources naturelles : une filière maraîchère qui alimente la capitale Ouagadougou et les villes côtières en légumes et le mouvement Naam (pouvoir en moré) qui a sa propre réflexion sur la gestion des ressources naturelles, le pouvoir et les modes de gestion qui en découlent.

## Résumé - conclusion

 <p>50 km</p> <p>Ouahigouya</p> <p>Route</p> <p>Bourgs</p> <p>Capitale</p>	Plan du document qui suit	
	Défis	Eléments de réponse
	<p>Commercialisation</p> <p>Organisation rurale</p>	<p>Une filière efficace</p> <p>Un contre pouvoir</p>

Le contrôle d'une filière maraîchère, suppose non seulement la maîtrise foncière de terres bien irriguées et de techniques de production performantes, mais surtout une efficacité économique. Actuellement si on peut parler de "démocratie" d'entreprise, ou plutôt de coopérative dans le cas de la filière étudiée, on peut cependant se demander si les fonctions de production, de conseil technique et de commercialisation resteront sur le même pied d'égalité entre partenaires à moyen terme ? Il est certes encore trop tôt pour se prononcer. C'est à une toute autre échelle que le mouvement "Naam" essaye d'apporter des réponses à de telles questions. Elle suscite des "ententes et unions" entre villages, notamment en matière de gestion des ressources naturelles. Le mouvement "Naam" crée des petits "gouvernements locaux", "bases éventuelles des "futurs communes rurales", capables d'identifier ses problèmes et les moyens (humains et financiers) pour les résoudre.



## **DYNAMIQUE DU POUVOIR LOCAL ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EN ZONE PERIURBAINE**

### **OUAHIGOUYA CAPITALE REGIONALE**

Centre historique du Yatenga, Ouahigouya s'impose comme capitale régionale. La ville a autour d'elle une zone nourricière proche dont elle dépend. Les cultures maraîchères et fruitières constituent une "ceinture verte" à la périphérie même de la ville. Ce premier cercle, le plus immédiat, est entouré d'autres zones de ravitaillement et d'influence : zone céréalière, zone d'élevage... Dans ces auréoles successives, des marchés relais canalisent les flux. Au plus près les bourgs structurent les échanges ville-campagne. Au plus loin un réseau de villes organise le marché national et les relations à longue distance...

Deux expériences retiennent l'attention en matière de gestion des ressources naturelles. Le premier est une filière maraîchère, d'autant plus intéressante qu'elle est gérée par des jeunes. Véritable entreprise, elle alimente la capitale Ouagadougou et les villes côtières en légumes. Le second est le mouvement Naam (pouvoir en moré). Créé à Ouahigouya il y a une trentaine d'années, il structure le monde rural Burkinabé ainsi qu'une grande partie du Sahel. Il a sa propre réflexion sur la gestion des ressources naturelles, l'organisation du pouvoir et le développement rural.

### **PÉRIMÈTRE IRRIGUÉ : EFFICACITE ET DEMOCRATIE D'ENTREPRISE**

#### **Un Club**

En s'affirmant dès le départ comme peu représentatif, le groupement "Ben Kadi" a conscience de son originalité. Il rassemble 15 jeunes maraîchers et quatre jeunes cadres, frais émoulus de l'université. Les modes de gestion et les résultats obtenus n'ont, en effet, rien à voir avec ceux des autres producteurs beaucoup plus "traditionnels".

Le groupement n'est pas fermé sur lui-même. Ses membres envisagent de doubler ses effectifs et d'augmenter la production à moyen terme en fonction des ressources en terres irriguées. Ses principaux atouts sont des objectifs clairs et cooptés ainsi qu'un test probatoire de deux années pour tout nouvel adhérent.



### **Des objectifs clairs**

Ces objectifs concernent d'abord la recherche de ressources naturelles à haut potentiel. Travailler sur les meilleures terres de la région, les périmètres irrigués, suppose une maîtrise des problèmes fonciers. Cela exige aussi de bonnes techniques de production : maîtrise des intrants et des produits phytosanitaires, gestion du matériel, conduite de l'irrigation et conservation de produits fragiles comme les légumes.

L'efficacité économique dans un créneau porteur exige de vendre. La production suit. Les marchés urbains ont été explorés non seulement au Burkina Faso (Ouagadougou) mais dans les villes côtières de Cotonou (Bénin) et de Lomé (Togo) pour la pomme de terre notamment.

La recherche d'une bonne insertion dans le milieu rural "traditionnel" est une préoccupation forte du groupement. L'accès au foncier en est la principale raison. Mais pour l'ensemble des membres les relations avec les autres agriculteurs doivent dépasser cette contrainte. La formation et l'appui à la commercialisation des produits des autres maraîchers sont estimés très importants pour la vie même du groupement "ben kadi"

### **Les leçons de l'expérience de la filière "maraîchage"**

La gestion des ressources naturelles est d'autant plus efficace qu'elle répond à une demande économique. Le groupement "Ben Cadi" soigne son outil de production. Les terres disponibles dans les périmètres d'irrigation sont essentielles. Il faut les préserver. Il faut maintenir leur potentiel, et les gérer au mieux pour obtenir des rendements élevés. Les rites "religieux" concernant la terre sont toujours en usage, mais ils n'ont qu'une valeur de symbole. Il s'agit avant tout de gagner de l'argent.

L'autre point fort du groupement "Ben Cadi" est une autonomie de décision. Les membres du groupement sont responsables et solidaires. Ils décident de la nature des productions, des lieux d'exportation, de l'importance des ventes, des clients à contacter, des prix à négocier et des bénéfices à répartir entre cadres et maraîchers... Les aspects, techniques, financiers et humains sont abordés en commun. C'est l'avantage d'un petit groupe où les liens sont forts et les difficultés traitées en commun.

Cette filière est malheureusement limitée. La disponibilité en terres irriguées, la quantité de produits maraîchers consommés, l'étroitesse du marché, le nombre de producteurs concernés et les compétences nécessaires pour répondre aux exigences des filières légumes ou fruit limitent les possibilités de reproduction. Seuls les entrepreneurs (péri)urbains ont les compétences pour maîtriser de telles opérations.

Des groupements ou entreprises telles que "Ben Cadi" sont marginaux. Mais ils donnent le ton de ce que pourraient être des filières paysannes capables d'allier gestion des ressources naturelles et dynamique de développement.

## **LA MONTÉE DES ORGANISATIONS PAYSANNES**

Le mouvement "Naam" est un des plus anciens d'Afrique de l'Ouest (création en 1967). Indépendant de l'Etat Burkinabé, il a ses services techniques, économiques et financiers propres. L'ONG "Six S, basée en Suisse lui apporte son appui.

La création des "Naam" à Ouahigouya n'est pas un hasard. Son fondateur, un Mossi de Ouahigouya, tirant les leçons de l'échec des coopératives paysannes plaquées sur le monde rural, enracine son mouvement dans la tradition mossi du "Kombi-Naam. Connu de tout Mossi, ce contre-pouvoir initie les jeunes aux pratiques sociales par le travail collectif et la fête. En terme de développement, le "Kombi-Naam" ou "Naam" cherche à responsabiliser chaque individu, chaque groupe, dans l'identification de ses problèmes, dans les moyens à mettre en œuvre et dans les actions à réaliser.

Le mouvement Naam fait de l'entente et de l'union sa principale préoccupation sociale et réussit à structurer le monde rural. Incitant plusieurs villages à résoudre ensemble leurs problèmes, il crée des conditions particulièrement favorables à une gestion démocratique et décentralisée des ressources naturelles.

L'intervention technique des "Naam" dans ce domaine concerne actuellement l'agro-foresterie. Les Naam n'imposent pas d'activités aux groupements. Ils en proposent toute une gamme allant de la lutte anti-érosive aux reboisements. Cette démarche "plaît" et se traduit par une forte participation paysanne. Les perspectives sont de créer des villages pilotes en agro-foresterie. Ils diffuseraient les acquis en tenant compte des actions CES dans une approche d'aménagement global des terroirs.

Après un démarrage lent, (126 groupes en 1977), le mouvement a explosé. Il totalise environ 4.000 groupes en 1995. Il s'adresse à tous : hommes, femmes, jeunes vieux rassemblés en groupes de 50 à 200 membres. Les groupes d'un département forment une "Union". Restées longtemps isolées, les "Unions" se rassemblent actuellement en un mouvement national. L'Etat a nommé un des cadres issus des "Naam" secrétaire d'Etat à l'agriculture. Le fondateur est devenu maire de Ouahigouya. Ce mouvement veut-il conforter son rôle d'édification d'une société nouvelle en composant avec le pouvoir ?

### **En conclusion**

Ouahigouya représente une situation type de "capitale régionale" apportant des services de commercialisation, de crédit, de formation. Ils sont indispensables au développement économique et social de la région qu'elle contrôle. Deux cas parmi d'autres (une entreprise agricole "Ben Kadi" et une ONG organisatrice d'un puissant mouvement paysan "les Naam") donnent le ton de ce que pourrait être une gestion des ressources naturelles impliquée dans des flux économiques forts et des services dynamiques capables de les accompagner. Ces deux types de groupements, quoique intervenant à des échelles très différentes, sont autonomes. Ben Kadi comme chaque "groupe" et "Union" du mouvement "Naam" est décentralisé. A l'intérieur de chacun d'eux les membres se cooptent et prennent leurs décisions de façon négociée (démocratique).

## **LE YATENGA : DIVERSITÉS LOCALES UNITÉ RÉGIONALE**

Le Yatenga rassemble sur un territoire restreint une mosaïque de situations contrastées. L'étude des plus saillantes éclaire comment les villageois gèrent leurs ressources, s'organisent (démocratie) et sont autonomes pour le faire (décentralisation). Mais la seule prise en compte de ces situations locales est insuffisante. Chacune d'elles s'insère dans des constructions plus vastes : le Yatenga, le Burkina Faso, le Sahel... Quand s'efface la diversité apparaît un Yatenga où Ouahigouya se détache comme capitale régionale. Sa périphérie agricole immédiate très peuplée se dilue par étapes jusqu'à ses marges pastorales. La ville et sa région ne sont pas isolées. Elles s'insèrent à leur tour dans un réseau (inter)national contrôlant des flux d'hommes et de biens du Sahel vers le golfe du Bénin. Diversités locales, unité régionale et sahélienne concluent donc cette étude.

### **DIVERSITES LOCALES**

La difficulté de saisir, dans un même mouvement, l'évolution sociale, l'organisation des pouvoirs et leurs conséquences sur la gestion des ressources du Yatenga conduit à retenir quatre situations principales : i) (péri)urbaine, ii) centrale et agricole très peuplée, iii) intermédiaire entre centre et périphérie et, iv) périphérique pastorale et vide d'hommes.

#### **Les régions (péri)urbaines**

Dans les zones (péri)urbaines, deux Dynamiques retiennent l'attention. Une filière maraîchère approvisionne les marchés urbains par la mise en valeur de ressources naturelles à haut potentiel grâce à des petits périmètres irrigués périurbains. Cela suppose maîtrises foncière et technique et surtout économique dans un créneau porteur. Cela suppose aussi une "démocratie d'entreprise", ou plutôt de "coopérative" dans laquelle les acteurs sont sur pied d'égalité. Les fonctions de production, de conseil technique et de commercialisation s'équilibrent. L'avenir seul dira la pérennité de ce fragile dispositif. L'autre expérience, le mouvement paysan "Naam" travaille dans la même option "démocratique" mais à une toute autre échelle : 400.000 adhérents et non plus une vingtaine d'individus. Ce mouvement suscite des "unions" entre villages, notamment en matière de gestion des ressources. Il crée des petits "gouvernements locaux", bases éventuelles des "futurs communes rurales", capables d'identifier problèmes, solutions et moyens à mettre en œuvre.

#### **Les Régions agricoles très peuplées**

Les greniers sont vides deux mois par an. Les manques de terres et d'eau en sont à la fois cause et conséquence. Exploiter pour survivre détruit le support d'une production aux techniques rudimentaires : peu d'outils, pas d'intrants. Gérer les ressources naturelles, pour ceux qui n'ont pas émigré, soit 50 % de la population, consiste à réhabiliter les sols par des diguettes anti érosives ou des comblements de ravines, à améliorer les ressources en eau



par des petits barrages ou des creusement de mares et à planter des arbres..., pour améliorer la production et l'alimentation. Cette gestion est démocratique si les activités se fondent sur une "entente" entre villageois, c'est-à-dire de nouvelles organisations dépassant les clivages traditionnels. Dans ce contexte, les projets d'abord techniques (Recherche-développement) deviennent plus "sociaux" (Projet Vivrier Nord Yatenga). La décentralisation des décisions existe de fait pour les affaires courantes, réglées par la coutume. Un statut juridique permettrait cependant aux futures "communes rurales", issues "d'ententes" intervillageoises, d'avoir une personnalité morale pour gérer de façon plus autonome leurs ressources. Le problème clef reste lié aux moyens financiers et humains. Dans ce domaine, les projets assurent des transferts. C'est une incitation économique et sociale. C'est aussi un handicap à une maturité future, autant politique que matérielle.

### **Les périphéries pastorales**

Dans les marges sèches, vouées à l'élevage extensif, l'arrivée d'agriculteurs provoque des violents conflits avec les éleveurs. La gestion des ressources y est difficile. Les actions restent limitées et se réalisent dans une ambiance défavorable aux éleveurs. Leur pouvoir et leur territoire diminuent. Les agriculteurs, quant à eux, améliorent leur statut politique et leur niveau de vie. De plus en plus nombreux, ils installent leurs cultures dans les pâturages et entravent la mobilité des troupeaux, condition "*sine qua non*" du maintien de l'élevage. La démocratie est "minimale". Le dialogue n'est pas rompu. Il dépend d'un accord conjoncturel entre administration et chefferie traditionnelle qui régule les conflits fonciers les plus graves.

La décentralisation en cours, y compris celle des ressources, doit être très prudente pour ne pas exacerber le vieux conflit entre agriculteurs sédentaires et éleveurs nomades

### **les régions intermédiaires**

Dans les régions intermédiaires, entre le centre agricole très peuplé et sa périphérie pastorale, la logique agricole est implacable. Elle accapare toutes les ressources de qualité et n'en laisse qu'une portion congrue aux éleveurs. La société comme le terroir sont coupés. Les acteurs s'ignorent : d'un côté les agriculteurs (75 %), de l'autre les éleveurs (25 %). Cette disproportion a commencé le jour où les éleveurs ont perdu la maîtrise de l'eau. Ils perdent actuellement celles du foncier et du fourrage. La conquête agricole sera sans doute totale via l'agro-pastoralisme. Les agriculteurs ont imposé et imposent leur point de vue. La démocratie n'existe pas. Les femmes, aussi, sont exclues. Seuls les "hommes", les chefs ont le pouvoir. En résumé, beaucoup d'acteurs et peu de décideurs. La décentralisation en matière de gestion (notamment des ressources) ne ferait qu'entériner cette inégalité.

### **Des "situations locales type"**

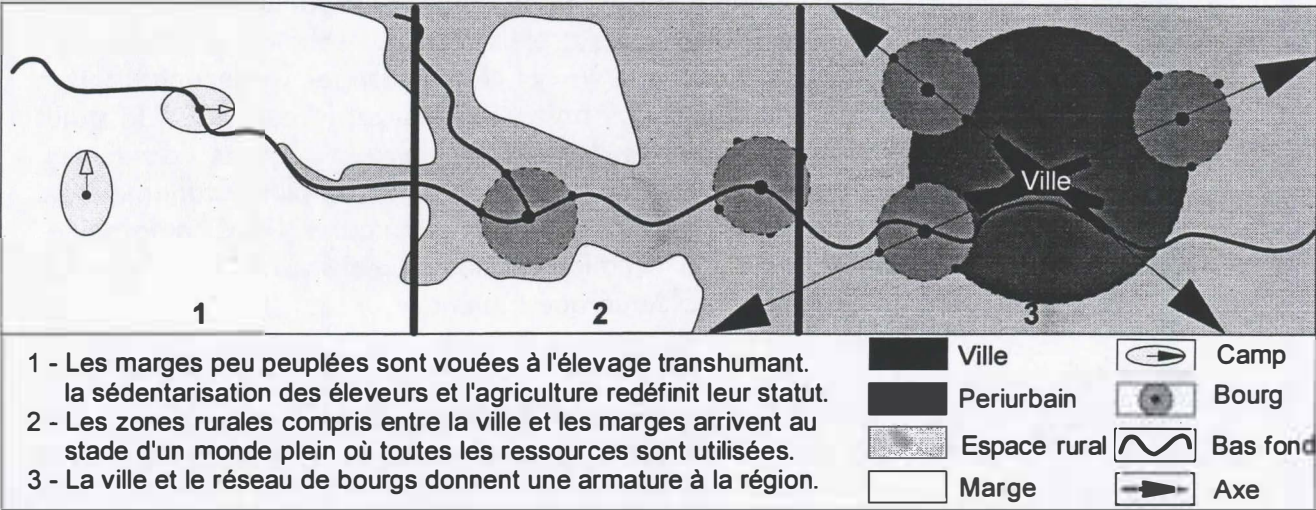
Ces *situations locales* ne sont pas exhaustives. D'autres études de cas devraient les enrichir et "gommer" leur spécificité. Mais leur situation géographique, leurs (infra)structures, les mécanismes sociaux, économiques, écologiques... qu'elles mettent en jeu, les dynamismes qui les traversent (notamment en matière de gestion des ressources) sont suffisamment fréquentes pour comprendre et agir sur de nombreuses situations sahéliennes.

Ces *situations locales* ne sont pas isolées. Elles sont liées. Les rassembler permet de proposer un *modèle régional sahélien* ayant une capacité de généralisation plus riche. Examinons son contenu, son intérêt et ses limites en termes de diagnostic et d'action.

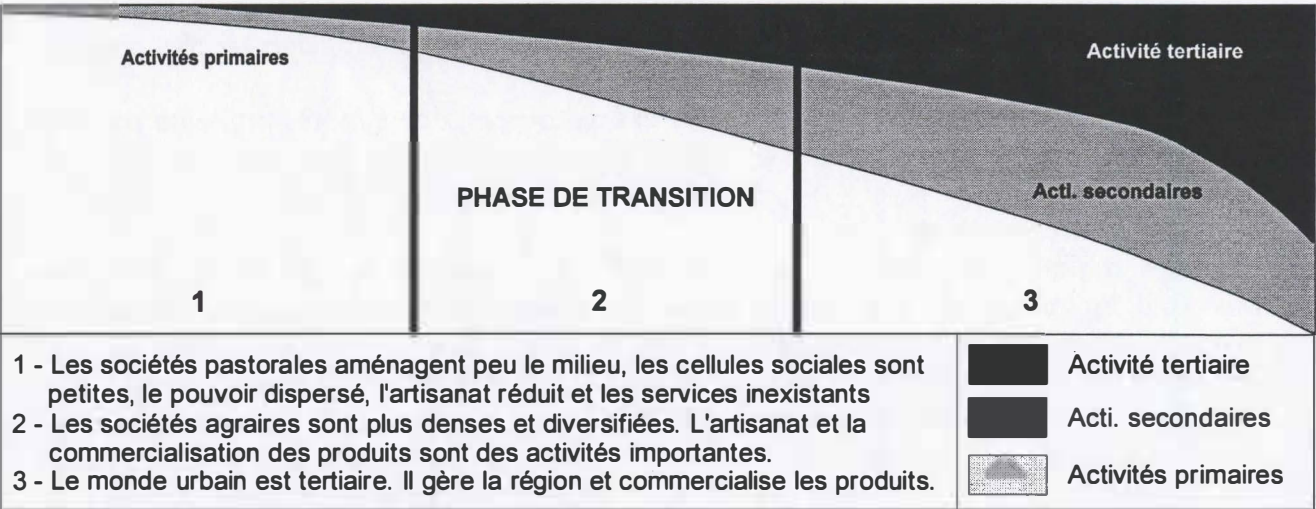
UNE SUCCESSION D'ESPACES ET D'ACTIVITES EMBOITES

Figure 24

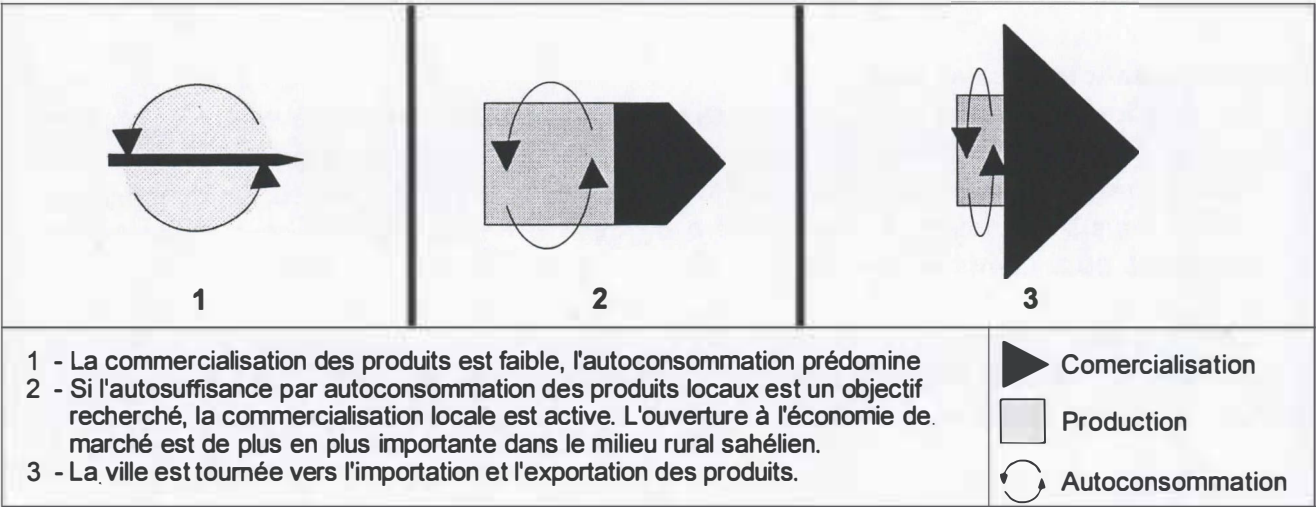
Organisation du territoire



Type d'activité



Niveau de production et d'échange





## **UNITÉ RÉGIONALE**

En évolution permanente, une région redéfinit sans cesse l'ensemble des territoires qui la composent.<sup>9</sup> Décrire et comprendre cette évolution, restituer aux intéressés l'information permet aux acteurs concernés, de prendre des décisions pour éventuellement modifier les évolutions en cours, pour réduire les déséquilibres, ou décider des aménagements et des infrastructures.

### **Un modèle régional descriptif et explicatif**

Le Yatenga est composé d'espaces qui s'emboîtent. D'abord une ville Ouahigouya donne le ton. Elle concentre les équipements, les hommes, les pouvoirs. Ce monde urbain est tertiaire. Il gère la région. Il impulse et draine des flux de biens et d'informations par un réseau de routes qui le relie aux bourgs. La périphérie rurale progressivement au stade d'un monde plein où toutes les ressources disponibles sont mises en valeur. Cette saturation entraîne une rupture entre les populations et leur milieu avec exode rural, déficit alimentaire et dégradation des ressources. Ses atouts sont les habitants qui restent. Ils font preuve d'un étonnant dynamisme. Dans cette crise, ils gèrent les flux financiers et alimentaires. Ils créent des "ententes" pour "capter le développement" et l'argent qu'il amène. Les "ententes" les plus solides pratiquent une réelle démocratie de gestion des ressources. Elles pourraient être de futures "communes rurales". Les marges peu peuplées sont vouées à l'élevage transhumant. Dispersées sur de vastes superficies, les sociétés pastorales transforment peu le milieu. Les cellules sociales sont petites et les pouvoirs dispersés. L'autoconsommation domine. La commercialisation est faible. La sédentarisation des pasteurs et le passage à l'agro-pastoralisme aménagent d'avantage l'espace. Les villages et les cultures augmentent en taille comme en nombre.. Ce modèle régional explique les relations entre les "situations types" précédentes. Il permet aussi d'en comprendre l'évolution pour éventuellement les modifier.

### **Un modèle régional évolutif et décisionnel**

Deux "fronts" complètent le dispositif précédent. Le premier est "agricole". Les agriculteurs (Mossi) envahissent les zones pastorales (Peul). Les conséquences en sont des conflits de pouvoirs, des dégradations des ressources et un développement incertain. Le second est "urbain". La ville envahit la campagne. Elle ouvre difficilement de nouveaux espaces économiques, redistribue ses pouvoirs, génère de nouvelles valeurs en conflits avec la culture traditionnelle. Elle draine aussi une population décapitalisée à qui elle est incapable d'offrir des emplois.

Ces deux fronts se déplacent dans l'espace à des vitesses variables. Ils se chevauchent aussi. Kéké entièrement pastoral il y a un siècle, devient "tout agricole". Il laisse entrevoir ce que sera sans doute la région pastorale de Banh dans quelques années. Ziga devient une "banlieue" de Ouahigouya, suite à la création de la route goudronnée. Cette dernière sera bientôt à Banh. Avec elle, le front "urbain" rejoindra le front "agricole". Elle lui donnera une tout autre signification, notamment en matière de gestion des ressources.

### **En conclusion**

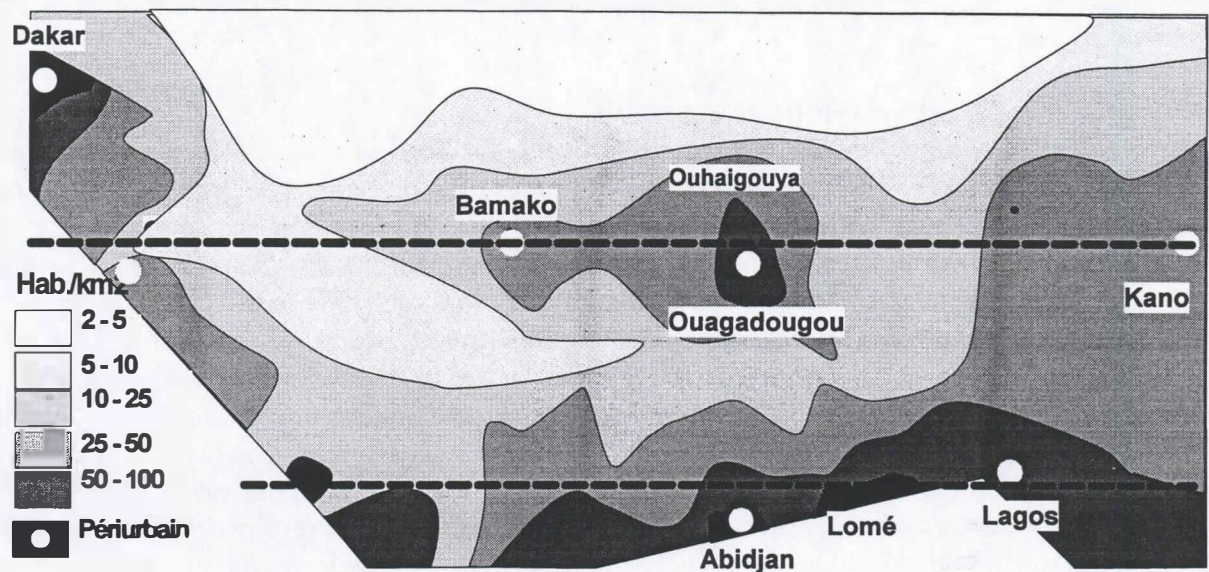
Ce modèle régional est plus riche que la collection de "*situations locales types*" précédemment identifiées. Il les intègre. Il permet de comprendre et d'expliquer leurs relations. Il permet aussi de prévoir des évolutions possibles et d'en tirer les conséquences en terme de développement, tant au niveau des schémas d'aménagement régionaux que de la localisation des infrastructures... Ceci étant, comment s'insère-t-il au niveau du Sahel?



# UNE GENERALISATION POSSIBLE

Figure 25

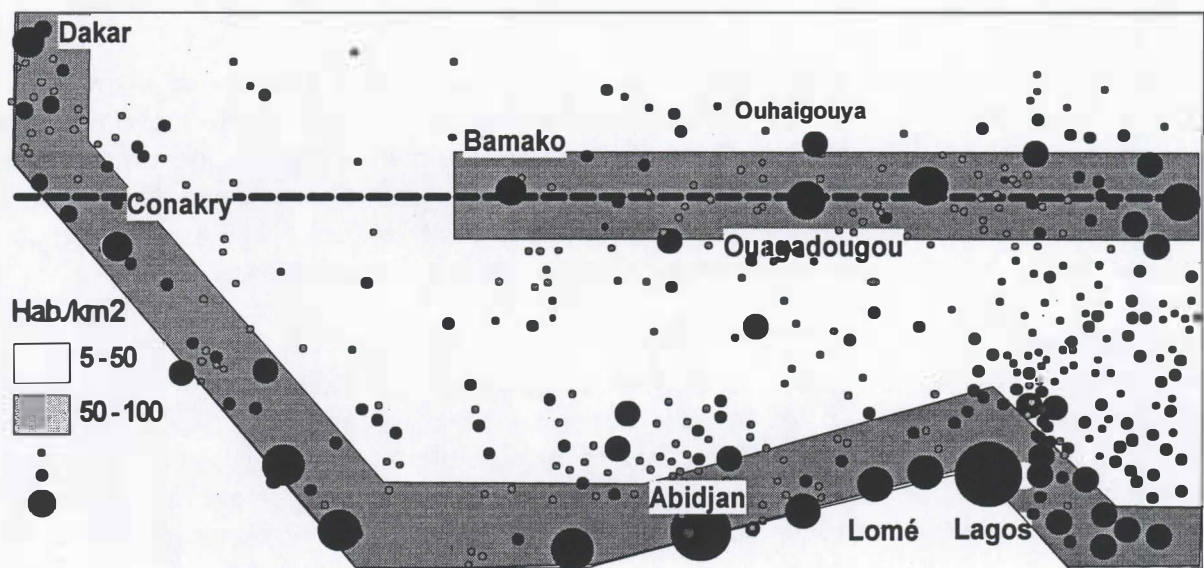
## Densité de population rurale



La conquête des marges peu peuplées à partir des zones de forte densité rurale pose au niveau sahélien un défi de taille si l'on veut d'une part éviter une destruction massive des ressources naturelles et des conflits avec les populations autochtones qui s'y reconnaissent des droits.

Dans ce contexte, les réseaux urbains hiérarchisés à partir des pôles situés dans les zones de fortes densité jouent un rôle particulièrement important. Les villes petites ou grandes sont les relais des pouvoirs centraux et également les capitales organisatrices de la région qu'elle contrôle. Le Yatenga en est un exemple vivant. Il concentre à lui seul les principales situations que l'on peut rencontrer en matière de gestion des ressources naturelles. Ce modèle régional devrait cependant être testé dans d'autres régions sahéliennes pour être validé.

## Réseau urbain - horizon 2020



## DU YATENGA AU SAHEL

Les problèmes du Sahel dépassent largement ceux du Yatenga. Mais les leçons du modèle Yatengais, modèle régional de "contact" entre un pôle de peuplement élevé et ses marges permet d'appréhender des dynamiques qui pourraient être généralisées au Sahel.

Les capitales régionales jouent un rôle de régulation sociale notamment en matière de conflits fonciers. Elle sont des "moteurs" économiques qui accélèrent les échanges tant en ce qui concerne les filières que les importations ou la commercialisation des produits locaux. Finalement, elles organisent le territoire par la mise en place de schémas d'aménagement.

"Un front urbain" se développe autour de la capitale régionale. Il est lié à la qualité des voies de communication, notamment celles qui sont asphaltées. Ce front diffuse des services, de l'argent par les projets ou les ONG, des compétences, des valeurs et des pouvoirs.... qui bousculent la "tradition", suscitent des "ententes" et des regroupements acteurs capables de négocier leur avenir.

Un front "agricole" pose le défi d'une colonisation sans détruire les ressources et d'une gestion des conflits avec les populations autochtones. La situation la plus fréquente, dans les marges pastorales est l'exclusion des éleveurs avec pour perspective l'agro-pastoralisme, voire l'agriculture irriguée si les conditions le permettent. Des régulations sociales fortes sont nécessaires pour éviter les conflits (fonciers) parfois violents.

Ce "modèle régional" est sensible à "l'environnement" politique, économique et social. La décentralisation, et la perspective de création de communes rurales au Burkina Faso, la dévaluation du franc CFA, l'organisation de filières, le renforcement ou la disparition de l'aide et des projets... accélèrent ou freinent son développement.

Au niveau sahélien, il reste à explorer la validité de ce modèle régional dans des régions plus humides et plus riches (zone coton ou bassins arachidiers). Son fonctionnement et les leçons à en tirer sont certainement très différentes.

En conclusion, l'étude du Yatenga, "région de contact" entre des pôles très peuplés et leurs marges vides d'hommes permet d'explorer en détail des situations sahéliennes très typées. Elle permet aussi de dépasser cette étude de détail. Le modèle régional proposé fait intervenir quelques clés d'analyse en matière de gestion des ressources qui devraient s'appliquer à l'ensemble de la "bande des fortes densités" rurales sahéliennes situées entre 13° à 15° de latitude Nord. Il serait nécessaire de tester ces clés dans d'autres situations pour en vérifier la pertinence.

Cette étude de cas confirme et enrichit les résultats de la première partie du document (cadre de la recherche) et fournit des matériaux pour la dernière (enseignements et recommandations).

# **ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS**

(Chapitre 3)



Les grandes tendances observées au Sahel en matière de gestion des ressources naturelles (première partie) ainsi que les faits observés mêmes (deuxième partie) conduisent aux enseignements et recommandations suivantes.

### **Les enseignements**

Les villageois gèrent de façon très différente leurs ressources. Unis, ils conçoivent des projets mûrement concertés visant le long terme. En perpétuels conflits, leurs actions sont limitées, individuelles, à court terme. A cela, trois explications principales : la volonté de "s'entendre", l'importance de régulations externes fortes et le contexte économique et politique général.

Les approches "territoriales" éclairent et influencent ces différents types de gestion. Toujours globales, elles donnent une vue d'ensemble des situations, des partenaires, des enjeux, des problèmes. Quand elles se font locales, elles évaluent, sur des ressources précises (une mare, une forêt ou un champ...), les rapports de force entre villageois, les conflits, les "unions" et leur sanction directe sur ces ressources. Au niveau régional, ce sont les dynamiques d'ensemble (front pionnier, exode...) et les régulations qui retiennent l'attention.

### **Les recommandations**

La prise en compte de ces différents types de gestion, suppose de bien identifier les acteurs (les résidents permanents, les groupements, les communautés territoriales...) leurs rôles et leurs pouvoirs. Peuvent alors se mettre en place des politiques de renforcement des dynamiques d'entente et d'union (associations volontaires, instances de contrôle des actions, efficacité des groupements). Le point essentiel est une meilleure structuration des dynamiques territoriales en cours. Il faut mieux définir les territoires locaux (importance des bourgs-centres entourés de villages), mais surtout mieux analyser les dynamiques régionales dont le rôle est essentiel en terme de mécanismes de régulation et de politique d'aménagement.

Une meilleure gestion des ressources naturelles suppose au niveau local une mobilisation des villageois sur la réalisation d'actions répondant à leurs besoins. Ce travail est autant technique (diagnostic, définition d'objectifs, identification de solutions, programme d'actions, suivi...) que social (négociations, réalisation d'ententes...). Au niveau régional la démarche est la même. Mais elle vise d'avantage à coordonner les réalisations locales (suivi, évaluation) et à réguler les conflits éventuels.

La prudence est de rigueur en ce qui concerne les formalisations institutionnelles. La création de "communes rurales" suppose des ententes fortes, ayant fait leur preuve. De même au niveau régional, la définition des territoires impliqués reste à définir, ainsi que leurs pouvoirs. Dans tous les cas, les financements posent des problèmes. L'information et la formation des responsables sont importantes.

# LES ENSEIGNEMENTS

## LES GRANDS TYPES DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Trois types de gestion des ressources naturelles ressortent de l'étude du Yatenga.

### **Une gestion participative, concertée et programmée à moyen terme**

"L'entente" est primordiale. Tous les acteurs, y compris les groupes marginalisés (les femmes et les jeunes, les nouveaux arrivés et les ethnies minoritaires) expriment leur façon de gérer les ressources qu'ils utilisent. Leurs points de vue diffèrent, parfois profondément, mais sont connus de tous. Ils servent de base aux négociations lors des choix pour l'action.

Ces choix fixent les priorités et structurent les programmes d'intervention. Les rapports de force existent mais sont pondérés par un respect entre partenaires intra et extra villageois. Un appui externe aussi bien méthodologique (diagnostic concerté, aide à la négociation et à la décision...) que financier et technique facilite la démarche. De nouveaux responsables et de nouveaux pouvoirs se manifestent au détriment des chefs traditionnels. Les programmes d'actions retenus par les villageois conduisent à des contrats négociés avec les services techniques, les ONG ou les projets de développement.

C'est sur une démarche démocratique de ce type que peut s'envisager une décentralisation des pouvoirs et la création de communes rurales. En donnant une personnalité morale aux habitants d'un territoire, elle confirme leur maturité civique. *Le Village de Ninigui correspondrait à ce type de gestion des ressources naturelles.*

### **Une gestion conflictuelle et une programmation difficile**

"L'entente" est toujours un objectif à atteindre, mais elle est moins complète que dans le cas précédent. Elle reste entachée de conflits. Seule une régulation externe peut les estomper. *C'est le cas de la région de Banh où les agriculteurs et les éleveurs sont en litiges fonciers fréquents. Les interventions concertées de l'administration (sous - préfet) et du chef Peul sont fréquentes et évitent une amplification démesurée des problèmes.*

Les projets communs entre acteurs restent flous. De nombreuses interrogations sur le futur handicapent la gestion des ressources naturelles. *A Banh, toujours, quel sera l'avenir : maintien d'une crue annuelle et gestion par les éleveurs de la forêt classée de Sourindou ou barrage avec périmètres maraîchers favorables aux agriculteurs ?*

L'intensité des rapports de force empêche la réalisation de projets communs à long terme. L'émergence de nouveaux acteurs, porteurs de nouveaux projets, ne se réalise pas. Les tensions sont trop fortes et le repli sur des autorités régulatrices extérieures (administration, chefs traditionnels) prédomine. Dans ce contexte, la décentralisation des responsabilités n'est pas évidente. Elle risque, si elle est trop rapide ou mal faite, de compliquer les situations.

### **Une absence de concertation et de vision à terme**

Les blocages sociaux prédominent. Le dialogue entre acteurs existe peu ou seulement avec une partie de la population. Il en résulte une gestion difficile des ressources faute de cohésion entre des acteurs qui affirment des stratégies différentes. *Deux cas illustrent cette situation. A Kéké, les femmes ne sont pas consultées ; les agriculteurs et les éleveurs ne dialoguent plus. A Ziga les jeunes et les adultes ont des comportements qui s'opposent violemment.*

La gestion des ressources naturelles se fait le plus souvent à court terme. Des projets de développement et d'aménagement rural existent certes, mais ils ne concernent qu'une partie de la population. La planification ne fait qu'entériner un "statu quo" d'acteurs en conflits. Les populations ne sont pas mûres pour envisager une décentralisation des responsabilités qui ne ferait que confirmer les clivages.

### **LES FACTEURS EXPLIQUANT CETTE DIVERSITE**

Plusieurs facteurs favorisent la gestion démocratique et décentralisée des ressources.

La capacité des acteurs locaux à négocier un statut politique au sein des villages perturbés par une dégradation des pouvoirs comme des terroirs est primordiale. Elle permet de (re)créer des "unions", des "ententes" pour la gestion des ressources naturelles dans une perspective de développement. Cette capacité semble se produire là où les perturbations ne sont pas trop importantes. *Les zones de conflits fonciers violents (Banh), celles où les influences de la ville sont en contradiction profonde avec la vie traditionnelle des villages (Ziga) ne connaissent pas d'entente. Les zones "intermédiaires" (Ninigui) sont plus favorable.* Les interventions externes favorisent ces dynamiques "internes" si des demandes sont clairement formulées. A l'inverse, les dynamiques internes réussissent rarement si elles ne rencontrent pas de reconnaissance et des financements externes.

Des résultats économiques tangibles sont nécessaires. Il est impossible de gérer des ressources naturelles sans des articulations fortes avec la production et avec la vente des produits. A quoi servent les diguettes anti-érosives si elles n'ont pas d'incidence sur l'alimentation et plus généralement sur la satisfaction des besoins individuels et collectifs. *L'expérience de la filière maraîchage est révélatrice. Il faut vendre pour produire et cette production suppose un entretien efficace des terres et une gestion correcte de l'eau dans un petit périmètre irrigué.*

Des compétences techniques sont indispensables pour construire des diguettes, conduire une embouche, boucler correctement un budget... Dans ce domaine, les références sont difficiles car les sécheresses remettent en cause le peu de gain apporté par les nouvelles techniques et les innovations. Mais, il faut être performant pour survivre au Sahel.

Ces facteurs explicatifs s'incrivent dans des transformations plus larges. Le désengagement des États au profit des entreprises privées marque un souci de concertation et de responsabilisation de la société civile. Les ONG, dont la capacité de financement augmente, s'inscrivent dans une optique de coopération décentralisée. Les nouvelles approches (développement et planification locale, recherche - développement...) modifient les démarches, les méthodes et la compétence des acteurs locaux...



## **L'INTÉRÊT DES APPROCHES TERRITORIALES**

Les ressources naturelles, c'est-à-dire une mare, un bas-fond, une forêt ou un champ se situent dans un territoire, c'est-à-dire un espace approprié, contrôlé et géré par une société. Prendre en compte le territoire, c'est donc comprendre et intervenir sur les relations entre acteurs et ressources. Actuellement l'accent est mis sur les aspects sociaux et institutionnels et insuffisamment sur l'aspect territorial. Par ailleurs, le local est privilégié. Les approches à ce niveau (développement, planification, gestion) sont très intéressantes et novatrices. Le niveau régional est par contre trop peu exploré.

### **Le niveau local**

Les approches locales concernent de petits territoires (encore mal définis au point de vue géographique). Elles diffèrent profondément des logiques sectorielles et technocratiques, logiques qui ont peu pris en compte les stratégies paysannes et ont abouti à des constructions territoriales contrastées entre des espaces périurbains denses et des périphéries marginalisées. Cette marginalisation, voire l'abandon de ces périphéries, affecte une grande partie de l'espace rural sahélien.

Avec la crise, le niveau local (en dynamisant les ressources humaines et physiques autour d'un projet commun spécifique à un petit territoire) redonne une signification politique et économique au territoire. L'animation, dans ce contexte, est un point de passage obligé pour la formulation des problèmes, la concertation entre acteurs et la programmation des actions concernant l'aménagement de ce territoire et la gestion des ressources. Cependant le manque de réflexion sur la signification géographique du territoire pose problème, tant au niveau des stratégies territoriales de chacun des acteurs que sur l'organisation même de ce territoire local. Les réflexions sont pauvres en ce qui concerne par exemple son centre organisateur, son pôle de développement, ses limites ainsi que son fonctionnement géographico - économique.

Il manque également une vue d'ensemble sur ce que représente la somme des territoires locaux. Quelles vont être les interactions, les fonctionnements, les dynamismes et les évolutions de ces multiples unités locales ? L'approche régionale devrait permettre une plus grande cohérence des interventions afin de mieux organiser les territoires locaux.

### **Le niveau régional et les régulations**

Une réflexion préliminaire sur l'organisation régionale du territoire devrait éviter certains problèmes. Les acteurs locaux réfléchiraient sur la signification des alliances qu'ils mettent en œuvre et sur celle des petits territoires locaux qu'ils constituent. Ils comprendraient mieux comment ces unités locales s'insèrent dans un dispositif régional plus important prenant en compte la ville avec ses contraintes foncières, sa capacité de commercialisation et la répartition des densités de population.

Il est dommage que la réflexion géographique sur l'organisation régionale soit peu explorée. Tout un champ est ouvert. L'étude sur le Yatenga est une première étape dans ce domaine.



## DES PRINCIPES POUR L'ACTION

La gestion des ressources naturelles dépend essentiellement des acteurs en place et des spécificités régionales. Néanmoins des orientations générales peuvent être retenues.

### **PRENDRE EN COMPTE LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS**

Une bonne connaissance des situations en matière de gestion des ressources naturelles est nécessaire. Ces situations sont diverses et exigent des interventions différenciées.

La description des situations est insuffisante. Prendre en compte leur diversité exige une identification des problèmes et une étude des solutions apportées par les sociétés en place.

La gestion des ressources naturelles varie suivant les contextes physiques et humains (écosystèmes fortement dégradés, front pionnier, environnement socio-économique plus ou moins sécurisé, etc.). Le statut social des acteurs (les hommes, les femmes, les jeunes, les quartiers, les ethnies...), le niveau d'organisation des associations, les relations entre les tenants du pouvoir traditionnel et les nouveaux acteurs sont également importants. Tous ces éléments ont pour conséquence des stratégies d'appropriation, d'usage et de gestion des ressources naturelles forcément différenciées. La logique de survie est dominante dans les zones fragilisées. Elle entraîne des choix à très court terme, une limitation maximale des risques, un exode important, etc. Des logiques d'accumulation existent dans les zones plus favorables.

Identifier et comprendre comment sont créées les "ententes" au village est un préalable à toute intervention. Des éléments de jugement sur la situation pourront alors être formulés : gestion participative et concertée ou au contraire conflictuelle, voire bloquée. Enfin, après restitution et discussion de ces informations avec les acteurs concernés, des programmes de gestion différenciée des ressources, d'aménagement du territoire et de développement, pourront être envisagés.

## **INTÉGRER LES STRATÉGIES D'ACTEURS**

Plusieurs catégories d'acteurs ont un rôle important dans la gestion des ressources naturelles. Il importe de les identifier et d'essayer d'intégrer leurs stratégies.

### **Connaître le système des acteurs**

Les individus, les familles, les groupements, les communautés territoriales et l'Etat utilisent les ressources naturelles d'un même territoire et interviennent dans leur gestion.

Les individus, paysans ou éleveurs sont les usagers privilégiés. Il y a en a d'autres, tels les artisans (menuisiers, potiers), les chasseurs et les pêcheurs. Des acteurs extérieurs exploitent les ressources forestières (charbonniers, commerçants, migrants et pionniers) ou fourragères (éleveurs transhumants). Les familles et les lignages s'approprient et gèrent les ressources suivant leur main-d'œuvre et leurs besoins (alimentaires et économiques).

Les groupements villageois gèrent de plus en plus souvent les ressources naturelles. Cela ne pose pas de problème s'ils sont expérimentés. C'est moins aisé quand ils émanent d'actions administratives (communautés rurales), politiques, économiques (coopératives), sociales (comités de santé, associations culturelles), imposées ou spontanées, crédibles ou discréditées, articulées ou non sur un héritage traditionnel plus ou moins vivace.

L'État, par sa législation, son administration, intervient dans la gestion. Les bailleurs de fonds font actuellement de l'environnement un axe important de la coopération Nord-Sud. L'État délègue parfois certaines de ses responsabilités dans ce domaine à des collectivités locales publiques dans le cadre d'une politique de décentralisation (exemple des communautés rurales sénégalaises chargées de la gestion foncière ).

Tous les acteurs, utilisateurs des ressources naturelles d'un même territoire ont des intérêts plus ou moins convergents ou contradictoires. Au service de ces intérêts, ils élaborent des stratégies et choisissent des tactiques, ici lucides et délibérées, là instinctives et portées par l'expérience, la pratique, sinon la structure. Avant toute action, il convient de repérer les acteurs et d'identifier leurs objectifs et leurs stratégies.

### **Intégrer les stratégies porteuses de progrès**

Pour mettre en oeuvre des compromis explicites entre acteurs dépassant le seul court terme, des convergences d'intérêts et les alliances sont nécessaires. Cela exige d'explorer les possibilités et de mettre au point des contrats à court et moyen termes, fondés sur des intérêts réciproques. Afin d'éviter les dérapages, des instances de régulation et de négociation sont importantes. La mise en place de ces instances exige une identification des acteurs et un décloisonnement permettant le dialogue direct.

Passé ce premier cap des compromis explicites, il faut examiner les travaux à réaliser sur la base d'une union et d'une entente (cf chapitre suivant). Mais la mise en oeuvre de ce principe reste difficile, notamment dans des contextes ruraux où le niveau d'organisation de la profession agricole reste faible. Cependant, se substituer aux acteurs locaux pour cette négociation n'aboutirait qu'à retarder le moment où ils pourront s'affirmer en partenaires à part entière. Des appuis externes peuvent alors intervenir à deux niveaux : local pour appuyer une gestion décentralisée des ressources et régional pour conforter les processus de négociation, de planification et de régulation des conflits.



## **RENFORCER LES DYNAMIQUES "D'ENTENTE ET D'UNION"**

Les populations résidentes sont les usagers principaux des ressources naturelles. Mieux gérer ces ressources suppose de nouvelles dynamiques. Reconnaître et valoriser celles qui ont fait leur preuve et en tester de nouvelles pourrait être la base d'une politique en la matière.

### **Reconnaître le rôle central des processus d'association volontaires**

"L'entente", notion, dont parlent les acteurs ruraux, est à la fois un espace de liberté et une procédure démocratique où s'invente une nouvelle façon de vivre ensemble. Cette "entente" entre quartiers ou entre villages, ne va pas de soi. Elle rassemble des groupes ethniques différents qui sont plus en conflit, ou en relation de dépendance hiérarchique qu'en situation de rassemblement librement consenti. Ici s'invente une démocratie consistant à identifier les problèmes et les solutions à envisager (difficile à Ziga plus construite à Ninigui). Ce cadre informel, où les hiérarchies s'estompent a une double fonction. Au niveau interne Il expérimente les changements, au niveau externe, il est un interlocuteur face à des partenaires extérieurs (projet, ONG...)

### **S'appuyer sur ces dynamiques pour décentraliser les pouvoirs**

Les associations, les groupements et autres "petits gouvernements locaux" reposent sur une autre manière d'envisager l'avenir et de gérer les ressources naturelles. Cette gestion des ressources et le développement qui lui est lié sont abordés d'une façon d'autant plus solide qu'ils s'enracinent sur la constitution d'une "entente", matérialisée par le groupement. Ces groupements, cette nouvelle façon d'être et d'agir, de se développer au village ne sont cependant pas neutres. Il y a souvent lutte de pouvoir entre les tenants des "pouvoirs traditionnels" et ceux capables "de faire venir le développement au village". S'ils font leur preuve on peut les considérer comme le creuset de communes rurales.

### **Créer des instances de coordination et de contrôle des actions envisagées**

Les "instances traditionnelles" peuvent être retenues avec le risque de perpétuer des clivages et parfois de les renforcer. Le choix est donc difficile. Mais si ces instances existent et sont encore actives, il est impossible de les ignorer, car il en découlerait divers types de conflits. Les instances nouvelles (comités de gestion des terroirs, par exemple) à l'échelon villageois ou intervillageois sont souvent plus dynamiques. Leur mise en place doit être le résultat d'une réflexion collective et leurs tâches définies par la base, pour éviter qu'elles s'attribuent de pouvoirs qui ne soient pas reconnus par les populations en place. Les collectivités locales réellement décentralisées sont souvent les mieux placées pour jouer un rôle d'orientation, de coordination et de contrôle.

### **Tester l'efficacité des groupements inter-villageois pour créer des communes rurales**

La cohésion et l'efficacité des groupements pour résoudre les problèmes rencontrés sont des critères souvent cités par les villageois : *"Si vous voulez accorder de l'autonomie aux villageois pour que le développement marche, il faut partir des groupements qui vivent, sont organisés et qui veulent le développement."* Les réalisations (inter)villageoises et la maîtrise de nouvelles fonctions sont importantes. Dans la région de... il existe un comité pluri-villageois de planification et de suivi des actions de développement et de gestion des ressources. Chaque demande formulée par les groupes de villageois est examinée par ce comité et approuvée si la demande est justifiée et les fonds disponibles.

## STRUCTURER LES DYNAMIQUES TERRITORIALES EN COURS

Produit et dimension des sociétés humaines, l'espace géographique est approprié, exploité, parcouru, habité et géré. Chacun de ces actes est, à sa manière, producteur d'espace. Il impose des formes et des constructions géographiques hiérarchisées : niveau local (village et bourgs), régional (petite ville et périphérie) et national. Chaque niveau est constitué de territoires régis par une collectivité détentrice d'un pouvoir. Les décisions en matière de gestion des ressources naturelles ne peuvent être efficaces sans une bonne identification et une bonne coordination entre les pouvoirs et les acteurs intervenant à chacun de ces niveaux. Actuellement les niveaux locaux et régionaux sont mal définis et mal coordonnés. Plusieurs étapes sont à envisager dans une structuration progressive des organisations locales et régionales en cours d'élaboration.

### Définir les territoires locaux

Définir progressivement les territoires locaux est une nécessité. Ces territoires locaux doivent héberger "au mieux" les constructions sociales à base "d'entente et d'union", compte tenu du cadre géographique d'ensemble dans lequel ils se situent. Le choix de ces territoires doit préfigurer les "communes rurales" et doit être négocié au cas par cas.

Les territoires locaux sont en effet des constructions en cours d'évolution. Ils sont modelés et remodelés par une société en transformation. Leur géométrie est variable. Figurer leur structure est une anticipation sur l'avenir qui peut se révéler inopérante plus tard. Trop petite, on risque de multiplier les pouvoirs et d'aboutir à des collectivités impuissantes. Trop grande, les solidarités se distendent et l'effet de proximité, si propice à "l'union", disparaît. Tout est question de dosage, d'équilibre et de choix mûrement négociés.

De plus, les sociétés ne se développent pas dans l'indifférence vis-à-vis des contraintes naturelles. Chaque société a son propre mode d'appropriation et d'utilisation du "cadre naturel". Elles le transforment selon les moyens techniques du moment et le type d'organisation de la société. Les modes de gestion des ressources naturelles, les logiques foncières (zones d'élevage, agro-pastorales ou agricoles) sont à prendre en compte.

Un des points forts des territoires locaux reste le marché, généralement situé dans un bourg centre, où s'accumulent les services et les échanges économiques. Ces deux activités structurent très fortement les territoires locaux et sont à prendre en compte en priorité dans le découpage territorial. La question reste entière pour les marges et les zones de repli difficiles à intégrer dans une telle logique.

Le niveau local peut donc se définir comme un territoire géographique où les dynamiques "d'entente et d'union" peuvent s'exprimer et se concrétiser sous forme d'actions. Les dimensions de ce territoire sont variables mais concernent généralement les villages situés autour d'un bourg marchand.

Au niveau méthodologique, ce niveau correspond aux situations de références ou cas types (zones périurbaines, zones d'agriculture Mossi à forte densité, zones de contact agriculture élevage, zone d'élevage extensif) que nous avons envisagés (chapitre 2)

## **Renforcer les dynamiques régionales de régulation, négociation et planification**

L'idée centrale est qu'une prise de recul évite de traiter au seul niveau local les problèmes concernant la gestion des ressources naturelles.

La région, est un cadre privilégié pour une approche cohérente des situations locales. En effet, au niveau régional, les responsables administratifs, politiques ou techniques ont souvent une bonne connaissance des problèmes locaux et le souci de prendre en compte les objectifs et contraintes nationaux. De plus ce niveau d'organisation du territoire est encore proche des populations et permet une réelle concertation entre les différents acteurs intervenant dans la gestion des ressources naturelles. L'instance régionale peut donc être considérée comme un lieu de rencontre entre les villageois organisés et "les appareils" techniques, administratifs et politiques pour : i) régler les conflits fonciers qui ne peuvent l'être au niveau local, ii) apporter un appui aux initiatives et à la réflexion des acteurs locaux, iii) assurer la médiation entre les communautés villageoises, les services, les ONG et les projets qui financent les actions de gestion des ressources naturelles, iv) favoriser les rencontres des acteurs locaux pour élaborer des programmes de travail, vi) réaliser des diagnostics régionaux, des schémas d'aménagement, des processus de "suivi-évaluation".

## **Articuler les territoires locaux et régionaux**

Cette articulation est nécessaire au niveau institutionnel. L'échelon régional crée, supervise et coordonne les organisations, les comités de gestion, les centres de formation, les agences de crédit... favorables au développement local. En terme d'organisation, l'échelon régional peut également servir de lieu de confrontation, d'échange d'expériences et d'arbitrage quand coexistent plusieurs intervenants.

Au niveau économique, l'homogénéité des productions locales réduit les possibilités d'échanges, ne couvre pas tous les besoins et nécessite une gestion de l'approvisionnement et de la commercialisation. Des complémentarités, des articulations avec le secteur moderne doivent être appréhendées au niveau régional pour irriguer les territoires locaux.

Le niveau régional doit également prendre en compte les politiques nationales. Les planifications régionales ont souvent été technocratiques (faible participation des acteurs locaux) et descendantes (non articulées sur les initiatives locales). Les sociétés de développement régionales étaient censées jouer un rôle intégrateur. Elles ont assuré une cohérence bénéfique "par le haut" mais elles n'ont recouvert qu'une partie des espaces géographiques, économiques et sociaux.

La région permet d'engager un développement rural qui ne soit pas exclusivement agricole. Encore serait-il souhaitable que celui-ci résulte d'une négociation entre les différents acteurs économiques et que les priorités régionales soient négociées avec le niveau national ?

## **Prendre en compte des systèmes fonciers en transition**

Les acteurs qui s'approprient le territoire ne font pas toujours référence au même système législatif de référence. Les systèmes de droits fonciers sont en effet très divers en Afrique en général et au sahel en particulier. On distingue en effet, le droit coutumier, le droit colonial ou romain et le droit musulman. Cette situation entraîne une confusion en matière d'appropriation et d'usage des ressources naturelles. C'est à la fois une ouverture à toutes les négociations possibles et en même temps une source d'insécurité profonde en matière de gestion de ces ressources naturelles.



## DES ORIENTATIONS METHODOLOGIQUES

La diversité des situations rencontrées rend incertaine toute tentative de généralisation dans la définition d'objectifs et de méthodes d'intervention en matière de gestion des ressources naturelles. Ceux ci, pour être bien adaptés à chaque situation, devraient en effet résulter d'une négociation entre les acteurs à partir d'une évaluation des opportunités et contraintes caractérisant ces situations. Les orientations qui suivent doivent donc être considérées comme des instruments capables de favoriser cette négociation entre acteurs.

### LA DEMARCHE

Elle suppose un travail de définition et de négociation d'objectifs et de programmes d'action.

La définition d'objectif et de programmes d'action ne peut se faire que dans des cadres institutionnels et financiers régionaux suffisamment souples en accord avec les politiques nationales. Une fois ces cadre définis, Un travail d'animation local peu alors commencer. Il consiste à identifier les demandes locales, les coordonner et les évaluer compte tenu des ressources financières disponibles. L'identification des programmes d'action à réaliser au niveau local, quelque soit la situation rencontrée, suit en général les étapes suivantes i) le diagnostic concerté (diagnostic externe, restitution, auto-analyse et mise en commun), ii) la définition d'un programme d'action prioritaire, iii) la mise en oeuvre du programme prioritaire et la définition d'un plan local de développement à moyen terme, iv) la réalisation du plan, v) le suivi-évaluation. Toute la difficulté, pour rendre cette démarche locale mobilisatrice exige de trouver une articulation forte entre des demandes et des attentes à court terme exprimées par les villageois et des résultats qui se manifestent à long terme.

La négociation des objectifs et des programmes d'action va alors consister à bien analyser les demandes formulées par des acteurs situés dans des espace suffisamment réduits (espaces locaux) pour identifier des portes d'entrée mobilisatrices. Ces dernières varient selon les situations. *Il peut s'agir comme nous l'avons vu dans le cas du Yatenga de résoudre des problèmes techniques ou économiques, d'affirmer une maîtrise foncière (région de Banh), d'instaurer un dialogue entre factions rivales d'un même village et de créer des pont entre production et gestion des ressources (Ninigui)...* Ces négociations engagées au niveau local sont difficiles et elles doivent se situer dans des champs d'intervention beaucoup plus vastes que la stricte gestion des ressources naturelles. Cela exige une souplesse dans les lignes budgétaires, une participation paysanne importante et surtout une forte articulation avec les débouchés et l'émergence de filières et l'organisation du territoire.

## LES METHODES ET LES OUTILS

### **Au niveau local**

Un **diagnostic interne** est réalisé sous forme de discussions entre les villageois et les intervenants externes sur la situation du village. Les discussions permettent aux groupes (vieux, jeunes, femmes, agriculteurs, éleveurs...), d'exprimer leurs demandes et attentes en matière de développement et d'aménagement. C'est dans ce cadre que se situe la gestion des ressources naturelles. L'outil privilégié pour ce faire, est une carte du terroir dessinée par les villageois localisant leurs problèmes. Un **diagnostic externe** réalisé à plusieurs niveaux permet de conforter ce diagnostic interne, de relativiser et de hiérarchiser les priorités. Un zonage du terroir situe les problèmes liés à l'état des ressources : l'eau, les sols, la végétation, la production alimentaire. L'étude de quelques "unités de production" donne des indications sur leur fonctionnement, leur disparité, leurs relations (conflits ou alliances). L'utilisation de cartes thématiques (pédologiques, végétation...) complète les entretiens et précise les problèmes généraux du village.

Suit alors un débat avec l'ensemble de la population pour trouver des solutions aux problèmes identifiés. Celles qui sont retenues sont hiérarchisées et localisées dans le terroir. *Par exemple, vis-à-vis du foncier, il est important de connaître si l'on peut résoudre les inégalités entre familles, les conflits, les modes de transmission. En ce qui concerne les règles de gestion il faut savoir ce qui peut être modifié, où, et comment. Plusieurs "cartes - scénarios" proposent des alternatives à la "carte problème" précédente.*

Enfin, le Plan d'Aménagement et de Développement Villageois (P.A.D.V.) définit et localise sur des cartes les travaux à réaliser. Ces cartes, bien comprises et approuvées par l'ensemble de la population, permettent de dégager un compromis autour de l'organisation concrète et complète du terroir villageois et des complémentarités spatiales "intra et inter-villageoises". Ces cartes deviennent un outil de gestion opérationnelle des ressources naturelles et une base de négociation entre les villageois et leurs partenaires institutionnels.

### **Au niveau régional**

Le diagnostic régional concerté avec les responsables paysans, les services régionaux et les acteurs économiques de la région permet d'identifier l'ouverture économique de la région, son niveau d'organisation, notamment les relations ville-campagne. Le "zonage" est l'outil privilégié pour y parvenir. Il situe les tendances, les atouts, les contraintes des différentes zones, selon de multiples facteurs (démographie, enclavement, filières, etc.). La participation de responsables paysans pose la question de leur existence et de leur représentativité.

Le schéma régional définit des objectifs et des priorités, le programme d'actions et la localisation des interventions. Il est effectué dans la perspective de création ou de renforcement des ententes inter-villageoises ayant un impact territorial (futurs communes rurales) et la relation entre pôles urbains et milieu rural. Le schéma régional définit les moyens de réalisation des objectifs tout en prenant en compte les politiques nationales.

La mise en œuvre d'un schéma régional d'aménagement et de développement suppose la création d'instances de programmation susceptibles de définir les priorités des actions et de mobiliser le personnel et les moyens nécessaires. Elles doivent réunir les différents groupes et opérateurs concernés. Elles sont le lieu de négociation entre partenaires.

Un dispositif de suivi-évaluation contrôle le fonctionnement des structures et propose des (ré)ajustements nécessaires dans les différents secteurs. Le rôle du suivi est d'identifier en "temps-réel" les déséquilibres qui apparaissent, d'en analyser les causes et de procéder à des (ré)ajustements conjoncturels. L'évaluation doit fournir les éléments nécessaires à la recherche de nouveaux équilibres. Elle procède à des modifications de structure et à des changements d'orientation si nécessaire.

## **LA VALORISATION DES ACQUIS**

Pour valoriser les acquis concernant la gestion des ressources et éviter des études de cas anecdotiques? plusieurs orientations méthodologiques retiennent l'attention.

***Le positionnement spatial et temporel*** des interventions aide à prendre du recul. L'histoire permet de comprendre la montée des problèmes, l'organisation des pouvoirs, la notion de démocratie à la fois proche et différente de celle d'entente et d'union si utilisée en Afrique de l'Ouest. L'entrée par le territoire permet de préciser, en jouant avec les échelles, l'importance d'un problème et la représentativité des situations étudiées. Deux concepts : celui de situation type et d'organisation régionale structurent cette approche.

***La formulation d'hypothèses*** est un passage obligé. Les nôtres concernent une articulation entre des échelles géographiques différentes car les démarches actuelles, trop institutionnelles ne prennent pas suffisamment en compte le territoire. Ce dernier est déterminant dans l'approche des ressources naturelles. Son volet régional permet par ailleurs de dépasser le niveau local, principale préoccupation des interventions actuelles.

***Les synthèses partielles*** permettent de recentrer les principaux éléments en tête de chapitre. Les conclusions et les schémas d'ensemble suggèrent des grands axes de réflexion et des perspectives sur le moyen et long terme.

En conclusion, les outils et les méthodes utilisés au cours de cette étude font apparaître des régulations difficiles entre acteurs et territoires autant locales que régionales. Une tentative de généralisation au niveau Burkinabé et sur l'ensemble du Sahel devrait permettre d'étudier d'autres régions, tout en permettant de comparaisons relativement aisées.





## DES ORIENTATIONS INSTITUTIONNELLES

Faute de statut administratif et politique clair assorti de moyens (financiers et humains) suffisants, les groupements villageois gèrent difficilement les programmes d'aménagement qui les concernent. De même, les instances régionales fonctionnent mal. Les régulations sont difficiles. La planification est souvent formelle. La tendance est à la décentralisation avec la création de communes rurales au niveau local et le renforcement des institutions régionales existantes (départements, cantons ruraux...).

### AMORCER AVEC PRUDENCE LES FORMALISATIONS INSTITUTIONNELLES

#### **Au niveau Local**

la création des "communes rurales" est à l'ordre du jour. Mais le processus pour avoir des chances de réussir doit être testé. Le fait de "vivre ensemble", de créer des ententes exige "une adhésion libre et volontaire. Toute formalisation institutionnelle doit se faire avec beaucoup de souplesse. Elle doit laisser aux nouvelles structures la possibilité de s'ancrer sur les pratiques locales existantes que ce soient des associations, des comités de gestion ou des organisations...

En d'autres mots, le processus de reconnaissance d'une "commune rurale" susceptible de gérer efficacement les ressources dont elle dispose ne se décrète pas. Il repose sur un vécu. Comme dit un villageois : *Pour qu'une "commune" ait de la force, il faut la créer doucement. Il faut d'abord partir de sa naissance, c'est-à-dire des groupements. Il ne faut pas dire par décret que ces six villages feront une commune. Non, il faut y aller petit-à-petit.*

#### **Au niveau des relais régionaux**

Le principe de prudence est le même. La région est un lieu de régulation, de négociation et de planification. Des expériences en matière de régulation des conflits ainsi que des programmes d'action ou des schéma d'aménagement sont indispensables pour confirmer la compétence des équipes en place. Si des relais existent, il faut les renforcer, sinon il est préférable d'attendre plutôt que de structurer trop rapidement des institutions qui n'ont pas la compétence suffisante pour assurer les tâches qui leur seront confiées.

## RENFORCER LES INSTANCES DE RÉGULATION ET DE GESTION

### Gestion et programmation

Des instances informelles de programmation et de gestion des ressources d'un territoire local existent actuellement sous forme de forums départementaux, de comités paritaires ou cantonaux. Elles favorisent la programmation et le financement des actions. Trois types d'intervenants sont nécessaires : 1) des individus, des groupes d'intérêt ou les collectivités villageoises, promoteurs d'actions d'aménagement ou de développement, 2) des représentants reconnus (chefs de village, chefs de canton, chefs des groupes pastoraux et dans certains cas, des représentants des organisations paysannes), 3) des intervenants techniques (services, projets, ONG) chargés d'appuyer les projets villageois présentés. Dans les formules les plus décentralisées, ces instances gèrent un budget annuel permettant de réaliser les investissements correspondants aux aménagements à réaliser. L'objectif à terme est bien la constitution progressive de collectivités territoriales.

Ces instances sont largement expérimentales. Elles ont des statuts flous. Leur multiplicité, leurs liaisons encore fortes avec des projets de développement, des agences d'aide... les rendent tributaires d'intervenants extérieurs. Sans plaquer des structures toutes faites, mais en tenant compte des acquis de ces instances, il semble important de leur donner un statut administratif et politique clair assorti de moyens (financiers et humains) suffisants. Une étude cas par cas semble indispensable.

### régulation

Au niveau régional, il existe de nombreuses instances de régulation et de contrôle. Avant toute formalisation institutionnelle, il est nécessaire de préciser leur rôle et les objectifs poursuivis. Ces derniers pourraient concerner 1) la (re)définition des règles d'exploitation des ressources pour un espace donné, 2) le soutien et la formalisation des accords intervillageois à propos de l'utilisation de chaque espace, 3) le contrôle de l'application des règles adoptées et les sanctions de ceux qui ne les respectent pas, 4) la médiation entre les parties en conflits dans l'accès aux ressources ou à l'usage du foncier.

## TERRITOIRE - BUDGET - ORGANISATION

Pour que les différentes instances fonctionnent, elles doivent disposer de moyens. Il faut qu'elles soient bien acceptées par les villageois. Elles doivent recouvrir un territoire cohérent.

### *Organisation : représentativité, élections et répartition des pouvoirs*

Les villageois veulent des représentants efficaces, qui vivent tous les jours avec eux, comprennent et défendent leur point de vue. Ils ont peur des élections. De leur point de vue, elles risquent de donner le pouvoir à des personnalités importantes (fonctionnaires, chefs religieux, notables...), originaires du village, mais n'y vivant plus ou très peu. Ils préfèrent choisir les personnes qui vivent au village, qu'ils estiment pouvoir "faire le travail".

Les villageois veulent que le pouvoir reste en leur mains. Dans ces conditions, si des élections sont envisagées les représentants, ou les élus ne peuvent être que des individus résidant toute l'année dans le (ou les) village(s) ayant fait une entente. Les autorités administratives, religieuses, les agents des services techniques de l'Etat... ne pourraient pas être retenus. Enfin, un rôle de conseiller devrait être attribué aux chefs coutumiers, aux personnalités religieuses et aux ressortissants.

Par ailleurs, la notion "d'entente" impliquant la recherche de compromis et d'alliances inter-villageoises et non plus seulement de lignages ou de quartiers, les villageois préfèrent également la nomination de responsables intervillageois sur base d'un consensus. Les élections sont perçues comme pouvant rompre avec la recherche de la paix sociale. L'argument avancé pour refuser le principe d'élection s'appuie sur le fait que les villageois se connaissent suffisamment entre-eux pour s'accorder sur le choix de personnes "de bonne moralité", c'est-à-dire la capacité à assumer une tâche déterminée.

### ***Les ressources financières et la gestion de la "commune rurale"***

La décentralisation du pouvoir suppose des ressources financières. Elle exige la mise en place progressive d'une capacité de gestion financière. Les procédures de collecte et les modalités de gestion devraient être efficaces après un certain temps de fonctionnement. Dans ce domaine, l'idée de lever un impôt pour faire fonctionner les groupements intervillageois est impopulaire. La proposition d'instaurer une cotisation fait l'unanimité. Elle devrait être annuelle en fonction des récoltes et des aides externes. Par ailleurs, une gestion financière ne s'acquerra que dans l'expérience de la gestion des affaires locales grâce à des formations.

### ***Le territoire***

Les territoires des futures communes rurales sont en cours de définition. Plusieurs critères liés à la géographie et à l'économie sont à prendre en compte. Ils devraient permettre de regrouper plusieurs villages (le chiffre de cinq villages et trois mille habitants est souvent proposé) pour que la superficie de ces communes soit suffisante et permette une gestion durable des ressources. Un regroupement autour d'un bourg marché est évidemment recherché. Ce bourg regrouperait des infrastructures locales pour l'ensemble des villages concernés (écoles, dispensaires, forages, barrages, etc.). Outre ces critères géographiques et économiques, des composantes socio-territoriales telles que les clans et lignages sur lesquels les "ententes" négociées devraient être retenus.

## **LA FORMATION ET L'INFORMATION**

Le souci des villageois est d'obtenir des "formations utiles" qui devraient différer de celles habituellement prodiguées par des services techniques. Les contenus de formation et d'information devraient aborder la gestion de l'espace de la collectivité locale, c'est-à-dire la gestion des ressources naturelles (forêts, terres agricoles, pâturages, points d'eau, chemins, jachères, bas-fond, infrastructures anti-érosives, etc.), la coordination d'un "plan de développement local" entre "communes rurales" et région (département), la gestion financière des "cotisations", la gestion d'infrastructures (moulin, petit barrage, digue, école, dispensaire, pharmacie, maternité, banque de céréales, etc.), la prise en charge de quelques actes administratifs, la coordination d'activités à caractère économique (vente de bétail, de céréales, stockage d'aliments pour bétail, etc.). Les villageois souhaitent que ces formations se réalisent en langues nationales. Ils ne veulent pas de formations toutes faites et inefficaces : *"Si l'Etat demande à l'environnement, au CRPA, au service de l'élevage de former les gens cela ne marchera pas, car rien ne sera vraiment changé. Ces gens là, ils vont dans les villages, ils choisissent leurs amis mais aussi ils peuvent détourner l'argent"*



# CONCLUSION

La gestion des ressources naturelles est difficile au Sahel. Les aléas climatiques y sont pour beaucoup. Mais les conflits, la dégradation des ressources et un développement incertain jouent un rôle nettement plus important.

Replacée dans un cadre historique, cette situation apparaît comme le résultat de chocs culturels, sociaux et politiques... qui ont façonné les sociétés sahéniennes. Comment, en effet, mesurer l'impact de l'islam, du christianisme, de la traite, de la confiscation du pouvoir par des Etats coloniaux exogènes, de la mondialisation, de l'enclavement, de l'aide internationale et de son diktat au Sahel ? Face à ces événements, les sociétés rurales hiérarchisées et ancrées dans le terroir, ont fait preuve d'une remarquable adaptation. Mais, elles sont actuellement en crise. Les futurs imaginés sont souvent plus optimistes que les réalités. Le chemin à parcourir pour que ces sociétés soient plus démocratiques et plus décentralisées semble encore long. Vont-elles le parcourir selon des itinéraires imposés de l'extérieur, ou peuvent-elles encore affronter l'avenir de façon originale et autonome ?

Une approche spatiale permet de répondre en partie à ces interrogations. Le Sahel est une "région" d'interface avec le désert, l'Océan et les pays forestiers du Golfe du Bénin. Comme tel, le Sahel a structuré des réseaux de communication à longue distance avec des carrefours urbains entourés de périphéries rurales très peuplées. Ces villes contrastent fortement avec leurs marges, vides d'hommes. Ainsi le Yatenga, petite entité régionale apparaît comme composé d'espaces qui s'emboîtent. Chacun d'eux a sa spécificité, son mode de gestion des ressources, sa capacité de s'organiser et de s'ouvrir sur l'extérieur. Au centre, une ville Ouahigouya concentre les équipements, les hommes, les pouvoirs. Ce monde urbain est tertiaire. Il gère la région. Il impulse et draine des flux de biens et d'informations par un réseau de routes qui le relie aux bourgs. Les entreprises, les ONG y sont imprégnées de culture locale et tournées vers l'avenir. Il s'agit de produire pour vendre tout en nouant des alliances.

La périphérie urbaine arrive progressivement à un stade où toutes les ressources disponibles sont mises en valeur. En découle une rupture entre les populations et leur milieu avec pour conséquence exode rural, déficit alimentaire et dégradation des ressources. Pourtant, les habitants qui restent font preuve d'un étonnant dynamisme. Dans cette crise, ils gèrent les flux financiers et alimentaires. Ils créent des "ententes" pour "capter le développement" et l'argent qu'il amène. Les "ententes" les plus solides pratiquent une réelle démocratie de gestion (des ressources). Elles pourraient être de futures "communes rurales".

Les marges peu peuplées sont vouées à l'élevage transhumant. Dispersées sur de vastes superficies, les sociétés pastorales transforment peu le milieu. Les cellules sociales sont petites et les pouvoirs dispersés. L'autoconsommation domine. La commercialisation est faible. La sédentarisation des pasteurs et le passage à l'agro-pastoralisme aménagent d'avantage l'espace.

Deux dynamiques spatiales complètent le dispositif. "Un front urbain" diffuse à partir des capitales régionales des services, de l'argent (États, projets, ONG), des compétences, de valeurs et des pouvoirs.... Il bouscule la "tradition", suscite des "ententes" et des acteurs capables de négocier leur avenir (ressources et production). Un front de "migration agricole" est plus inquiétant. Comment coloniser sans détruire les ressources naturelles ? Comment éviter les conflits avec les populations autochtones ?.

Les villageois apportent à ces questions des réponses très différentes. Unis, ils conçoivent des projets concertés à long terme. En conflit, leurs actions sont limitées, individuelles et à court terme. A cela, trois explications principales : la volonté de "s'entendre", l'importance de régulations externes et le contexte économique, politique, général.

Au niveau opérationnel, la prise en compte de ces différents types de gestion suppose de bien identifier les acteurs (les résidents permanents, les groupements, les communautés territoriales...), leur rôle et leurs pouvoirs. Des politiques de renforcement des pouvoirs locaux, (associations, contrôle des actions) peuvent alors se mettre en place. Le point essentiel est une meilleure structuration des dynamiques territoriales en cours pour mieux définir les territoires locaux (importance des bourgs-centres entourés de villages), mais surtout les zones d'influence des capitales régionales. Le rôle de ces dernières est essentiel tant au niveau des régulations que des politiques d'aménagement.

La prudence est de rigueur en ce qui concerne l'institutionnalisation. La création de "communes rurales" suppose des ententes fortes, ayant fait leur preuve. De même ,au niveau régional, des limites des territoires ainsi que leurs pouvoirs concernés restent à définir. Dans tous les cas, les financements, l'information et la formation des responsables sont difficiles.

Au niveau méthodologique, une meilleure gestion des ressources suppose une mobilisation locale des villageois sur des actions répondant à leurs besoins. Les méthodes d'intervention sont alors autant techniques (diagnostic et programme d'action, aménagement de mares, comblement de ravines, pistes rurales...) que sociales (négociations, réalisation d'ententes...). A l'échelon régional, les démarches sont les mêmes, mais les négociations et les réalisations sont plus difficiles, si elles se veulent concertées en matière d'organisation sociale et d'aménagement du territoire.

Cette perspective exige une réflexion plus importante sur l'espace, son évolution, sa construction, son aménagement par les acteurs résidents. Dans ce domaine, une meilleure intégration entre les approches territoriales et les démarches institutionnelles s'impose.



## LISTE DES FIGURES

1	Les systèmes de production	9
2	La traite et le dépeçage	11
3	Partage du monde, les Européens en Afrique	14
4	Urbanisation et islamisation	16
5	Ethnies et frontières des Etats	19
6	Les filières agricoles	21
7	Fragilité des milieux naturels	24
8	Dépendance et enclavement des pays du Sahel	26
9	Nouveaux pouvoirs et gestion des ressources naturelles	28
10	Evolution des concepts en matière de gestion des RN	50
11	Choix d'un pays d'étude	53
12	Choix d'une zone d'étude	55
13	Dispositif d'intervention	57
14	Dynamique de l'étude	61
15	Peuplement et milieu : le divorce	64
16	Aménagement du terroir de Ziga	66
17	Organisation des pouvoirs dans le village de Ninigui	70
18	Référents sur le foncier dans la région de Banh	75
19	Organisation des RN et dynamique du territoire (Banh)	77
20	Relations agriculture-élevage dans la région de Banh	79
21	Zone de "Sourindou Mihity"	81
22	Organisation sociale et territoriale du terroir de Kéké	86
23	Démarche "Gestion des terroirs" adoptée pour Kéké	88
24	Une succession d'espaces et d'activités emboîtés	99
25	Une généralisation possible	101

## LISTE DES ENCADRES

1	Résumé concernant l'héritage précolonial	13
2	Résumé concernant l'héritage colonial	18
3	Résumé des évolutions allant des indépendances à la période actuelle	23
4	Scénario tendanciel	30
5	Trajectoire d'évolution	32-33
6	Un projet productiviste : la CMDT	35
7	Evolution des approches de développement	37
8	Approche système	39
9	Démarche Recherche Développement	39
10	Les problèmes fonciers	41
11	Approche de gestion des RN et Gestion des terroirs villageois	43
12	Planification locale	46
13	Les démocraties	48
14	Démocratie locale	48
15	Zone Mossi (présentation et résumé)	62
16	Zone Peul (présentation et résumé)	74
17	Zone de contact Peul Mossi (présentation et résumé)	84
18	Comparaison entre scénario et réalité	92
19	Zone urbaine et périurbaine (présentation et résumé)	93

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

- 1 **Barral, H.** (1977). Les populations nomades de l'Oudalan et les espaces pastoraux. Travaux et documents de l'ORSTOM, n° 77, 120 p.
- 2 **Benoit - Cattin M., De Grandi JC.**, (1994) Promotion des systèmes Agricoles durables dans les pays d'Afrique soudano sahélienne. FAO, Rome, 304 p.
- 3 **Boudeville JR.**, (1961). Les espaces économiques. Que sais - je ? PUF, 127 p.
- 4 **Brunet R., Dollfus O.**, (1990). Mondes nouveaux. Géographie universelle. Hachette, 551 p.
- 5 **Brunet R.**, (1994). La France un territoire à ménager. Edition N°1, Paris, 327 p.
- 6 **Clouet Y. ed.**, (1990). La gestions des terroirs. Cahiers de la Recherche Développement, N° 25 et 26, Montpellier.
- 7 **Cornevin. R, Cornevin, M.**, (1964). Histoire de l'Afrique des origines à la deuxième guerre mondiale. 4ème ed. Petite bibliothèque Payot , 411 p.
- 8 **Coulmin P.**, (1986). La décentralisation - La dynamique du développement local. Paris, Syros/Adels, 255p.
- 9 **Claval P.**, (1977). La nouvelle géographie, Que sais - je. PUF, 127 p.
- 10 **Dubresson, A., Marchal, J.Y., Raison, J.P.**, (1995). Les Afriques au Sud du Sahara. Géographie Universelle, Belin-Recus, Paris, 480p.
- 11 **Le Flamboyant (1995)**. Décentralisation de la gestion locale des ressources naturelles. Numéro spécial, n°36, 47 p.
- 12 **Gallais J.**, (1984). Hommes du Sahel. Paris, Flammarion.
- 13 **Gaudin, T. (ed.)**, (1990). Récit du prochain siècle. Paris, Payot, 599 p.
- 14 **Geny P., Waechter, P. Yatchinovsky, A.**, (1992). Environnement et développement rural, Ministère de la coopération. Edition Frison-Roche, Agence de coopération culturelle et technique, Paris, 418 p.
- 15 **Giri J.**, (1989). Le Sahel au XXI<sup>e</sup> siècle, Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes. Paris, Karthala, coll. Les Afriques, 342 p.
- 16 **Laurent, P.J.**, (1995). Les pouvoirs politiques locaux et la décentralisation au Burkina Faso. Cahier du CIDEP N° 26, L'harmatan, 167 p.
- 17 **Le Bris E., et al.** (1982). Enjeux fonciers en Afrique noire. Paris, 425 p.
- 18 **Le Roy E.**, (1987). La réforme du droit de la terre en Afrique francophone. Rome, FAO, 44 p.
- 19 **Mengin J., Masson G.**, (1989). Guide du développement local. L'Harmatan, coll. Logiques sociales, 164 p.
- 20 **Mercoiret M.R., Devèze, J.C., Gentil, D.** (1989). Les interventions en milieu rural. Ministère de la coopération, 197 p.
- 21 **Mercoiret M.R. (ed.)**. (1994). L'appui aux producteurs ruraux. Paris, Karthala, 463 p.
- 22 **Pieri C.**, (1989). Fertilité des terres de Savanes. Ministère de la coopération, Cirad, 444 p.
- 23 **Pourtier R.**, (1995). Atlas de la zone franc en Afrique sub-saharienne. Monnaie économie et société. Paris , La Documentation française, 112 p.
- 24 **Schlemmer B., (ed.)** (1995). Les principaux acteurs de l'innovation. *In* innovation et société tome III. Quelles agricultures ? Quelles innovations ? Actes du XIV<sup>ème</sup> séminaire d'économie rurale, Montpellier 1993/09/13-16. Montpellier, CIRAD, 199 p.
- 25 **Teme B., Breman, H., Sissoko, K.**, (1996). Intensification Agricole au Sahel : Mythe ou réalité. Rapport de synthèse des travaux du colloque international, Bamako 28/11-02/12. Pays-Bas Wageningen, AB-DLO, 35 p.

## OUVRAGES SUR LE BURKINA FASO ET LE YATENGA

- 26 **Bouju J.**, (1990). Analyse ethno - sociologique des trames foncières : les départements de Banh,Kain, Koumbri. Rapport final. Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales, Burkina Faso, Ouagadougou, PVNY, 74 p., annexes.
- 27 **CRPA**, (1994). Plan régional du secteur agro-pastoral. Région du Nord. 2 Tomes. Burkina Faso, Ouahigouya, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales.
- 28 **Clouet Y. (ed.)** (1991). Gestion des terroirs. R/D, Systèmes et gestion des ressources au Yatenga. CIRAD 191p.
- 29 **Clouet Y. (ed.)** (1992). La gestion des terroirs, Tome I. Problèmes rencontrés par les agents de terrains (13 cas). Réseau "gestion des terroirs" , Paris, 113 p.
- 30 **Clouet Y., Mercoiret J.**, (1993). Formation d'appui au projet PVNY - Méthodes d'intervention et Plans d'Aménagement et de Développement Villageois (PADV) CIRAD - CIEPAC, Montpellier.
- 31 **Dugué, P.**, (1989). Possibilité et limites de l'intensification des systèmes vivriers au Yatenga. CIRAD-DSA, Coll. Systèmes Agraires, n °9, 350 p.
- 32 **Dugué, P.**, (1990). La Stratégie des paysans du Yatenga Face aux propositions d'aménagement des terroirs villageois. Cahiers de la recherche développement n° 26, p. 1-15.
- 33 **D'Aquino P.**, (1992). La Recherche - Développement face à la problématique foncière en zone sahélienne : le cas du département de Banh, province du Yatenga, Burkina Faso. DEA, Aix Marseille.
- 34 **Faure A.**, (1992). Perception de l'approche gestion des terroirs par les populations rurales au Burkina Faso (village de Kéké). Burkina Faso, Ouagadougou, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, 131 p.
- 35 **Isard, M.**, (1992). L'odyssée du pouvoir (Mossi au Yatenga). Cahier 56, EHESS, Paris 156 p.
- 36 **Marchal, J.Y.**, (1983). La dynamique d'un espace rural soudano - sahélien. Paris, ORSTOM.
- 37 **Ouedraogo, I.**, (1994). La cuvette endoréique de Sourindou Mihity. Montpellier, ORSTOM, p. 241-252
- 38 **PVNY** (1993) Plan d'aménagement de développement du village de Ninigui.
- 39 **PVNY** (1991) Plan d'aménagement de développement du village de Kéké.
- 40 **Rodriquez L.**, (1987). Les aménagements collectifs contractuels de Ziga et Sabouna. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ouahigouya, Burkina Faso.